Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Mueble N° 7
Casilla " 1

REPÚBLICA ARGENTINA

DIVISIÓN POLÍTICA

Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto

GUERRA EUROPEA

Expediente 5. **Año** 1939.

DECLARACION DE GUERRA

A ALEMANIA POR FRANCIA

(Al final el Libro Amarillo francés, que contiene documentos relativos a acontecimientos y negociaciones que precedieron a la apertura de las hostilidades entre Alemania por una parte y Polonia, Gran Bretaña y Francia por la otra.)

Jorman - 75510 For. 64

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

INDICE

F. 149

FOLIO	FECHA	No.	PROCEDENCIA	O B J E T O

103240 FRIGERIO 85

OFICINA DE CONTROL
1 SET. 1939
RELACIONES EXTERIORES

TELEGRAMA CIFRADO Nº 746

París, septiembre 1 de 1939.

A S.E. el Señor Ministro de Relaciones Exteriores,

Buenos Aires.

Nº 179.- Desarrólase la movilización general. Hállase todo el ejército a disposición. Polonia está atacada la Alemania y se prevé la declaración de guerra.

Inglaterra.- A pesar de las negociaciones en curso, Alemania estaba decidida a iniciar las hostilidades inmediatamente después de recibir el embajador polaco.

Gálvez

ANOTADO

La traducción :

TELEGRAMA CIFRADO Nº 759

París, septiembre 2 de 1939.

A S.E. el Señor Ministro de Relaciones Exteriores,

Buenos Aires.

Nº 180.- El discurso de Daladier agota las extremas posibilidades para detener la guerra y adopta una actitud de firmeza para hacer causa común con Polonia. La Cámara unánimemente ha aprobado su política.

Segundo.- Las condiciones que se le exigen a Alemania en la comunicación de ayer no se cree que serán aceptadas y posiblemente hoy se le fije un plazo para contestar.

Tercero.- Algunos hombres políticos abrigan aún esperanzas en la mediación de Italia.

Cuarto.- Considero que el discurso de Daladier es un procedimiento político que no podrá detener los acontecimientos irreparables que ha producido Alemania que determinarán en breve plazo la conflagración general.

Cúmplo

Es traducción

ANDRADE

OFICINA DE CIFRA
RECIBIDO

TELEGRAMA CIRCULADO Nº 1530.

Berlín, 3 de septiembre de 1939.-

A S.E. el señor Ministro de Relaciones Exteriores.

Buenos Aires

Nº 77.- Embajador Gran Bretaña fué recibido a las once de la mañana y otro muy poco más tarde. Embajador Francia a las doce. Salvo circunstancias imprevisibles mis retiros son inminentes.

Olivera.

Es copia.-

ANOTADO

5

TELEGRAMA ORDINARIO Nº 1631

Berlín, 3 de septiembre de 1939

A S.E. el señor Ministro de Relaciones Exteriores.
Buenos Aires.

Nº 78.- De fuente propias Embajadas. Gran Bretaña considérase en guerra desde las once. Francia desde las diez y siete.
Olivera.

Es copia.

ANOTADO

Ambassade
de la
République Française
en
Argentine

Buenos Aires 3 Septembre 1939

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il résulte d'un télégramme que je viens de recevoir de mon Gouvernement que l'état de guerre existe entre la France et l'Allemagne à partir du 3 Septembre 1939 à 17 heures.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

AMBASSADE

Son Excellence
Docteur José Maria Cantilo
Ministre des Relations Extérieures et du Culte.
BUENOS AIRES

Buenos Aires, setiembre 4 de 1939.

D.A.P.

Señor Embajador:

Tengo el honor de dirigirme a V.E. para acusar recibo de su nota de fecha 3 del corriente, por la que se sirve comunicar a este Ministerio el estado de guerra existente entre Francia y Alemania.

Con este Motivo, presento a V.E. la seguridad de mi alta y distinguida consideración.

A S.E. el señor Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de Francia, Doctor Marcel B. Peyrouton.

Pol

Exp. 5

4 SEPT 1939

TELEGRAMA ORDINARIO Nº 1543.

París, 4 de septiembre de 1939.

A S.E. el Señor Ministro de Relaciones Exteriores.

Buenos Aires.

Nº 182.- A las once horas Ministerio Negocios Extranjeros comunica oficialmente el estado de guerra entre Francia y Alemania. Acompaña breve declaración acerca de la agresión de Polonia por aquel país y de los esfuerzos supremos de Francia y Gran Bretaña para cortarla. La notificación se funda en la Convención de La Haya de 1907 sobre apertura de hostilidades. Por otra parte comunica oficialmente decisión de los aliados sobre requerimiento Presidente Roosevelt, acerca concretar bombardeos a objetivos militares; manifestando que si Alemania no acepta esos principios, resérvase completa libertad de acción.

Cárcano.

Es copia

ANOTADO

JOURNAL OFFICIEL DU 4 SEPTEMBRE 1939

Interdiction et restriction des rapports avec les ennemis

Décret du 1er Septembre 1939

ART. 1 - Tous détenteurs à un titre quelconque, tous gérants, gardiens ou surveillants de biens mobiliers ou immobiliers appartenant directement, indirectement ou par personne interposée à tous ennemis, tous débiteurs de sommes, valeurs ou objets de toute nature envers lesdites personnes pour quelque cause que ce soit, doivent en faire la déclaration détaillée, dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent décret. Cette obligation incombe, dans les sociétés, à tous associés en nom, gérants, directeurs ou administrateurs.

Sont réputés ennemis pour l'application du présent décret:

a) - Tous ressortissants ennemis se trouvant en territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi, ou en territoire occupé par l'ennemi, ou ayant leur résidence habituelle dans un de ces territoires;

b) - Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements, déclarés ou non, qui ont leur siège en territoire ennemi, ou qui ont été constitués conformément aux lois d'un état ennemi;

c) - Toutes associations, sociétés, agences succursales ou autres établissements, déclarés ou non, en quelque lieu qu'ils exercent leur activité, dépendant de quelque manière que ce soit d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales visées sous les lettres a) et b) ci-dessus;

d) - Les ressortissants ennemis interdits en France métropolitaine, en Algérie, dans les colonies françaises ou dans un pays allié.

e) - Les ennemis figurant sur la "liste officielle" visée à l'alinéa 3 du décret du 1er septembre 1939 pour l'application du décret loi du 1er septembre 1939 relatif aux interdictions de rapport avec l'ennemi.

Les actions, parts de fondateurs, obligations, titres ou intérêts, appartenant directement, indirectement ou par personne interposée à des ennemis, doivent être déclarés par les personnes désignées à l'alinéa 1er du présent article.

L'obligation de la déclaration s'étend à tous intérêts d'ennemis dans des maisons de commerce, entreprises ou exploitations quelconques, ainsi qu'à toutes ententes ou conventions d'ordre économique entre des personnes physiques et morales françaises ou des personnes résidant en territoire français et des ennemis ou des personnes résidant en territoire ennemi.

Les biens échus pendant la guerre, en France ou dans les colonies françaises à des ennemis, sont également visés par le présent article et l'obligation de la déclaration s'étend à toute personne qui aurait connaissance de cette dévolution.

Le délai d'un mois prévu au premier paragraphe du présent article peut, quant aux biens, dettes et intérêts, être prorogé par décision du procureur de la République.

La demande de prorogation doit être adressée par écrit au procureur de la République avant l'expiration dudit délai. Elle doit être motivée et accompagnée de toutes justifications utiles.

Le procureur de la République notifiera sa décision à l'intéressé en lui faisant connaître, le cas échéant, le terme qui lui demeure imparti pour effectuer, sous peine de forclusion, sa déclaration, sans que ce délai supplémentaire puisse excéder deux mois.

Au cas où une première prorogation a été accordée, elle ne peut être renouvelée qu'une fois, en cas de nécessité reconnue et pour une durée d'un mois au maximum.

En outre, le délai supplémentaire pourra être renouvelé de deux mois en deux mois en faveur 1o- des établissements d'utilité publique; 2o- des mobilisés présents aux armées ainsi que des maisons de commerce et autres établissements dont les chefs ou propriétaires sont mobilisés aux armées.

ART. 2 - La déclaration est reçue, sous l'obligation du secret professionnel, soit par le procureur de la République, soit par tout officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur de la République habilité à cet effet par ce magistrat, dont la compétence est déterminée ainsi qu'il suit:

1o) Pour la déclaration des biens mobiliers et immobiliers, par la situation desdits biens;

2o) Pour les dettes, par le domicile ou la résidence du débiteur;

3o) Pour les actions, parts de fondateurs, obligations, titres ou intérêts, par le siège de la société ou de l'établissement intéressé.

4o) Pour les ententes ou conventions d'ordre économique, par le domicile ou la résidence du contractant français ou résidant en France.

ART. 3 - La déclaration est faite en cinq exemplaires et reçue sous forme de procès-verbal signé du déclarant et du magistrat qui la reçoit.

Il est fait, par le déclarant, une déclaration distincte et dressé un procès-verbal séparé, pour chacun de ennemis dont les biens ou créances sont à déclarer, ou pour chaque entente ou convention d'ordre économique passée par le déclarant avec des ennemis ou les personnes résidant en territoire ennemi.

La déclaration indique les noms, adresse et nationalité du déclarant et de l'ennemi ou de la personne résidant en territoire ennemi.

S'il s'agit de biens ou de créances, la déclaration fait connaître le titre auquel intervient le déclarant et la date du contrat qui a créé ce titre, la nature du droit de l'ennemi ou de la personne résidant en territoire ennemi et la désignation détaillée de l'objet sur lequel porte ce droit.

S'il s'agit d'une convention ou d'une entente d'ordre économique le déclarant en fait connaître l'objet, les clauses et les conditions la déclaration est appuyée, s'il y a lieu, par la copie certifiée conforme de tous documents utiles qui demeurent annexés au procès-verbal.

Au cas où le procès-verbal de la déclaration a été reçu par un officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République, ce dernier le transmet au parquet sans délai.

Toute déclaration est portée sur un registre spécial où elle fait l'objet d'une mention sommaire comportant la désignation du déclarant et un numéro d'ordre.

S'il est fait plusieurs déclarations simultanées par la même déclarant, il n'est inscrit néanmoins au registre qu'une mention qui précise le nombre des déclarations effectuées.

Il est délivré au déclarant un récépissé, qui est unique pour toutes les déclarations faites par lui simultanément.

ART. 4 - Si plusieurs personnes ont qualité, à quelque titre que ce soit, pour faire une même déclaration, elles y sont également tenues sous réserve de la faculté pour elles de s'entendre en vue de n'effectuer qu'une seule déclaration ayant le même objet.

ART. 5 - Sans préjudice de leur réquisition, dans les conditions prévues par la loi du 11 juillet 1939 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, la mise sous séquestre des biens, droits et intérêts appartenant directement ou indirectement, ou par personne interposée, à un ennemi, ou établis à un ennemi, pendant la durée des hostilités, est ordonnée sur réquisition du ministère public par le président du tribunal civil du lieu de la situation des biens, ou, en ce qui concerne les créances par le président du tribunal civil du lieu du domicile ou de la résidence du débiteur.

La mise sous séquestre entraîne dessaisissement de la personne dont les biens sont l'objet de l'ordonnance, ou de ses héritiers ou ayant droit.

Tout acte de disposition concernant lesdits biens est sans effet vis-à-vis de l'administrateur séquestre.

ART. 6 - L'ordonnance de mise sous séquestre est publiée par extrait au Journal Officiel, sous une rubrique spéciale, sur les réquisitions du garde des sceaux, ministre de la justice.

A cet effet, dans un délai de huit jours à compter de la décision de mise sous séquestre, chaque ordonnance est transmise à la chancellerie qui adresse au Journal Officiel un extrait contenant le propriétaire des biens; droits et intérêts visés dans l'ordonnance la nature et la situation des biens, le tribunal civil dont le président a ordonné la mise sous séquestre, la date de la décision la prescrivant, le nom et l'adresse de l'administrateur séquestre.

ART. 7 - Les fonds, valeurs ou objets de toute nature détenus, à un titre quelconque, par les banques leurs succursales ou agences, par les officiers publics et ministériels ou tous autres dépositaires publics notamment les entrepôts docks, magasins généraux ou gares de chemins de fer, et se trouvant dans le ressort d'une même juridiction, peuvent être placés sous séquestre par une seule et même ordonnance.

Il sera pourvu, dans la mesure du possible, à la concentration des opérations de séquestre, les administrateurs séquestres saisis d'éléments d'un même patrimoine pouvant, s'il y a lieu être constitués séquestre adjoint au séquestre principal.

ART. 8 - L'administrateur séquestre exerce ses fonctions sous l'autorité du président du tribunal civil, sous la surveillance du ministère public et:

a) S'il s'agit d'une entreprise soumise dès le temps de paix à une loi de contrôle ou de surveillance, sous le contrôle de l'autorité investie par ladite loi;

b) Dans les autres cas, sous le contrôle de l'administration des domaines.

Il doit rendre compte à toute réquisition du parquet qui saisit le président du tribunal civil, s'il y a lieu. Son remplacement et sa révocation éventuelle sont ordonnés, à la requête du parquet, par le président du tribunal civil qui a procédé à sa nomination.

La mission du séquestre est conservatoire. Elle comporte les mesures d'administration prescrites et tout d'abord l'inventaire des biens placés sous séquestre. Cet inventaire est dressé par l'administrateur séquestre, en double exemplaire, dont l'un reste dans les dossiers du commissaire de justice et l'autre est transmis au parquet.

Le séquestre doit prendre toutes mesures que comporte la sauvegarde du patrimoine séquestré.

Il assure la gestion des biens qui lui sont confiés. Il effectue notamment le recouvrement de l'actif et le paiement du passif correspondant. Il peut, en outre, après autorisation du président du tribunal civil qui a procédé à sa nomination, accomplir tous les actes dépassant les pouvoirs d'administration.

La saisie en activité des entreprises séquestrées est autorisé par ordonnance du président du tribunal, sur réquisition du parquet motivée soit par l'intérêt de la conservation du patrimoine séquestré et du maintien de sa valeur, soit en considération de l'intérêt général. L'ordonnance d'autorisation fixe les conditions de l'exploitation, qui peut comporter l'adjonction, à l'administrateur séquestre, d'un ou plusieurs collaborateurs techniques.

ART. 9 - Sous réserve du fonds de roulement qu'exigent les dépenses courantes et qui peut être conservé en caisse, les administrateurs séquestres sont tenus de verser sans délai le montant de tous encaissements à la caisse des dépôts et consignations. Les retraits de fonds ne seront effectués que sur vise du président du tribunal civil après avis du procureur de la république. Les retraits comme les versements seront opérés distinctement pour chaque affaire.

Les administrateurs séquestres tiendront par affaire deux comptes distincts: 1o- Le compte de leurs recettes et de leurs dépenses; 2o- Le compte de leurs opérations avec la caisse des dépôts et consignations.

Ils produiront ces deux comptes à toute réquisition des agents des domaines qui procéderont à des arrêts de comptes périodiques suivis d'un rapport transmis au procureur de la République par le directeur départemental des domaines.

ART. 10 - A défaut de l'existence en caisse de valeurs suffisantes sont timbrés et enregistrés en débet les actes et procédures nécessités par la mise sous séquestre, à la requête du ministère public, en exécution du présent décret.

ART. 11 - Il est alloué aux administrateurs séquestres des émoluments fixés suivant l'importance des biens confiés à leur garde et les diligences par eux effectuées.

Lors de la clôture des opérations de la séquestration, l'administrateur séquestre présentera avec son mémoire et toutes pièces à l'appui, une requête exposant sommairement les actes de sa gestion. Ce dossier sera transmis au procureur de la République qui formulera ses observations en vue du mémoire et, après communication pour visa au Procureur Général, renverra le dossier au président du tribunal pour qu'il soit statué par ce magistrat.

En cours de gestion, le président du tribunal peut consentir, sur réquisition du parquet, des avances aux administrateurs séquestres.

Il est pourvu à la rémunération des administrateurs séquestres et plus généralement à tous frais définit taxés, par prélèvement sur l'actif disponible.

ART. 12 - A défaut de ressources disponibles, il est pourvu à l'avance des frais de procédure engagés par le ministère public dans les conditions déterminées, pour toutes poursuites d'office en matière civile, par l'article 122 du décret du 18 Juin 1811.

Sont assurés imputés en même titre, sur les crédits des frais de justice, les frais de procédure au cas où la mesure de séquestre a été ordonnée par erreur.

Lesdites avances seront expressément autorisés par ordonnance du président du tribunal fixant le montant des frais et constatant l'impossibilité de les acquitter faute de ressources disponibles ou réalisables.

ART. 13 - Les déclarations prévues à l'article 1 devront être faites également en ce qui concerne les biens, droits et intérêts des ressortissants ennemis se trouvant en France métropolitaine, en Algérie, dans les colonies françaises ou dans un pays allié et qui ne sont pas interdits.

La mise sous séquestre des biens, droits et intérêts visés au paragraphe précédent, en cas où elle serait ordonnée, sera limitée à la partie desdits biens, droits et intérêts qui ne seraient pas nécessaires à la subsistance de ceux à qui ils appartiennent et des personnes se trouvant à leur charge.

ART. 14 - Le présent décret est applicable à l'Algérie. Les conditions de son application aux colonies seront fixées par un arrêté du ministre des colonies.

ART. 15 - Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, des ministres de la justice, des affaires étrangères, des finances, de l'économie nationale, du commerce et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1er septembre 1939.
ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
Le président du conseil ministre de la défense nationale et de la guerre
EDOUARD DALADIER.

Le ministre de la justice:
PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des affaires étrangères:
GEORGES BONNET.

Le ministre des finances:
PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'économie nationale:
RAYMOND PATENOTRE.

Le ministre du commerce:
FERNAND GENTIN.

Le ministre des colonies:
GEORGES MANDEL.

COPIE

Extrait du "JOURNAL OFFICIEL" du 4 Septembre 1939.

DECLARATION ET MISE SOUS SEQUESTRE DES
BIENS APPARTENANT A DES ENNEMIS.

RAPPORT

AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Paris, le 1er septembre 1939.

Monsieur le Président,

Le décret-loi du 1er septembre 1939 relatif aux interdictions de rapports avec l'ennemi a laissé au Gouvernement le soin de déterminer quelles seraient ces interdictions et leurs conditions d'application. Il est apparu que le système le plus simple consiste à édicter une interdiction de tous rapports, tempérée par des exceptions bien délimitées.

Cette interdiction a pour objet, d'une part, d'éviter conformément à une pratique ancienne, des opérations commerciales par lesquelles l'ennemi pourrait accroître sa force de résistance et, d'autre part, de mettre obstacle à des communications qui pourraient continuer à renseigner le commandement adverse. Tel est l'objet de l'article 1er.

L'article 2 définit les personnes physiques et morales visées par l'interdiction formulée dans l'article 1er.

Il traite notamment en ennemis toutes les personnes et les établissements se trouvant dans un pays ennemi et concourant par là même au maintien de l'activité économique de ce pays, de même que toutes les personnes morales et les établissements qui en dépendent.

Par contre, les personnes physiques ennemies établies en pays neutres ne sont pas visées par cet article, mais par l'article 3 qui prévoit la publication de listes de personnes physiques autres que celles définies à l'article 2 et des personnes morales qui en dépendent, avec lesquelles le commerce sera également interdit. Cette procédure souple permettra d'appliquer l'interdiction suivant les besoins et les circonstances et constituera une sauvegarde utile pour nous nationaux, qui peuvent ignorer de bonne foi la nationalité véritable d'intéressés se dissimulant sous l'apparence d'une entreprise neutre.

...

Quant aux ressortissants ennemis se trouvant sur le territoire national ou dans un pays allié, ils ne seront touchés par l'interdiction du commerce qu'autant qu'ils auront été internés.

L'article 4 assimile aux territoires ennemis les territoires occupés par l'ennemi. En effet le danger que peuvent notamment comporter les correspondances avec des personnes se trouvant sous le contrôle de l'ennemi est aussi grand, que ce contrôle résulte de l'occupation ou de l'exercice normal de la souveraineté. Quand on songera dès lors aux territoires occupés par l'ennemi, il est évidemment susceptible de contribuer au succès de l'ennemi, aussi bien que le commerce avec son propre territoire. Il appartiendra à des mesures ultérieures de corriger s'il y a lieu, et suivant le cas, la rigidité de ces principes de base tels qu'en ce qui concerne les territoires occupés par nos troupes.

L'article 5 prononce la nullité des contrats passés postérieurement à l'ouverture des hostilités en violation de dispositions de la loi et de l'article 1er, et la suspension, dans la mesure nécessaire, des contrats antérieurs. Il a paru prématuré de permettre, dès maintenant, la résiliation de ces derniers dans le cas où la suspension de leurs effets placerait l'une des parties dans une position désavantageuse.

A ce sujet, il convient de remarquer que si le décret du 27 septembre 1914 n'a pas interdit formellement l'exécution au profit de nos nationaux des contrats valablement conclus avec des ennemis antérieurement à l'état de guerre, cette interprétation du texte n'a pas été souvent sanctionnée. Si une telle faculté était expressément édictée, elle aurait l'inconvénient de faciliter grandement la tâche des mauvais Français qui voudraient s'affranchir des stipulations de la loi du 1er octobre 1939 et du présent décret en leur fournissant un motif à relations dont le caractère véritable serait généralement très difficile à définir. C'est pourquoi le projet qui vous est soumis ne contient aucune disposition de ce genre. Toutefois les deux derniers alinéas de cet article prévoient que la production des intérêts des dettes contractées au profit d'un ennemi, l'autre l'exécution de contrats autorisés par le président du tribunal civil, de même les dernières et nouvelles exceptions de l'article 15 permettent, l'une de sauvegarder les intérêts de nos nationaux en pays ennemi, l'autre le recouvrement de créances nées avant la guerre.

L'article 6 reprend la peine de confiscation édictée par la loi du 1er août 1915 et qui constitue de beaucoup la sanction la plus efficace du commerce illicite.

L'article 7 interdit l'importation des produits ennemis.

L'article 8 assimile au commerce avec l'ennemi des opérations qui ne tombent pas nécessairement sous le coup des interdictions formulées par les articles qui précèdent, mais qui seraient de nature à apporter une assistance à l'ennemi.

L'article 9 traite de la question complexe du traitement à accorder aux produits d'origine ennemie ayant subi une transformation en pays tiers et aux produits d'origine neutre ou alliée ayant subi une transformation en pays ennemi; il se borne à renvoyer pour des définitions à des arrêtés à intervenir, ce sujet demandant à être traité suivant les nécessités économiques du moment. On sait que pendant la dernière guerre les critériums d'origine qui étaient en usage en 1914 ont dû être abandonnés, à l'exclusion des produits d'origine ennemie ayant subi en pays tiers une transformation leur ayant fait perdre leur individualité d'origine (métaux extraits de minerais, fil fabriqué avec du lin ou du chanvre, fécule provenant de pommes de terre, huile extraite de graines oléagineuses, farine provenant de blé ou de seigle...) les marchandises dont plus de 25 p.100 de la valeur était dûe à des matières ou à du travail ennemi étaient considérées comme ennemies. Cette proposition fut ensuite abaissée à 5 p.100 sauf pour une vingtaine de produits.

Les articles 10, 11, 12, 13 et 14 ont pour objet de remettre en vigueur à peu de choses près les procédés de contrôle institués en 1914-1918 et qui, dans l'ensemble, donnèrent satisfaction. Ces dispositions ont une souplesse qui permet de les appliquer d'une façon variable aux divers pays et aux différents produits, de telle sorte que le Gouvernement puisse prendre les mesures nécessaires à la conduite de la guerre, sans imposer au commerce et à l'administration des formalités onéreuses.

L'article 15 détermine diverses exceptions générales au principe posé par la loi. Les deux premières ne sont que les conséquences de nécessités internationales; les trois suivantes se justifient par des considérations d'humanité et d'opportunité.

Les sixième, septième et neuvième exceptions ont pour but de ménager les intérêts de nos nationaux dans les cas bien précis et qui ne paraissent pas pouvoir prêter à abus; il en résultera une diminution appréciable du nombre de demandes de dérogations, dont l'administration pourra être saisie par application de l'article 16 dont il sera question ci-après; les autres requêtes pourront ainsi être examinées dans de meilleures conditions.

La huitième exception reproduit celle qui avait déjà été admise en 1914-1918 au sujet de la conservation et de l'acquisition des droits de propriété industrielle; elle a, en outre, pour objet de mettre fin aux incertitudes et aux contradictions de la jurisprudence de 1914-1918 en ce qui concerne l'admission des ennemis à faire valoir leurs droits en justice, et au caractère du mandat qu'ils peuvent donner à cet effet à un avoué ou à un avocat; conformément à l'article 23 du règlement annexé à la convention IV de la Haye, tel qu'il est généralement interprété sur le continent, le projet admet la licéité des rapports entre Français et ennemis lorsque ces rapports sont nécessaires à la reconnaissance des droits des particuliers en justice sous conditions bien entendu en ce qui concerne les ennemis, de réciprocité.

L'article 15 prévoit enfin la possibilité pour le Ministre des Affaires Etrangères d'accorder d'autres dérogations qui, conformes à l'équité, peuvent être bienfaisantes pour l'économie générale du pays et utiles à la conduite de la guerre. La nécessité de l'avis favorable d'une commission spéciale donne la certitude que les demandes seront examinées sous tous les aspects convenables.

Parmi les demandes qui pourront être présentées, il convient de faire une mention spéciale de celles qui émanerait de ressortissants français ayant conclu antérieurement à l'ouverture des hostilités un contrat avec une personne avec laquelle l'article 1er interdit tout rapport, et qui, ne pouvant réaliser ce contrat se trouveraient menacés d'être contraints à l'exécution. Des dérogations devraient être accordées chaque fois qu'il sera démontré à la commission que l'inexécution pourrait être sanctionnée par les tribunaux des pays neutres, entraînant ainsi des indemnités pour le contractant français.

Il n'a pas paru utile de fixer dans le décret ci-joint de règle spéciale pour l'application au cas particulier des sanctions du principe d'interdiction de rapports avec l'ennemi; en effet, la loi du 15 février 1917, qui est toujours en vigueur, donne à cet égard au ministre du travail tous les pouvoirs nécessaires.

Telles sont les principales dispositions du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre
EDOUARD DALADIER

Le Ministre des Affaires Etrangères;
GEORGES BONNET.

Le Ministre de l'air,
GUY DE LA CHAMBRE.

Le ministre de l'agriculture,
MONIC GUERRILLE.

Le Ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le Ministre du Commerce,
FERNAND GENTIN.

Le Ministre des Finances,
PAUL REYNAUD.

Le Ministre de l'Economie Nationale,
RAYMOND PATENOTRE.

Le Ministre de l'Intérieur,
ALBERT SARRAUT.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
PAUL REYNAUD.

Le Ministre de la Marine;
C. CAMPINCHI.

Le Ministre du travail,
CHARLES PONSERET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'air, du ministre de l'agriculture, du ministre des colonies, du ministre de finances, du ministre du commerce, du ministre de l'économie nationale, du ministre de l'intérieur, du ministre de la justice, du ministre de la marine et du ministre du travail.

Vu le décret-loi du 1er septembre 1939 relatif aux interdictions de rapport avec l'ennemi,

Décrète :

Art. 1er - Tout rapport, direct ou par personne interposée, se trouve et demeure interdit entre Français et ennemis, sous réserve des dérogations prévues aux articles 15 et 16.

Art. 2 - Pour l'application du présent décret:

Sont réputés Français ou traités comme tels:

a) Tous ressortissants français en quelques lieu qu'ils se trouvent, à l'exception de ceux qui se trouvent sur le territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi;

b) Tous étrangers se trouvant en France métropolitaine, en Algérie, ou dans les colonies françaises;

c) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements, déclarés ou non, ayant leur siège en France métropolitaine, en Algérie ou dans les colonies françaises et ne rentrant pas dans les prévisions de la lettre c) du 1 alinéa suivant:

Sont réputés ennemis :

a) Tous individus se trouvant en territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi ou y ayant leur résidence habituelle;

b) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, qui ont leur siège en territoire ennemi ou qui ont été constitués conformément aux lois d'un état ennemi;

c) Toutes associations sociétés, agences, succursales ou autres établissements, déclarés ou non, en quelque lieu qu'ils exercent leur activité, dépendant de quelque manière que ce soit, d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales visées sous les lettres a) et b) ci-dessus;

d) Tous ressortissants ennemis et internés en France métropolitaine, en Algérie, dans les colonies françaises ou dans un pays allié.

Art. 3- Le Ministre des Affaires Etrangères arrêtera une liste dite "liste officielle d'ennemis", comprenant les noms des individus, associations, sociétés, agences, succursales et autres établissements qui, indépendamment de ceux qui sont qui sont définis à l'article 2 ci-dessus, seront considérés comme ennemis pour l'application du présent décret.

Cette liste, ses additifs et correctifs seront publiés au JOURNAL OFFICIEL.

Art. 4 - Les territoires occupés par l'ennemi seront, pour l'application de la loi du 1er septembre 1939 considérés comme faisant partie du territoire métropolitain et colonial de l'ennemi. Toutefois des décrets spéciaux pourront édicter des règles particulières pour l'application à certains de ces territoires de la loi visée ci-dessus.

Art. 5- Les contrats passés postérieurement à l'ouverture des hostilités en violation des dispositions de la loi du 1er septembre 1939 et du présent décret, sont nuls de plein droit; ceux qui ont été valablement conclus antérieurement ont leurs effets suspendus pendant toute la durée des hostilités, dans la mesure où leur exécution comporte une violation des dispositions de l'article 1er.

Toutefois les dettes contractées au profit des ennemis continuent de porter intérêt dans les conditions prévues au contrat ou à défaut conformément à la loi, faute de consignation des fonds par les débiteurs à la Caisse des dépôts et consignations dans les trois mois de la date de l'ouverture des hostilités, si la dette était exigible avant cette date, ou dans le cas contraire, dans les trois mois qui suivent la date d'exigibilité de la dette. Les sommes revenant à des ennemis, à titres de dividende, intérêt ou autre paiement périodique représentant l'intérêt du capital ne portent pas elles mêmes intérêt.

De même dans le cas où un administrateur séquestre a été désigné, le président du tribunal civil du lieu de la mise sous séquestre peut, à la requête de l'administrateur séquestre ou de la partie contractante avec laquelle les rapports ne sont pas interdits par le décret-loi du 1er septembre 1939 autoriser l'exécution, au profit de l'administrateur séquestre ou contre lui, d'un contrat valablement passé antérieurement à l'ouverture des hostilités et dont les effets devraient être suspendus pendant leur durée en vertu des dispositions du 1er alinéa du présent article.

Art. 6- Les produits naturels ou fabriqués, les espèces, valeurs et titres de créances ayant fait l'objet d'une opération interdite en vertu de l'article 1er sont passibles de confiscation.

Art.7- L'importation de produits naturels ou fabriqués, d'origine ou de provenance ennemie, sera déclarée comme telle, est interdite pour la consommation, le transit, l'entrepôt et l'admission temporaire, sous les pénalités prévues par la législation douanière et par le décret-loi du 1er septembre 1939.

Art.8 - Seront considérées comme commerce avec l'ennemi toutes opérations effectuées sur des marchandises consignées à un ennemi ou par un ennemi ou à destination, ou en provenance du territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi, y compris le transport de telles marchandises.

Sera également considérée comme commerce avec l'ennemi toute opération consistant à importer en France, ou à acquérir en pays neutre ou allié, des espèces, valeurs ou titres de créances d'origine ennemie.

Art.9 - Des arrêtés pris par les ministres des affaires étrangères, des finances et du commerce, et contresignés éventuellement par le ministre de l'agriculture et par les autres ministres intéressés, détermineront les conditions dans lesquelles ne seront pas considérés comme ennemis, au sens des articles 6 et 7 du présent décret, les produits naturels ou fabriqués originaires d'un pays ennemi et ayant subi dans un pays tiers une ouvraison ou une transformation.

Des arrêtés pris par les mêmes ministres détermineront les conditions dans lesquelles ne seront pas considérés comme ennemis les produits naturels ou fabriqués non originaires d'un pays non ennemi, mais y ayant subi une transformation ou une ouvraison.

Art.10- Des arrêtés des ministres des Affaires Etrangères détermineront les pays dont le trafic avec la France métropolitaine, l'Algérie et les colonies françaises doit être soumis au contrôle préalable. Ces arrêtés seront pris après avis conforme du comité d'action économique à l'étranger et publiés au JOURNAL OFFICIEL.

Pour chacun de ces pays, les arrêtés spécifient:

1° La liste I/E des produits naturels ou fabriqués dont l'importation en France métropolitaine, en Algérie ou dans les colonies françaises sera soumise aux formalités prévues par les articles 11 et 12;

2° La liste T.I. des produits naturels ou fabriqués dont l'exportation hors de France métropolitaine, Algérie ou colonies françaises sera soumise aux formalités prévues aux articles 11 et 12.

Desdits arrêtés fixeront également les conditions auxquelles sera soumis le trafic par le territoire de la France métropolitaine, de l'Algérie des colonies françaises, l'entreposage et l'admission temporaire sur le territoire.

Art.11 - L'exportation vers un pays figurant dans un des arrêtés visés à l'article 10, d'un produit naturel ou fabriqué mentionné sur la liste T.I., relative à ce pays, n'est autorisée, qu'après souscription par l'exportateur, auprès de la douane, d'un acquit à caution garantissant la destination finale du produit et la remise au destinataire de celui-ci.

Art.12 - L'importation en provenance d'un pays figurant dans un des arrêtés visés à l'article 10, d'un produit naturel ou fabriqué mentionné sur la liste I.E. relative à ce pays, n'est autorisée que sur production d'un certificat d'origine. Un arrêté du ministre des affaires étrangères indiquera les cas dans lesquels ce certificat doit être visé par le Consul de France dans la circonscription duquel se trouve le lieu d'origine du produit.

Art.13 - Les arrêtés visés aux articles 10 et 11 détermineront les cas dans lesquels les exportations seront soumises à la production d'un certificat dit "de nationalité" relatif au destinataire réel d'un produit naturel ou fabriqué mentionné sur la liste T.I. Les arrêtés visés aux articles 10 et 12 détermineront de même les cas dans lesquels les importations seront soumises à la production d'un certificat analogue relatif à la personne établie en pays étranger ou y faisant des affaires et qui vend un produit naturel ou fabriqué mentionné sur la liste I.E. et destiné à l'importation en France métropolitaine, en Algérie et dans les colonies françaises.

Les arrêtés visés aux articles 10, 11 et 12 pourront étendre l'obligation du certificat dit "de nationalité" aux courtiers, transitaires, commissionnaires et à tout autre intermédiaire participant au trafic visé par ces arrêtés.

Pour l'obtention du certificat dit "de nationalité", les intéressés devront s'adresser au consul de France dans la circonscription duquel ils résident. Le consul pourra refuser la délivrance du certificat sans avoir à donner le motif de son refus.

Art. 14 - Les arrêtés visés à l'article 10 détermineront les

conditions d'application des articles 11, 12 et 13 aux produits naturels ou fabriqués transitant par le territoire métropolitain ou colonial de la France.

Art. 13- L'interdiction formulée par la loi du 1er septembre 1939 et par l'article du présent décret n°1 ne s'applique pas aux opérations ci-après, qui peuvent être soumises à des réglementations particulières:

1° La correspondance des prisonniers de guerre de toute nationalité et les envois de colis adressés à ces prisonniers ou expédiés par eux;

2° Les correspondances prévues pour le temps de guerre par des conventions internationales en vigueur;

3° La correspondance familiale.

4° Le commerce de détail local indispensable à la subsistance des ressortissants ennemis internés en France métropolitaine en Algérie et dans les colonies françaises.

5° Les rapports des ressortissants français demeurés, lors de l'ouverture des hostilités, en pays ennemi, avec les personnes se trouvant dans le même pays, dans la mesure où ces rapports sont nécessaires à leur subsistance ;

6° les rapports des établissants français établis en pays neutres avec la clientèle locale ;

7° Les actes nécessaires à la conservation et à la perception des fruits des biens, droits et intérêts en territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi et appartenant à des ressortissants français si ceux-ci les ont déclarés dans les conditions qui seront déterminées par décret ainsi que les actes nécessaires pour permettre aux ressortissants français et aux ressortissants neutres et alliés se trouvant sur le territoire métropolitain ou colonial de la France de faire valoir leurs droits devant les tribunaux siégeant sur le territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi.

8° Sous conditions de réciprocité les actes nécessaires à la conservation des droits de propriété industrielle et les actes nécessaires pour permettre aux ressortissants ennemis et aux personnes se trouvant en territoire métropolitain ou colonial d'un Etat ennemi de faire valoir leurs droits devant les tribunaux français dans préjudice de l'application des dispositions visant le traitement en France métropolitaine, en Algérie et dans les colonies françaises des biens, droits et intérets desdits ressortissants et personnes;

9° La perception des sommes échues en payement d'opérations effectuées avant l'ouverture des hostilités.

Les conditions dans lesquelles s'appliquent ces diverses exceptions seront, en tant que de besoin, et si elles n'ont pas déjà fait l'objet d'une réglementation particulière, proposées par arrêté du ministre des affaires étrangères pris après avis conforme d'une commission des dérogations aux interdictions de rapports avec l'ennemi" composée des représentants des ministres des affaires étrangères, de l'intérieur, de la guerre, de la marine militaire, des finances et de l'économie nationale et à laquelle sera adjoint un représentant du ministère intéressé par l'exception envisagée.

Art.16- Des dérogations générales ou particulières à l'interdiction de tous rapports avec l'ennemi peuvent être accordées par arrêté du ministre des affaires étrangères après avis conforme de la commission des dérogations aux interdictions de rapports avec l'ennemi, à laquelle sera adjoint un représentant du ministère intéressé, par la demande de dérogation.

Art.17- Le présent décret est applicable en Algérie et dans les colonies françaises.

Fait à Paris, le 1er Septembre 1939.

ALBERT LEBRUN

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :
Le Président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

EDOUARD DALADIER.

Le Ministre des affaires étrangères:

GEORGES BONNET.

Le Ministre de l'air,

GUY DE LA CHAMBRE

Le Ministre de l'Agriculture,

HENRI QUEUILLE.

Le Ministre des Colonies,

GEORGES MANDEL.

Le Ministre du Commerce,

FERNAND GENTIN.

Le Ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le Ministre de l'économie nationale,

RAYMOND PATENOTRE.

Le Ministre de l'Intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

PAUL CAMBEBELLEAU.

Le Ministre de la marine,

C. CAMPINCHI

Le Ministre du travail,

CHARLES PONCHET.

Agregar el Libro al expediente

Embajada de la República Argentina
Nº 406-I

Paris, 22 de diciembre de 1939.

NUEVO LIBRO AMARILLO DEL MINISTERIO DE NEGOCIOS EXTRANJEROS.

Señor Ministro:

Tengo el honor de dirigirme a V.S. y de acompañar a la presente dos ejemplares del Libro Amarillo, que acaba de remitir a esta Embajada el Ministerio de Negocios Extranjeros y que contiene documentos diplomáticos relativos a las negociaciones, entre Alemania, Polonia, Francia y Gran Bretaña, que precedieron la declaración de guerra.

Saludo al Señor Ministro con mi más distinguida consideración.

Buenos Aires, enero 23 de 1940.

Acúsese recibo.

ANOTADO

A S.E. el Señor Ministro de Relaciones Exteriores y Culto
Doctor José María Cantilo
BUENOS AIRES.

Anexo ver
Mueble 6
Casilla 1

Buenos Aires, enero 23 de 1940.

B.A.P.

20

Señor Embajador:

Tengo el honor de acusar recibo a V.E. de su nota Nº 406, fecha 22 de diciembre de 1939, con la cual se sirve remitir dos ejemplares del Libro Amarillo conteniendo documentos diplomáticos relativos a las negociaciones entre Alemania, Polonia, Francia y Gran Bretaña, que precedieron a la declaración de la guerra.

Con tal motivo, reitero al Señor Embajador las seguridades de mi más alta consideración.

PABLO SANTOS MUÑOZ
DIRECTOR GENERAL

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO
23 ENE 1940
DIVISION DE ASUNTOS POLITICOS

A S.E. el Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de la República Argentina en Francia, Doctor Miguel Angel Cárcano.

Guerra 5

EMBAJADA
DE LA
REPUBLICA ARGENTINA

,en Berlín, Enero 3 de 1940.

CONFIDENCIAL.-

Pol 5

2 1

Señor Ministro:

Aunque de seguro habrá sido oportunamente hecho por nuestra embajada en Paris, no cabe omita señalar a V.E., por la parte principalísima en que toca a esta política, la aparición en los últimos días del mes de diciembre, del "Libro Amarillo" francés, sobre las relaciones diplomáticas francoalemanas en el período inmediatamente anterior a la guerra (29 de Septiembre de 1938 - 3 de Septiembre de 1939). El interés es muy grande, aunquando varios de los documentos que contiene hayan sido, con anterioridad, empeñosamente difundidos, en todo o en parte. Esta prensa ha dado cuenta de la publicación con explicable embarazo y la consiguiente restricción. La crítica no ha de tardar.

El volumen se compone de trescientas setenta piezas y tres anexos. Precedido de un prologo, se divide en seis partes: 1ª.) el acuerdo de Munich y sus consecuencias; 2ª.) la declaración francoalemana de 6 de Diciembre; 3ª.) la desaparición de Checoeslovaquia; 4ª.) el conflicto germanopolaco; 5ª.) el asunto de Danzig; 6ª.) la crisis final. La prefación, muy corta, tiene un alcance de orden general, marcadamente polemico; se titula: "Palabras de honor" y selecciona determinados compromisos adquiridos por el Reich: el de 11 de Julio de 1936 concerniente a Austria, el de 12 de Mayo de 1938 concerniente a Checoeslovaquia y el de 26 de Septiembre de 1938, comun a los dos.

El primer documento es el acuerdo de Munich (29 de Septiembre de 1938). Lo siguen varios otros relacionados con la declaración francoalemana firmada en Paris el 6 de Diciembre de 1938. Las negociaciones que condujeron a esa declaración constituyen el sujeto de la segunda parte. Reviste un valor excepcional el informe en el cual el Embajador Coulondre, afirmando tenerlo de una "persona digna de fé", relata, con colorido y detalle de testigo, la capitulación del Presidente Hacha, en la cancilleria del Reich, la "noche triste" de la independencia checa: "A 4 heures ½ du matin, M. Hacha

ANOTADO

A S.E. el Señor José María Cantilo,
Ministro de Relaciones Exteriores y Culto,

BUENOS AIRES.-

2.

accablé, n'étant plus soutenu que par des piqûres, s'est résigné, la mort dans l'âme, à donner sa signature. En quittant la chancellerie, M. Chévalzovsky a déclaré: "Notre peuple nous maudira, et pourtant nous avons sauvé son existence. Nous l'avons préservé d'un horrible massacre."

Merecen también señalarse como particularmente ilustrativas, la pieza registrada bajo el número 18, en la cual el Embajador Poncet, no sin mérito literario, relata su visita de despedida a Hitler en Berchtesgaden; la número 23, en la cual el Embajador Coulondre relata la entrega de sus cartas credenciales; la 32, en la cual el ministro de relaciones exteriores expone los puntos esenciales de sus conversaciones sobre la cuestión checoeslovaca.

Se entra después a la crisis germanopolaca. El señor Chamberlain, el 31 de Marzo, y el señor Daladier, el 13 de Abril, manifiestan la solidaridad de Inglaterra y de Francia con Polonia, en el caso de una agresión alemana. El 28 de Abril, el señor Hitler denuncia su acuerdo directo con el Mariscal Pilsudski de 1934, por el que en su hora alardeara una tan grande satisfacción. Los agentes de Francia (aun los consulares; M. Gavreau en Hamburgo) se prueban alertos y acertadamente previsores. A la información y a la sagacidad del señor Coulondre no escapa la posibilidad de un acercamiento germanosoviético.

Al proceso de Danzig se le expone en tres fases. El 1° de Julio, el ministro de relaciones exteriores, después de una conversación muy importante con el Embajador del Reich, escribe por su intermedio al señor von Ribbentrop reiterando la posición de Francia y la inquebrantable determinación de cumplir, llegado el caso, el compromiso con Polonia. La iniciativa le vale en respuesta, una carta personal del señor von Ribbentrop. El ministro alemán de relaciones exteriores, refiriéndose a la definitiva renuncia a Alsacia y a Lorena, excluye toda ingerencia ulterior de Francia en el Este. El señor Bonnet confirma al señor von Ribbentrop la posición de Francia. Del 1° al 19 de Agosto, aumenta la tensión entre el Senado de Danzig y el gobierno de Varsovia. Se siente al volver las páginas como la situación vá por días, corriendo, inexorablemente, hacia la catástrofe.

Con el 20 de Agosto se abre la sexta y última parte. En ese día, los aliados advierten la concentración de los ejércitos alemanes sobre la frontera; el Embajador Coulondre lo comunica desde Berlín. El Embajador Noel, telegrafía desde Varsovia "... el Canciller Hitler está decidido a regler la cuestión de Danzig antes del 1º de Septiembre" El 23, Sir Neville Henderson aporta al señor Hitler un mensaje personal del señor Chamberlain y, durante la conversación, le insiste sobre la determinación británica de sostener a Polonia. El telegrama del señor Coulondre al Ministro Bonnet, despues de escuchar el relato de su colega, contiene un pasaje de particular significación: "Sir Neville Henderson a déployé tout son effort pour convaincre M. Hitler que l'Angleterre se battrait aux côtes de la Pologne. Il a la conviction - y la afirmación contará en el proceso por la posteridad, de las responsabilidades - m'a t-il dit d'y avoir reussi." El señor Hitler contesta por escrito al señor Chamberlain. Los incidentes se multiplican. El señor Forster es nombrado jefe de la ciudad ~~renacerta~~ libre de Danzig. El Presidente Roosevelt y el Rey Leopoldo intervienen. El 25, el señor Hitler pide al embajador informe al señor Daladier sobre su deseo de evitar un conflicto con Francia. El señor Coulondre, agotando los medios de persuación, en una conversación dramática, le dá su palabra de soldado de que Francia estará indefectiblemente al lado de Polonia en el caso de un ataque por Alemania.

El 26, el Führer hace a Inglaterra proposiciones que Sir Neville transmite. El embajador francés entrega al señor Hitler una carta personal del señor Daladier. La entrevista, aun en la prosa oficial, trasciende la emoción. "J'ai eu la tristesse de rendre compte à Votre Excellence -telegrafía al dia siguiente el embajador- que la proposition du président Daladier n'a pas été retenue par le chancelier Hitler. Durant quarante minutes, j'ai commenté la lettre émouvante du président du Conseil. J'ai dit tout ce que mon coeur d'homme et de Français pouvait m'inspirer pour amener le chancelier à accepter une suprême tentative de règlement pacifique de la question de Dantzig. Je l'ai adjuré, face à l'histoire, au nom de l'humanité, de ne pas écarter cette dernière chance. Pour le repos de sa conscience, je lui ai demandé de ne pas faire couler le sang, lui qui avait bâti un Empire sans le verser, le sang des soldats

et aussi celui des femmes et des enfants, avant de s'être assuré que cela ne pouvait pas être évité. Je l'ai mis en présence des responsabilités terribles qu'il assumerait vis-à-vis de la civilisation occidentale. Je lui ai dit que son prestige était assez grand hors d'Allemagne pour ne pas avoir à souffrir d'un geste d'apaisement; les hommes qui le craignaient s'étonneraient peut-être, mais admireraient, les mères béniraient. Je l'ai ému peut-être, mais je ne l'ai pas décidé. Son siège était fait."

El 28 de Agosto, el gobierno británico contesta al señor Hitler, quien el 29 asiente en principio a las conversaciones directas, siempre que un plenipotenciario se presente al día siguiente. El 30 de Agosto, el embajador de Francia estima que el gobierno polaco debe también aceptar, pero a condición de que el plenipotenciario no sea el señor Beck, sino el señor Lipski, o sea aceptar sin aceptar.

El 30, hacia medianoche, Sir Neville es recibido por el señor von Ribbentrop, quien procede a leerle las bases de arreglo que Alemania se propone presentar a Polonia. El embajador de Gran Bretaña que dice haber retenido poco, no obtiene una copia. La mañana del 31 la situación es muy tensa. Hacia mediodía se alivia; el gobierno polaco acepta la conversación directa y encarga a su embajador así lo informe a la cancillería de Berlín. El señor Lipski solicita audiencia a las 13 horas: a las 19 el señor von Ribbentrop le pregunta si lo hace en calidad extraordinaria de plenipotenciario o en la suya permanente de embajador. Aunque se mantiene en esta segunda es recibido a las 19 horas 45. Mas o menos a las 21, la radio alemana dá a conocer el proyecto de arreglo.

Ese mismo 31 se produce el hecho capital de la intervención del señor Mussolini, hasta ahora mal conocido. Las piezas del libro amarillo son perfectamente inéditas. A las 12.50 M. François Poncet, embajador en Roma, telefonea a M. Bonnet:"Le comte Ciano m'a appelé à 12 h. 35 au palais Chigi. Il m'a fait la communication verbale suivante: M. Mussolini offre, si la France et l'Angleterre acceptent, d'inviter l'Allemagne à une conférence qui se réunira le 5 septembre et aurait pour but l'examen des clauses du traité de Versailles qui sont la cause des troubles actuels. L'invitation à l'Allemagne ne serait adressée

à cette dernière qu'après que la France et la Grande-Bretagne auraient donné leur assentiment.

Le comte Ciano a fait la même communication à l'ambassadeur d'Angleterre.

Il demande une réponse d'urgence, dans la crainte qu'entre temps les hostilités n'aient commencé."

El 1° de Septiembre, antes de medianoche, los embajadores visitan al señor von Ribbentrop, para manifestarle que de no cesar el avance militar, Francia e Inglaterra cumplirán su compromiso con Polonia.

El 2 de Septiembre a las 14 el Conde Ciano comunica por teléfono al señor Bonnet, que el señor Hitler no se muestra hostil, en principio, al proyecto italiano de conferencia, pero que desea saber si las notas presentadas el dia anterior por Francia e Inglaterra tienen caracter de ultimatum y si para contestar dispone de tiempo hasta el 3 de Septiembre a mediodia. Como en el curso del precioso intercambio de comunicaciones telegráficas y telefónicas que se sigue, la cancilleria italiana ha sido advertida por el señor Bonnet y en términos categóricos por Lord Halifax "que le gouvernement britannique posait comme condition prealable l'evacuation des territoires occupés", el Conde Ciano "pense que cette condition ne sera pas acceptée par le gouvernement du Reich." Hace desvanecido la última esperanza de paz.

El señor Coulondre, al mediodia siguiente, (3 de Septiembre), requeria respuesta a su comunicación del 1°, haciendo notar que de ser ella negativa, desde las 17 horas el gobierno francés se hallaria en la obligación de cumplir su compromiso con Polonia. La contestación alemana fué negativa. El señor Coulondre la entrega al juicio de la posteridad.

El "libro amarillo" contiene en sus anexos el texto de los acuerdos franco-polacos de 1921 y 1925 y un resumen del discurso pronunciado ante la Cámara de Diputados el 26 de Enero de 1939 por el señor Bonnet, ministro de relaciones exteriores.

Un gran interés documentario reside en el resumen de las principales comunicaciones telefónicas del ministro Bonnet durante el 31 de Agosto, 1° y 2 de Septiembre, los tres dias culminantes.

No tengo por oportuno reproducir, ni siquiera revisandolas y ordenandolas, las observaciones que en una primera lectura he ido apuntando en los margenes de mi ejemplar. Se me ocurre que más de una habrá de surgir, no después en la historia, sino desde ahora, en la polemica que de seguro no tardarán en obligar los portavoces de la cancilleria alemana sino la cancilleria misma. Aunque la habilidad del compilador haya sido muy grande, el libro, hasta por sus perceptibles omisiones,ha de permitir más de un ataque eficiente. En el voldmen para ser francés,el señor Hitler habla de paz con demasiada frecuencia y con suficiente claridad. A veces hasta parece sentirse un acento de sinceridad, una sinceridad que hubiera convenido acrisolar. El propio señor Poncet no queda indiferente. "Je n'ai certes, aucune illusion sur le caractère d'Adolf Hitler. Je sais qu'il est changeant, dissimulé, contradictoire, incertain. Le même homme d'aspect débonnaire, sensible aux beautés de la nature et qui m'a exposé autour d'une table à thé des idées raisonnables sur la politique européenne est capable des pires frénésies, des exaltations les plus sauvages, des plus délirantes ambitions. Il est des jours où, devant une mappemonde, il bouleverse les nations, les continents, la géographie et l'histoire, comme un démiurge en folie. A d'autres instants, il rêve d'être le héros d'une paix éternelle, au sein de laquelle il édifierait des monuments grandioses. Les avances qu'il est disposé à faire à la France lui sont dictées par un sentiment qu'il partage, au moins par intermittence, avec la majorité des Allemands, à savoir la lassitude d'un duel séculaire et le désir d'y mettre fin; ce sentiment se trouve aujourd'hui renforcé par le souvenir de la rencontre de Munich, par la sympathie que le président Daladier a éveillée en lui, et également par l'idée que notre pays est en train d'évoluer dans un sens qui lui permettra de mieux comprendre le troisième Reich. Mais on peut être sûr qu'en même temps le Führer reste fidèle à sa préoccupation de disjoindre le bloc franco-anglais et de stabiliser la paix à l'ouest pour avoir les mains libres à l'est. Quels projets roule-t-il déjà dans sa tête? Est-ce la Pologne, la Russie, les pays baltes, qui sont appelés dans sa pensée à en faire les frais? Le sait-il déjà?

Quoi qu'il en soit, Hitler est de ces hommes vis-à-vis desquels on ne doit pas se départir d'une extrême vigilance et auxquels on ne saurait accorder qu'une confiance sous réserve. Je n'en déduis pas, pour ma part, qu'il faille se dérober à ses suggestions. En cette circonstance comme en beaucoup d'autres occasions antérieures, j'estime que l'essentiel est de savoir exactement à quoi s'en tenir et à qui l'on a affaire. Mais il ne s'ensuit pas qu'une attitude d'abstention et de négation soit la vraie... C'est un strict devoir que de ne négliger aucune des voies qui conduisent à la paix. S'il arrive que M. Hitler, par feinte ou par calcul, pénètre assez avant sur ce chemin, il est possible qu'il n'ait plus par la suite, et même s'il le voulait, le moyen de revenir sur ses pas." Respecto a la conversación Bonnet-Ribben trop la Colección no ofrece bastante luz. La línea de la política francobritánica es de la más rígida inflexibilidad. El gabinete de Varsovia no manifiesta mayor prisa. El ofrecimiento de paz del señor Mussolini aparece en la hora undécima y cae bruscamente...

El libro amarillo, como sucede con los libros de colores, estimula más de lo que satisface la curiosidad de un estudioso imparcial.

Saludo a V.E. con las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

Buenos Aires, marzo 16 de 1940.-

Adjúnese recibo.

Buenos Aires, marzo 16 de 1940.-

E.J.F.

CONFIDENCIAL

187

Señor Embajador:

Tengo el honor de dirigirme a V.E. para acusar recibo de su nota Confidencial N° 81, fecha 3 de enero último, referente a la publicación del "Libro Amarillo" francés, sobre las relaciones diplomáticas franco-alemanas en el período inmediatamente anterior a la guerra.

Renuevo a V.E. las seguridades de mi más alta consideración.

ROBERTO GACHE
SUB SECRETARIO DE RELACIONES EXTERIORES

A S.E. el Señor Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de la República en Alemania, Doctor Don Ricardo Olivera.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO
A
DIVISION ASUNTOS POLITICOS

MESA DE ENTRADA Y EXPEDICIONES
11 ENE. 1940
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO

EMBAJADA
DE LA
REPUBLICA ARGENTINA
N° 4-I

París, 4 de Enero de 1940.

Remito texto discurso pronunciado, en el Senado, por M. Daladier.

Señor Ministro:

Tengo el honor de dirigirme a V.E. y de acompañar a la presente el texto del discurso, que trae el Journal Officiel del 30 de Diciembre, pronunciado, en el Senado, por Monsieur Edouard Daladier, Presidente del Consejo, acerca de los "créditos militares", que fueron votados a la unanimidad. En dicho discurso se recogen los siguientes conceptos:

II. El ejército francés desea concluir con un régimen de fuerza que, desde hace dos años, oprime a Europa. Por otra parte, el "Libro amarillo" demuestra que la guerra fué impuesta a un país pacífico. Prueba halla eficaz colaboración en Inglaterra. La unión de estas naciones acaba de confirmarse en Ginebra, donde se condenó la agresión que sufre la heroica Finlandia. Se confirma también - añade Monsieur Daladier - en la rápida ayuda al pueblo finlandés, de acuerdo con la decisión de la Sociedad de las Naciones. Luego se refiere a la "nueva Europa" que debe recibir una organización más justa que la actual. "Habrá que multiplicar los pactos - agrega Monsieur Daladier - y crear vínculos federativos entre los diversos estados de Europa".

Saludo al Señor Ministro con la más distinguida consideración.

A S.E. el señor don José María Cantilo
Ministro de Relaciones Exteriores y Culto
BUENOS AIRES.

Buenos Aires, Enero 23 de 1940.
Téngase presente.

ANULADO
CON EL ANEXO
CONFORME

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO
23 ENE 1940
DIVISION DE ASUNTOS POLITICOS

M. Edouard Daladier, *président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères.* Messieurs, devant l'attitude inspirée d'un si grand sentiment de patriotisme qui est celle du Sénat, j'aurais mauvaise grâce à m'attarder à prononcer ici de longues paroles; mais je veux remercier la commission des finances d'avoir examiné d'une façon aussi complète et aussi sérieuse les importants crédits que nous demandons au Parlement et je veux aussi la remercier des conseils qui, ce matin, m'ont été prodigués avec tant de courtoisie.

Je voudrais aussi, messieurs, que ces crédits ne soient pas votés sans que nous ayons rendu hommage aux armées de la République, à ces magnifiques soldats et à leurs chefs qui forment, face à l'ennemi, une aussi émouvante communauté fraternelle. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

Leur sentiment est simple. Ce qu'ils veulent, sans se perdre dans des discussions byzantines, c'est en finir une fois pour toutes avec un système d'agression qui, en deux ans, a semé à travers l'Europe le désespoir, l'angoisse et la mort. Ce qu'ils veulent, c'est mettre la France, par des garanties positives et matérielles de sécurité, à l'abri du retour de cette politique de rapines et de proie. (*Vifs applaudissements.*)

La bonne foi de la France, il n'est plus personne dans le monde qui la mette en cause; et si elle avait eu besoin de quelques justifications, le Livre Jaune que nous avons publié avec une entière probité, sans rien dissimuler de la vérité, suffirait à montrer que nous n'avons pas cessé de combattre pour la paix, que nous avons prodigué nos efforts pour éviter la guerre.

Cette guerre nous a été imposée; elle n'a pas pour but, croyez-le bien, le seul asservissement de la Tchécoslovaquie, ni la seule destruction de la Pologne. Elle a pour but la domination de l'Europe et du monde; et en réalité c'est pour la sécurité de la France qu'avant tout nous nous battons car si nous avions laissé consommer le sacrifice de ces peuples, soyez sûrs qu'avant quelques mois auraient déferlé vers les frontières de la France des multitudes immenses parmi lesquelles auraient figuré les représentants de ces peuples vaincus ou asservis.

Nous luttons pour la sécurité française. Nous luttons aussi pour la défense de ces hautes valeurs morales sans lesquelles il n'y aurait pas de civilisation. (*Applaudissements.*)

Voilà, messieurs, l'objet des crédits importants qui vous sont demandés.

Je crois même que, dans l'histoire de la France, il n'y a pas d'effort qui soit comparable à celui que nous demandons aujourd'hui au peuple français: des crédits de payement de 55 milliards pour un trimestre; des crédits d'engagement de 249 milliards pour l'année. Ces chiffres énormes ne font que traduire, sous des formes comptables, une accumulation prodigieuse de matériels, de fabrications d'armement que nous voulons réaliser, que nous sommes déjà en train de réaliser sur un rythme sans cesse plus ardent et, si j'ose dire, plus fiévreux.

Dans ces crédits, vous l'avez remarqué, et comme l'honorable M. Abel Gardey l'a souligné dans son éloquent rapport, c'est l'aviation qui tient la première place. C'est à elle que nous avons réservé la primauté dans la répartition de ces crédits importants.

Nous avons aussi consacré des sommes considérables à la fabrication des chars de différents modèles, à la rénovation de notre artillerie, à l'accroissement des matériels de tous ordres qui protègeront les combattants.

Nous en avons aussi consacré une part importante à la construction et à la mise en service de trois cuirassés de 35.000 tonnes, le *Richelieu*, le *Gambetta* et le *Clemenceau*, car l'expérience de cette guerre, comme celle de toutes les guerres du passé, démontre que la maîtrise maritime est un facteur capital de la victoire définitive. (*Applaudissements.*)

Au fond il s'agit de poursuivre, avec des moyens infiniment plus considérables, ce que nous avons déjà exécuté pendant les trois dernières années, le programme, pour lequel je suis venu si souvent devant les commissions du Sénat, dont je ne dissimulerai nullement qu'il a pu présenter des lacunes et, sur certains points, des retards, mais dont je puis dire que, dans l'ensemble, nous lui devons que notre territoire, après cette longue période, soit inviolé, et dont je puis dire aussi qu'il nous a permis de dresser ce rempart de béton, d'acier et de poitrines derrière lequel peuvent se rassembler toutes les forces des peuples libres qui combattent à nos côtés.

Déjà, avant la guerre, l'Angleterre avait établi la conscription: il y a vingt ans, elle n'y avait consenti qu'au bout de deux années.

Déjà, avant la guerre, l'Angleterre avait accepté le commandement unique.

Depuis, nous avons vu des effectifs britanniques sans cesse plus considérables prendre place à nos frontières et enfin, conformément à la parole qui avait été donnée par les représentants des Dominions britanniques, voici que commencent à arriver les divisions canadiennes et, par milliers, les aviateurs de l'Australie. Le mouvement est commencé et rien ne l'arrêtera parce qu'il répond à une prescription de la conscience britannique. (*Applaudissements.*)

En même temps que l'armée de terre jouait ce rôle capital, l'armée de l'air affirmait, dans les premiers combats, sa supériorité qualitative et sa supériorité manœuvrière. Je n'ai pas besoin de rappeler au Sénat les exploits vraiment dignes de la légende qui ont déjà été accomplis par les aviateurs français. (*Applaudissements.*)

Quant à la marine pour laquelle, suivant une tradition curieuse, nous sommes vraiment, nous, Français, beaucoup trop modestes quand nous examinons son rôle, il me sera permis de dire qu'elle a accompli un rôle d'une utilité indispensable. La marine a escorté, depuis le début de la guerre, plus de 900 navires alliés et ses convois n'ont perdu que deux bâtiments. Avant l'organisation des convois, nos pertes en navires marchands français atteignaient onze navires et un total de 55.000 tonnes, c'est-à-dire à peine les 2 p. 100 du déplacement total de notre flotte marchande. Cette marine française a, pour son compte, détruit neuf sous-marins allemands et, depuis le début du blocus, elle a arrêté plus de 360.000 tonnes de marchandises diverses. (*Applaudissements.*)

Par ce projet que nous avons déposé et que vous avez déjà manifesté l'intention de voter d'un mouvement unanime, nous voulons pousser à l'extrême les constructions mécaniques, car dans la guerre moderne, vous le savez, c'est la machine qui est maîtresse. Je disais ce matin à la commission des finances qu'entre deux pays également courageux, entre deux pays dont les soldats sont disposés à tous les sacrifices, c'est celui qui a le matériel le plus moderne qui triomphe toujours, de sorte que la guerre engagée dans des conditions aussi inégales revêt à notre époque les aspects que revêtaient dans le passé les guerres coloniales.

Nous voulons donner à nos armées un matériel moderne et c'est pour cela que nous vous avons demandé des crédits aussi importants. Mais je ne voudrais pas que fût répandue dans le pays et dans les assemblées avec trop de facilité cette thèse que la machine suffit, que le matériel suffit. Le problème des effectifs est également capital. Suivant une expression militaire bien connue, entre deux armées dont le matériel est sensiblement égal, celle qui finit par l'emporter, c'est celle qui, grâce à ses réserves d'hommes et à ses vastes effectifs, arrive à saturer tous les espaces. C'est en effet ce qui se produit sous nos yeux. Il faut donc que nous accomplissions un immense effort de recrutement, d'organisation et surtout d'encadrement. Laissez-moi vous dire qu'à cet égard je n'éprouve aucune inquiétude, car si notre population est très inférieure à celle de l'Allemagne, nous avons par contre les immenses ressources de deux vastes empires qui se sont dressés solidaires dans la bataille comme s'étaient déjà dressées leurs métropoles respectives.

Nous espérons ainsi, mettant en commun toutes nos ressources, résoudre le problème des effectifs tout comme, grâce à vos crédits, nous résoudrons le problème du matériel de guerre. Cette collaboration franco-britannique, aussi étroite pour la conduite diplomatique de la guerre que pour la guerre elle-même, et pour toute sa durée, c'est peut-être le fait le plus important et le plus impressionnant de toute l'histoire contemporaine.

Cette communauté s'exerce sur tous les points du monde; il n'est pas une capitale d'aucun pays du monde où les ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne ne reçoivent les mêmes instructions et ne poursuivent les mêmes efforts.

Cela s'est vu récemment encore, pour ne citer qu'un exemple, lorsqu'à Genève a été traduit devant l'Assemblée des nations le pays qui, au mépris de ses engagements et de ses promesses, s'était jeté avec toutes ses masses sur l'héroïque Finlande. (*Vifs applaudissements.*) Nous ne nous sommes pas bornés à voter l'exclusion de la Russie des soviets de l'Assemblée des nations, nous ne nous sommes pas bornés à apporter notre suffrage à la résolution du conseil et de l'assemblée de la Société des nations: le soir même nous apportions à la Finlande — et vous m'excuserez, dans un but que vous comprendrez, de ne pas être plus complet — nous apportions à la Finlande l'assistance matérielle dont elle a le droit d'exiger que toutes les nations qui ont prononcé des condamnations morales fassent à leur tour la preuve qu'elles sont décidées à la lui apporter. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

De même, car la guerre d'aujourd'hui c'est en effet la guerre totale, elle met en mouvement non seulement les appareils mécaniques, les armées, les hommes, mais encore les nations elles-mêmes, avec toutes leurs ressources, de même nous avons conclu avec la Grande-Bretagne des accords dont l'importance ne saurait être assez soulignée.

Dès le 18 octobre, c'est-à-dire au milieu du second mois de la guerre, je prenais l'initiative de proposer à M. Chamberlain d'organiser en commun cet effort de guerre franco-anglais dans le plus grand nombre de domaines. M. Chamberlain me donnait, le 22 octobre, une adhésion totale à cette proposition et il ajoutait pour sa part, d'ailleurs, un certain nombre de propositions que j'ai recueillies avec le plus grand intérêt. Nous avons ainsi conclu cet accord qui organise la communauté d'action des deux empires en ce qui concerne le ravitaillement, les matières premières, l'armement, le pétrole, l'aéronautique, le blocus et, messieurs — c'est un fait capital — la mise en commun des transports maritimes. Et c'est parce que, dès le 22 octobre, cet accord a été conclu, que nous avons pu recevoir des quantités importantes de matériels de guerre qui ne tarderont pas à faire leur entrée sur le champ de bataille.

Nous nous sommes donc placés, et nous nous plaçons chaque jour, Anglais et Français, non pas sur le plan de l'égoïsme national, mais sur le plan de la cause qui est commune aux deux pays, car il faut qu'ils soient victorieux ensemble et on ne peut concevoir qu'ils ne soient pas associés dans le même effort jusqu'à la victoire définitive puisqu'ils poursuivent le même but et sont animés du même idéal. (*Applaudissements.*)

Ainsi, dès le second mois de la guerre, nous avons réalisé cette coordination totale dans l'effort des deux nations, coordination qui n'avait pu se réaliser, et encore d'une façon partielle, qu'en 1917 dans la guerre d'il y a vingt ans.

Ces accords se sont élargis. Dans le même esprit, le chancelier de l'Echiquier et M. le ministre des finances ont conclu un accord qui organise la solidarité monétaire des deux pays et qui règle, d'une façon que je crois légitime, la répartition des dépenses entre les deux pays en ce qui concerne les dépenses communes. D'ailleurs, je n'insisterai pas sur ce point, puisque M. Paul Reynaud, dans son brillant discours d'hier, vous a donné sur ce sujet toutes les précisions nécessaires.

Mais je tiens à dire au Sénat que je ne considère pas que cet effort soit terminé. Il y a d'autres domaines où, dans le même esprit, il faut poursuivre le même effort de coopération: j'ai déjà engagé sur ce point certaines négociations qui, j'en suis persuadé, aboutiront à des conclusions heureuses et je ne manquerai pas d'en faire part à la Haute Assemblée.

Ainsi, messieurs, c'est une œuvre considérable qui a été accomplie et qui a suscité dans le monde un intérêt profond, car cette large collaboration économique, elle est ouverte à tous les peuples qui voudront s'y insérer, elle n'est pas exclusive, elle a été conclue pour le triomphe de la justice pour lequel, Anglais et Français, nous avons pris les armes, et je suis persuadé que si nous faisons la guerre d'un cœur viril et si nous sommes résolus de la poursuivre, quelles que soient les intrigues, jusqu'à sa conclusion normale qui est la victoire de la France et de l'Angleterre, cela ne veut pas dire que nous sommes insensibles à l'organisation future de la paix. (*Très bien!*)

Je vous ai parlé des garanties matérielles et positives sans lesquelles la France ne déposera pas les armes. (*Très bien! très bien! et vifs applaudissements.*) Je voudrais vous dire aussi qu'autant je me défie de ces grandes architectures utopiques que de brillants esprits peuvent construire dans le silence favorable des universités, si je suis partisan, comme les paysans de notre terre, de ce que j'appelle les garanties matérielles, les seules dont l'histoire enseigne qu'elles sont certaines et qu'elles permettraient en effet d'éviter le retour de la catastrophe présente (*Très bien! très bien!*), par contre, il est clair que je conçois très bien que l'Europe nouvelle, celle qui sortira de la guerre présente, ne pourra pas vivre si elle ne reçoit pas une organisation autrement vaste, autrement large que l'organisation actuelle, et nous concevons une liberté de circulation des hommes entre les nations, et nous envisageons des échanges de marchandises, et nous admettons même, une fois les garanties matérielles et positives assurées, la construction de systèmes fédératifs entre les différentes nations de l'Europe et pour cela l'accord économique franco-britannique donne déjà des bases solides sur lesquelles les autres pays d'Europe pourront construire à leur tour à nos côtés, s'ils sont animés du même esprit libéral que nous-mêmes. (*Applaudissements.*)

Voilà, messieurs, ce que je tenais à souligner: cet esprit de solidarité totale, complète, qui fait que nous conduisons la guerre ensemble comme si nous étions un seul peuple et je devrais presque dire comme si nous étions un seul gouvernement.

Tous les efforts méprisables de la propagande allemande, toutes les tentatives de division ne prévaudront pas contre ce fait capital que la Grande-Bretagne et la France sont unies dans ces jours de guerre et que leur union durera encore au delà de la paix, qu'il faudra bien conclure suivant les principes de la raison et du droit.

Messieurs, il est incontestable, et je ne veux pas y insister tellement la vérité est éclatante, que la résolution qui nous anime, que cette résolution virile exige de durs sacrifices de tous les Français, sans distinction.

Nos soldats ont fait leur sacrifice, celui de leur vie, à cette paix véritable, à cette paix humaine que j'essayais tout à l'heure de définir brièvement devant vous. Et nous, et le peuple des usines, et le peuple des bureaux, et le peuple des champs, et le peuple tout entier, nous ne consentirions pas les sacrifices d'argent pour que la patrie soit libre ?

Je me refuse à le croire. Aucun Français qui ait le cœur français n'admettra une minute que ce sacrifice ne puisse pas être consenti.

Nous sommes tous unis. Les uns font leur devoir sur le front. Les autres, parce qu'il est nécessaire à la victoire elle-même de forger sans cesse des armes, font leur devoir à l'usine. Tous ceux qui travaillent, quel que soit le but de leur activité économique, travaillent pour la patrie. Je suis persuadé que les uns et les autres consentiront les sacrifices nécessaires, les sacrifices qu'exige le salut même de la patrie.

Quant à nos armées, elles attendent de nous — excusez-moi, messieurs — que nous soyons dignes d'elles, que nous ne nous perdions pas dans des querelles qu'ignorent heureusement les soldats du front, que nous fassions bloc comme nos armées font bloc, que nous n'ayons qu'une âme, qu'une volonté: la victoire. C'est pour organiser cette victoire que nous vous demandons de voter les crédits militaires. (*Vif; applaudissements prolongés sur tous les bancs.*)

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Conformément aux dispositions de la loi du 1er décembre 1939, les crédits de chaque budget donneront lieu à un vote d'ensemble.

Je donne lecture de l'article 1er:

TITRE Ier.

CRÉDITS OUVERTS

Article 1er.

« Il est ouvert aux ministres, pour les besoins de la défense nationale, des crédits s'élevant à la somme totale de 54 milliards 937.812.897 fr. conformément au détail ci-après:

« Budget des finances	37.505.000 fr.
« Budget de la guerre	21.831.973.000
« Budget de l'armement	13.116.175.003
« Budget de la marine militaire.....	5.681.893.974
« Budget de l'air..	12.592.056.920
« Budget du travail.	220 175.000
« Budget des colonies	810.534.000
« Budget de l'agriculture	35.000.000
« Budget des travaux publics.....	192.500.000
« Budget de la marine marchande.....	420.000.000
« Total.....	54.937.812.897 fr. »

Je mets aux voix le premier alinéa de l'article 1er en réservant le chiffre.

(Sous cette réserve, le premier alinéa de l'article 1er est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le budget des finances, avec le chiffre de 37.505.000 fr.

(Le budget des finances, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le budget de la guerre, avec le chiffre de 21.831.973.000 fr.

(Le budget de la guerre, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le budget de l'armement avec le chiffre de 13.116.175.003 fr.

(Le budget de l'armement, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le budget de la marine militaire, avec le chiffre de 5.681.893.974 fr.

(Le budget de la marine militaire, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le budget de l'air, avec le chiffre de 12 milliards 592.056.920 fr.

(Le budget de l'air, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le budget du travail, avec le chiffre de 220.175.000 fr.

(Le budget du travail, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le budget des colonies, avec le chiffre de 810.534.000 fr.

(Le budget des colonies, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le budget de l'agriculture avec le chiffre de 35 millions de francs.

(Le budget de l'agriculture, avec le chiffre, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le budget des travaux publics, avec le chiffre de 192.500.000 fr.

(Le budget des travaux publics, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le budget de la marine marchande, avec le chiffre de 420 millions de francs.

(Le budget de la marine marchande, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le total de 54.937.812.897 fr.

(Le total, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Je donne lecture du dernier alinéa de l'article 1er:

« Ces crédits qui sont applicables aux dépenses du premier trimestre de l'année 1940 sont répartis par chapitre conformément à l'état A annexé à la présente loi. »

(Le dernier alinéa de l'article 1er est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1er.

(L'article 1er est adopté.)

M. le président.

Article 2.

« Les ministres sont autorisés à engager, pendant l'année 1940, pour les besoins de la défense nationale, des dépenses réparties conformément au détail ci-après:

« Budget de la guerre, 36.619.805.000 fr.

« Budget de l'armement, 87.287 millions de francs.

« Budget de la marine militaire, 15.242 millions de francs.

« Budget de l'air, 106.139 millions de francs.

« Budget des colonies, 854 millions de francs

« Budget de l'agriculture, 140 millions de francs.

« Budget des travaux publics, 730 millions de francs.

« Budget de la marine marchande, 2.100 millions de francs.

« Cette autorisation d'engagement est répartie conformément à l'état B annexé à la présente loi; elle sera couverte tant par les crédits ouverts à l'article 1er de la présente loi que par des crédits à ouvrir au titre de l'exercice 1940 ou des exercices ultérieurs. »

Je mets aux voix le premier alinéa de l'article 2.

(Le premier alinéa de l'article 2 est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits d'engagement de la guerre avec le chiffre de 36.619.805.000 fr.

(Les crédits d'engagement de la guerre, avec ce chiffre, sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits d'engagement de l'armement, avec le chiffre de 87.287 millions de francs.

(Les crédits d'engagement de l'armement, avec ce chiffre, sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits d'engagement de la marine militaire, avec le chiffre de 15.242 millions de francs.

(Les crédits d'engagement de la marine militaire, avec ce chiffre, sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits d'engagement de l'air, avec le chiffre de 106.139 millions de francs.

(Les crédits d'engagement de l'air, avec ce chiffre, sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits d'engagement des colonies, avec le chiffre de 854 millions de francs.

(Les crédits d'engagement des colonies, avec ce chiffre, sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits d'engagement de l'agriculture avec le chiffre de 140 millions de francs.

(Les crédits d'engagement de l'agriculture, avec ce chiffre, sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits d'engagement des travaux publics avec le chiffre de 730 millions de francs.

(Les crédits d'engagement des travaux publics, avec ce chiffre, sont adoptés.)

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Buenos Aires, Enero 23 de 1940.

D.A.P.

19

Señor Embajador:

Tengo el honor de dirigirme a V.E. para acusar recibo de su nota nº4 de fecha 4 del corriente, con la que acompaña un recorte del "Journal Officiel", del 30 de diciembre último, conteniendo el texto del discurso pronunciado, en el Senado, por el Señor Eduardo Daladier, Presidente del Consejo, sobre los créditos militares.

Saludo a V.E. con las seguridades de mi distinguida consideración.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO
23 ENE 1940
DIVISION DE ASUNTOS POLITICOS

PABLO SANTOS MUÑOZ
SECRETARIO GENERAL

A S.E. el Señor Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de la República Argentina en Francia, Doctor Miguel Angel Cárcano.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Guerra expte 5

D.A.P.

La División de Asuntos Políticos se complace en remitir a la Cuarta Sección (Biblioteca), un ejemplar de la publicación oficial del Ministerio de Negocios Extranjeros de Francia, que contiene documentos diplomáticos (1938-1939) relacionados con las negociaciones que precedieron a las hostilidades entre Alemania por una parte, y Polonia, Gran Bretaña y Francia por la otra.

Buenos Aires, enero 26 de 1940.

Fdo.: D. De Focatiis

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO
29 ENE 1940
DIVISION DE ASUNTOS POLITICOS

ANOTADO

A LA CUARTA SECCION (BIBLIOTECA).

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Fuente 5

MESA DE ENTRADAS Y EXPEDICIONES
A
DIVISION ASUNTOS POLITICOS

EMBAJADA ARGENTINA
EN LONDRES

No. 16.-

MESA DE ENTRADAS
Y EXPEDICIONES
23 FEB. 1940
MINISTERIO DE RELACIONES
EXTERIORES Y CULTO

La Embajada de la República en Londres se complace en remitir al Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, la publicación oficial: France No. 1 (194), Cmd. 6159, que contiene el texto de los discursos pronunciados por el Presidente del Concejo Francés y por los Ministros de Defensa Nacional y Guerra, de Relaciones Exteriores y de Hacienda, de Francia.

Londres, Febrero 6 de 1940.-

Buenos Aires, Marzo 12 de 1940.

Acúsese recibo.

CON EL ANEXO
CONFORME

MINISTERIO DE
RELACIONES EXTERIORES Y CULTO
12 MAR 1940
DIVISION DE
ASUNTOS POLITICOS

ANOTADO

Archivo Histórico Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto Argentina



France No. 1 (1940)

DESPATCH FROM HIS MAJESTY'S AMBASSADOR IN PARIS

FORWARDING TEXTS OF

SPEECHES

by the French President of the Council, Minister of National Defence and of War and of Foreign Affairs, and by the French Minister of Finance

December 1939

Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs to Parliament by Command of His Majesty

LONDON
PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:
York House, Kingsway, London, W.C.2; 120 George Street, Edinburgh 2;
26 York Street, Manchester 1; 1 St. Andrew's Crescent, Cardiff;
80 Chichester Street, Belfast;
or through any bookseller

1940

Price 6*d.* net

Cmd. 6159

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

CONTENTS

No.		Page
1.	Speech by M. Daladier, December 22, 1939	3
2.	Speech by M. Daladier, December 24, 1939	12
3.	Speech by M. Daladier, December 29, 1939	16
4.	Speech by M. Reynaud, December 28, 1939	21

DESPATCH FROM HIS MAJESTY'S AMBASSADOR IN PARIS, FORWARDING TEXTS OF SPEECHES BY THE FRENCH PRESIDENT OF THE COUNCIL, MINISTER OF NATIONAL DEFENCE AND OF WAR AND OF FOREIGN AFFAIRS, AND BY THE FRENCH MINISTER OF FINANCE, DECEMBER 1939.

Sir R. Campbell to Viscount Halifax.

My Lord, *Paris, January* 6, 1940.

I HAVE the honour to transmit to your Lordship herewith the texts(1) of the speeches delivered by the President of the Council on the 22nd, 24th and 29th December, and of a speech which was delivered by the Minister of Finance on the 28th December.

I have, &c.
RONALD CAMPBELL.

No. 1.

Speech by M. Edouard Daladier in the Chamber of Deputies on December 22, 1939.

(Translation.)

As I have just stated, I do not want this debate to come to an end before the Government has been able to give the Chamber and the country a few explanations, as it has already done in detail to the Finance Committee of the Chamber.

First of all I want to thank the Finance Committee for the effort it has made and to pay tribute to the conscientious way in which the important debate which took place before it, and in which a certain number of my colleagues and myself took part, was conducted.

What, Gentlemen, is the object of the Bill which is laid before you? It aims at obtaining national defence credits for all the military ministries; it opens payment credits of 55 milliards for the first four months of 1940 and authorises a total of 249 milliards for the year 1940 and successive years.

These credits have been distributed so as to give priority to the Air Force. An important programme has been devoted to the development of this weapon towards which, of course, our most strenuous efforts must be directed.

In the first months of the war, contrary to certain prophecies, the French pursuit planes have revealed themselves superior to those of our adversaries; we all know that progress in this sphere is extremely rapid, and that already aeroplanes more modern and more powerful, and endowed with greater manœuvring power than those at present

(1) Translations only annexed.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

in service, are being turned out of the factories in Germany as well as in England and France.

Since these aeroplanes are capable of giving us so formidable an advantage in aerial warfare, it is only natural that the Government and your committees should accord priority in the credits to the French Air Force.

This is closely followed by a whole programme of armament manufacture, which also lays down priority in certain cases. The Government and the committees concerned agree that in this programme priority should be given to certain kinds of anti-tank arms—which have, moreover, already revealed on the French front their power and their superiority—to anti-aircraft artillery, and to the development of certain kinds of modern material.

Important credits have also been devoted in this programme to the manufacture of new arms of recent invention whose efficacy will, we believe, be demonstrated on the battlefield; and to the pursuit of certain research which is of the greatest interest for the safety of the country.

Lastly, Gentlemen, the Bill which is laid before you reserves important credits for the Navy. The events of the first months of the war have once again confirmed the prediction we have so often made before Parliament, namely, that the mastery of the seas is a primary factor—perhaps the principal factor—in warfare, if the war is to be one of long duration. We must not therefore allow ourselves to be outclassed on the sea. We have decided to do our utmost to press forward, at the most rapid rate which our present means will allow, the construction, the launching and the fitting out of powerful battleships of 35,000 tons, which, I hope, will assure to France and England the mastery of the seas which they have held for the last three months.

That is the whole picture of the structure of the national defence budget.

As far as the war itself is concerned, I must point out, in order that the Chamber should not be liable to any surprise, that most of the normal credits of the Ministry of War have been transferred to the Ministry of Armaments, as is only reasonable and just, and, moreover, in conformity with the terms of the Law on the Organisation of the Nation in Time of War.

We have, however, been obliged to continue to reserve important credits for the Ministry of War, totalling 21 milliards of payment credits. The Ministry of War retains the burden of the upkeep and the pay of all mobilised men, and, as you know, several million have rallied to the standards of France. We must provide for everything necessary to improve their conditions of living in so far as the financial resources at our disposal permit.

In this first period the war has been one of morale rather than one of arms. We must do all within our power to maintain the high morale of our soldiers, which, I would add, is admired not only by France and her allies, but also, I believe, by all the distinguished foreigners who visit our fortifications and our front lines.

Gentlemen, I am not accustomed, as you know, to conceal difficulties or to dispute mistakes when they have been committed. When the armament programme was laid down in October 1936 one question arose. In view of the financial resources of the country, in view of the necessity of maintaining the value of the currency and a certain budgetary equilibrium, and of avoiding a fatal recourse to inflation, the question arose how much of the total of the military credit should be devoted to the commissariat. The question concerned the High Command responsible for the conduct of military operations, the Minister of War, and the Government. It was decided, after a debate which was in some respects rather painful, that it was better not to grant the very large credits which the Intendant-Général had asked for, and to devote the greatest possible amount of credits and of money to the manufacture of modern armaments, since there lies the vital necessity of the times.

I should be the first to admit, and even to proclaim, the fact that in this distribution of credits there may have been mistakes; and I will give you very simply and sincerely the reasons for this. I believe that any other responsible men in our position, no matter who, would have taken the same decisions as we have done.

We had not foreseen that the war would develop in the way in which it is developing. It was a practically universal belief that from the very first day every form of totalitarian warfare would be unloosed. We had to mobilise more men than we had thought, and to spread them over an immense front. Action was taken, if I may use the expression, at the double, without paying much attention to the omissions which I have pointed out.

I am in agreement with M. l'Intendant-Général Bernard, whose integrity and technical qualifications I esteem very highly, and whom I shall not leave to face unjust or intemperate criticisms alone. I consult him every day on the subject of these problems, for I was as sensitive as you to those regrettable and painful incidents which have been so rightly pointed out. M. l'Intendant-Général Bernard tells me, and has quoted figures—which no doubt hon. members will allow me to spare them—to prove it, that the crisis is now solved. As the authority responsible, he now tells me that, taken as a whole, the supply of equipment, shoes and clothing is at last equal to the needs of our troops. I could quote figures. Every month we turn out more than twice as many boots as in a year before the war. The proportion is about the same for all other supplies and equipment.

The lot of the soldier and his welfare are of the greatest importance, and we have set up a vast depôt which co-operates closely with each of our armies, and the ramifications of which extend ever nearer and nearer to the front itself. We already know from the reports of the High Command, as well as from the letters from soldiers which I receive, believe me, in as great numbers as you yourselves, that this reform has had a happy effect.

In order to maintain the morale and fighting value of our cadres—which is all the more important because modern armies have a more

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

technical character—in order to carry it to that high degree of perfection which has been shown, on all the fighting fronts of the world, to be a decisive factor, we have planned certain improvements. You have already pointed out to me before the competent committees the special position of non-commissioned officers paid by the day, which was calling forth some rather irritating comparisons at the front. I observed to the Finance Committee that the reform which I was asked to bring about would cost no less than 2 milliards a year, that I asked for permission to think it over and that the question would be solved in agreement with the Minister of Finance. This is, indeed, a difficult problem which it is important that we should solve. We shall make every effort to solve it in all good faith, while taking care to protect the public purse. It will perhaps be possible to effect a few economies in certain cases, for example, in that of the troops stationed in the interior and not in the army zone. In any case, we shall have to find means of putting an end to these shocking inequalities.

You see, Gentlemen, that my explanations have been short, but I hope they have been precise. I am, moreover, ready to answer any questions which may be put to me.

After having spoken of credits for the payment of personnel, I should like to deal with the second part of the Bill, that which concerns the credits for war material. These are important, as I have already stated, and they also have to correspond to equally important obligations. We have to maintain the supplies of fuel, and you know the importance of the part they play. We have to develop passive defence at a rather faster *tempo*. We have to complete the fortifications in the north and in the Jura—fortifications which we had fortunately begun to build in 1933, in spite of a certain amount of opposition, and which are to-day being of the utmost service for the protection of our national territory. Indeed, the importance of fortifications in modern warfare is incontestable.

Compare the lot of two countries equally heroic, of two countries who have not agreed to bow before an ultimatum, of two countries who wished to oppose force by force in order to save their liberty and their national honour.

Compare the lot of Poland with that of Finland, both equal in their heroism, both completely unequal as regards the military operations which ensued. Poland chose a war of movement—a theme which still haunted in the last few years the memories of a few strategists—in spite of the most pressing advice of the French High Command. I will not insist upon this point. In spite of the courage of her soldiers, Poland was destroyed in a few weeks.

And now there is heroic Finland, threatened in her turn in conditions which were perhaps even more revolting and more shameful. Although she is only a little country of 4 million inhabitants spread over a vast expanse of territory, of which nearly two-thirds is frozen for several months of the year, her Commander-in-Chief, far from yielding to the intoxication of a war of movement, said to his army and his people: "Let us build fortifications! Let

us dig a fortified line, let us carry it from the frozen sea down to the gulf and the warmer sea, and behind this barrier we shall resist, we shall let ourselves be killed if necessary, but we shall have given the world an example of what a people can do which prefers death to slavery." The resistance of 4 million Finns has lasted longer than that of heroic Poland, and I hope that it will triumph. If there were any need for a further demonstration of these truths, present events would provide it.

I know what people are saying: it is not enough to applaud this heroic nation, we must help it. I reply that on the very evening when the League of Nations, in session at Geneva, pronounced its condemnation of the aggressor, we assumed, as far as France is concerned, our full duty in accordance with the proper forms and within the framework of the articles of the Pact. In accordance with the exact form of assistance which the Pact lays down, and to the extent to which we were able, we have done our duty towards this country, and we will continue to do it as far as is in our power to do so.

In France, too, we must carry on with this effort, even during the war.

We have a network of fortifications, built thanks to the admirable tenacity of the great Henry Maginot, on the initiative of Paul Painlevé, who described it in broad outlines to this very Chamber. Both of these men, like those who carried on their work, have endowed our country with the fortified barrier in which our armies are now installed. We must complete this work. Already we have also fortified the regions in the north and in the neighbourhood of the Jura.

It is because we wish to carry on this work that we are asking you for credits. Our whole Army has been at work for several months. Wherever it cannot fight it mixes cement, it fills in the gaps between the fortifications; and behind them it creates a second line of defence and then a third. Whatever the fluctuations of the war may be, we are ready to sink our roots into the soil of our country.

Finally, Gentlemen, I wish to say a few words on the material itself. While France was thus spending so many milliards in perfecting her fortifications she could not assign large credits to carry out important armament programmes. Thus, after reading certain criticisms, I must say that they are unjust towards certain of my predecessors. Obliged as they were to extract milliards from the tax-paying public during the period of crisis we were passing through, it was impossible for them to extract simultaneously other milliards for the building up of modern armaments without risk of crushing the country.

I shall not dwell upon this point, but I shall return to it perhaps on another occasion, in order to bring out what I believe to be the truth.

In any case, it is certain that from 1936 onwards there could have been no doubt in anybody's mind as to the necessity of large quantities of war material. In the spring of 1936 there was the military occupa-

Archivo Históricos
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

tion of the Rhineland by Germany; in the month of August there was the establishment by Germany of military service of two years, which at one stroke doubled its active army effectives: men who would not have taken it upon themselves to make some reply to this new effort, on the part of Germany, by a corresponding effort on our part would have been unworthy to govern this country.

We, therefore, asked Parliament to give us the requisite powers. Parliament voted us a credit of 14 milliards, which was later increased to 20 milliards, to be spent in four years.

This programme was begun towards the end of the first quarter of 1937, for plans had to be made and machine tools provided in the arsenals and factories. The programme provided for by these credits could certainly have been concluded by the summer of 1940 if matters had taken their normal course, and if the war had not come upon us suddenly in the middle of our programme.

When you occasionally point out to me certain defects, with the necessary discretion but also with the necessary frankness, you are certainly right; I know that you do it not in any spirit of idle criticism of past actions, but in order to stimulate the activity of the Government. And I entirely approve your action in doing so. These omissions which I have never disputed—but which, on the other hand, should not be exaggerated—must be remedied with all possible speed. But what modern army does not reveal something of the sort?

That is why I said when war broke out: "Let us make great efforts: let us profit by the period of winter. If there is no offensive *en masse*, if war does not break out in the form of total warfare, let us use this unexpected rest in order to increase unceasingly and without respite the *tempo* of the manufacture of war material." That means that we are calling back from the front hundreds of thousands of men.

There has been much criticism, and it is no doubt justified, of the fact that there are 900,000 men who could be with the army and who are not, and that among them there are those who were called the other day, the "shirkers." We are in process of tracking them down. There are some men who are perhaps not in their right jobs. I told the Committee of the case of an auctioneer who had become a workman in a shell factory. That was not the sort of hammer he had been trained to use!

Consider, gentlemen, that at the end of the war of 1914, after the setting up of the Ministry of Armaments, the number of men who were not at the front, but were working in the factories, reached, for a while, the figure of 1,500,000 men. To-day, while armaments are infinitely more complex, while they require many more specialists, many more technicians, far more skilled labour, the total number is only 900,000 men. We shall increase it by having recourse to various methods.

On this point, as on all others, I shall tell you exactly what is in my mind at the risk of being blamed, and with the certainty, at

any rate, of being criticised. I should like there to be several thousand more men working in the factories, for provided that this be done with due respect to fairness and effectiveness, the forging of arms is a homage to our duty, as was said in the National Convention.

Let me tell you that this modern material which we are making is of very high quality, and our soldiers do not dispute the fact. Already in the sphere of fighter planes, not only the American machines—some said that it was scandalous to go and buy them in the United States—but also the French machines have shown their superiority.

And what of our Navy? The English, who know something about it, are right in saying that it is covering itself with glory on every ocean, and that it is reinforcing the British Navy in a way of which Frenchmen may be proud. Indeed, I remember that when on my way to one of the recent Supreme War Councils I was crossing the Channel, on board a destroyer, I was talking, in accordance with my custom, with the crew, and I asked them if they were confident in the quality of their material. They answered that their confidence was complete. And when I asked a young Breton sailor what speed we were doing, he answered me: "We are doing twenty-seven knots. We could do thirty and even thirty-one knots, but that would only be for running away and we shall never run away. It is better to be sunk." That is the answer of a Breton sailor worthy of those who are fighting in the air or on land for the defence both of France and of liberty. There is no question that our modern armaments are good. What of tanks? Who amongst us has not heard the testimony of the crews who man them? And what about anti-tank guns? But do I need to go on?

I have explained to you the reasons for certain omissions and for certain shortcomings. There may be others. There is the slowness of bureaucratic methods to which we shall have to put an end, above all in time of war.

There is the usual reluctance to assume responsibility, and I am now contemplating a condition of warfare in which civil and military chiefs would be perfectly free and completely responsible, in which they would not be buried under mountains of waste paper, of memoranda and of reports, in which they would freely play their part subject to their national responsibilities.

But it is with the material which issues from our factories that we mean to carry on in war. The Government, as I have told you, is responsible for the conduct of the war, and the High Command is responsible for the conduct of operations.

The present form of the war has taken us by surprise. One expression has spread from the front to the back areas and back again to the front—"a funny war." Of course those who use it do not really think that the war is funny, but it is their way of expressing their surprise at this new form of warfare, totally unexpected, in

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

which the two most powerful armies in the world face each other within their own fortifications. It is certainly a funny war.

Should we be sorry? Should we lament the fact?

In December 1914 there were already 450,000 dead. We lost the battle on the frontiers, we won the victory on the Marne, but ten French Departments remained beneath the heel of the invader.

To-day, indeed, however low the number of those killed, it is still higher than our hearts would wish, and we must pay tribute to their heroism. After all, in the land forces up to the 30th November there were 1,136 killed; in the Naval forces up to the 30th November, 256 killed; in the Air Force up to the 30th November, 42 killed. I certainly prefer the situation in December 1939 to that of 1914.

And I think I may say that if this is the case, the quality of our war material is not entirely unconnected with this result. I repeat that as far as the Government is concerned the responsibility for the conduct of the war means that it must be, above all, sparing of French blood.

Whatever pressure may be brought upon the Government it must continue to oppose those offensives, which we all remember as being as persistent as they were premature. It must equally oppose proposals, should they be made, for partial offensives distributed over the whole front, which were more costly in casualties than operations on a large scale.

We are still in the first months of the war, and we are conducting it, as far as depends on us, methodically, and, I think I may say, correctly. After a mobilisation admirably accomplished we carried out a frontal operation in force because we were thus putting into effect our engagements with Poland, engagements which we have faithfully fulfilled. We did so for the purpose, which has been achieved, of drawing upon ourselves the largest possible number of German divisions.

Then, when Poland was overwhelmed, we, by our own decision, freely evacuated a part of German territory occupied by us; and we did it in such a way that the enemy only noticed it several days afterwards. We did so of our own free will because we considered it a monstrous absurdity to leave French troops almost in the air between two powerful lines of fortifications.

We now assert that, for the present, this French Army must continue to be what it has hitherto succeeded in being—a vast and invincible bulwark of our native land. It is thus that I, for my part, think of it at the present time. I see it as a rampart behind which the soldiers of Great Britain and its Dominions and those of the Polish and Czech armies that are now in process of formation will take their places by the side of us French. We address to them all the affectionate greeting of France.

Since we have of our own free will decided to carry on the war on these lines at present, allow me to say that we have done so in complete agreement with Great Britain. In the same way we are pursuing, in complete agreement with her, a diplomatic action which extends

over the whole world. As to this it is needless at present to enter into details, but I hope soon to be able to give an account of its results.

Allow me to say, in conclusion, that I am asking you to vote these credits because they have to be voted as essential for the defence of our country. Also because this gesture of unanimity, which you rightly want to make, will be such as to strengthen still more the moral forces of France and to increase the confidence which her Allies have put in her.

Indeed, it is the very life of France which is at stake. The most perfidious propaganda, whether it be of Russian or of German origin, whether it is carried on in the working class or in the so-called world of society, whatever form it takes—all this propaganda which we are now busy eliminating will not prevail against this fact, that it is impossible to attach the slightest importance to the word of Herr Hitler, even when it is his word of honour.

In the life of peoples it is deeds which count. Now, in respect of such deeds, we are in no doubt at all. Three independent nations have in less than two years been destroyed either by fraud or force, and you know the result. An appalling slavery has been imposed upon these unhappy peoples.

It may be a moot point in public assemblies or elsewhere, but I have no doubt—and I am sure you have not either—as to the following facts: That if the British and ourselves had allowed this subjugation of Europe, this servitude throughout Europe, similar violence would have been inflicted upon France. We must not allow ourselves any illusions as to words of honour, for such subjugation is only satisfactory to predatory rulers when it is complete and corresponds to their visions.

The other day on the front a squadron of cavalry crossed No-Man's-Land and captured some German soldiers, who said: "There are some Austrians fighting on our side." Moreover, a party of young Chasseurs succeeded, almost without loss, in carrying out an important raid which enabled it to secure two Austrian officers as prisoners. And so you see, Gentlemen, after the annexation of Austria here are Austrian officers and, no doubt, Austrian soldiers on our front. I do not know if we shall one day find there soldiers from Bohemia. I am sure that we should also have found there Polish soldiers, as well as officers and soldiers of other countries, if those other countries had been subjugated by Germany. And therefore, in spite of all sophistry, we are entitled to say that we are fighting for the defence of our country and for the safety of France. Because the safety of France is the safeguarding of all the highest human values. So that we may consider that we are fighting to safeguard those moral values which do honour to humanity.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

No. 2.

Speech by M. Daladier broadcast on December 24, 1939.

(Translation.)

I AM not speaking to you to-night as the head of the Government, but as a friend who shares your troubles and understands your hopes. On this Christmas Eve I am thinking, as you all are, of these weeks of hard work and fighting which have just passed. Like you, I am also thinking of the future that lies before us. Let me therefore speak to your hearts to-day, I, who have so often had to appeal to your firmness and faith.

Nearly four months ago Germany let loose this catastrophe on the world. What has passed has proved her responsibility in the eyes of all. I have just had published, in a popular edition, in order that every Frenchman, however humble his station in life, may be able to read it, the book which is a collection of documents proving the malice aforethought and frightful guilt of the masters of Germany. But what would it profit us to have right on our side if France were to succumb in this gigantic struggle? We are fighting for victory. We are fighting for the safety of our country, and yet, as I have already said, we are sparing of the blood of our soldiers.

Up to now we have had only slight losses to mourn. And yet the war has already destroyed many homes. It has added fresh sufferings to the normal sufferings of mankind. To the parents who are mourning a son, to the women who are mourning a husband, to the children who are mourning a father, I can only convey our profound sympathy. The nation will remember these hard sacrifices. It will support the women in their trouble, it will take the orphans by the hand and guide them on the road of life. In these fresh trials it will know how to strengthen that feeling of brotherhood which alone can be worthy of the magnitude of the sacrifices borne for the sake of the fatherland.

And for others as well, less sorely tried because they can continue to hope, this Christmas Eve no doubt calls up many memories of the past. Obliged to leave their homes, they must often think of the happy evenings in days gone by, when the joyful song of the Christmas bells rang out through the pine trees covered with frost, over the plains of Alsace, over the slopes of the Vosges and over the hills of Lorraine. Many of them from Alsace and Lorraine have had to leave, under the menace of the guns, the house in which they were born, the fields in which they worked and spent their childhood, and which have become the firing-line itself. Sons of our frontier provinces, they have experienced the severest trials. The memory of their own countryside clutches at their hearts to-day. And yet, soon the bells will ring out as a sign of hope in their villages of Alsace and Lorraine, over which our army mounts guard.

My friends, you are sorely tried, but we will bring you back to this land that you love, and of which you have made in the course

of centuries one of the gardens of France. If the enemy's fire ruins your homes, if the disasters of war devastate them, we will have them rebuilt, more beautiful than ever, on the spot chosen by your ancestors.

Those of you from Alsace and Lorraine who are listening to me to-night in the ancient abodes of our western departments may feel sure that our army well understands its mission and will accomplish it in the best possible manner. As beneficent as it is brave, the Army will not only be your bulwark against the enemy, but will continue to safeguard the life of your provinces. It watches over Strasbourg, which is now a miracle of order, a town that is asleep but intact. A city which awaits, through the silence of a winter's night, the glorious dawn that will restore it to life. In your villages and in your fields the soldiers of the north, the south and the centre, peasants even as you are, have set your ploughs again in the furrows. They even now are preparing your harvests of the morrow. I myself have seen on the banks of the Rhine, within a few hundred yards of the enemy, such soldiers at work in your fields, their shoulders to the plough and their rifles on their backs.

May I ask you to forget for one moment the inevitable troubles that you have encountered—and that we shall deal with without delay—so as to contemplate the grandeur of the future which our leaders and our soldiers are preparing for you with clear sight and courageous hearts. The absolute safety, the peace, militarily and materially guaranteed, that they are about to provide you will ensure the security of your provinces by ensuring that of all France.

Frenchmen who are listening to me to-night in a family gathering of sons and husbands returned for some days from the front, or assembled to recall those absent who themselves will be remembering you among their comrades in the great fraternity of the army—Frenchmen of all conditions and classes united by this trial—this night is one on which we can best understand the causes which have carried us into this war. For we are fighting for the safety and for the liberty of those homes in which you are now happily and honourably surrounded by your aged parents, your wife and your children. Be it never so humble, it is this home which is at stake in this war. It is that home that all free men will defend—men who have no visions of conquest, but who are vowed to oppose all attacks of the conqueror.

Contemplate then your future with confidence, you soldiers who won those admirable wives whose high spirit reflects your own heroism. Talk together freely of your plans which have been interrupted, for the day will come when you may return to them. Face life boldly. On this Christmas Eve there should be a ray of happiness in every French family. Let assurance of victory sustain all hearts. Let it strengthen our persistance and make you steadfast in patience.

On this Christmas Eve reflect upon the moral and material welfare that we have preserved, and that so many other peoples have

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

lost. We are passing through a terrible trial, but we are free, we are strong, we are still able to clothe and feed our women and children, whereas in all too many cities and villages of Europe millions of the aged and of the women and children are living in hunger, misery and slavery.

Frenchmen and Frenchwomen, think for a moment what this Christmas Eve must be for the peoples who have fallen victim to those predatory and rapacious rulers who have brought this appalling calamity upon others to satisfy their atrocious lust for power. Think of the despair brought upon the women and children of Prague, who cower in their houses, almost without food, while they listen to the laughter of the foreign conquerors who mock their misery. Think of the desolation of those other human beings among the ruins of Warsaw, overwhelmed first of all with shells and bombs, then mowed down by typhus, and left to mourn their lost liberty and happiness. Think of those women and children in heroic Finland who have had to go out through snow and frost to seek some wretched refuge from Asiatic barbarism; while the soldiery of this proud people, preferring any sacrifice to slavery, go out to meet their massed enemies in a victorious resistance that has won them the admiration of the world.

For centuries Europe has not experienced a comparable catastrophe. And it is only a few men who have let loose the flood-gates of destitution, despair and destruction. Such a massacre of the innocents cries aloud for vengeance from out the dark night of this Christmas Eve.

But in this same night, made ghastly by the groans of the victims, anxiety and apprehension are striking at the heart of their tormentors. I do not mean to say that the realm of the Nazis is already rocking on its base. That would be a dangerous self-deception which we must avoid. The material forces of that realm are still formidable. But it is impossible that its moral forces should be still intact. Every German must be coming to the conclusion that the calamities which have come upon the world have their cause in the adventures of his leader. He must be taking into account the thunderbolts of retributive justice. In searching his conscience he will encounter there nothing but the curses of his victims and the condemnations of tortured peoples. He is, it is true, told that he is only fighting because we are trying to enslave him, but he knows now that it is he himself who has begun to reduce others to slavery, whereas the French and British are only seeking to co-operate with him, and have already given him repeated proof of their earnest desire for a good understanding with him and for peace.

This French Christmas is the Christmas of hope. The Christmas of the Czechs and of the Poles is a Christmas of distress, and even of despair. But the Christmas of the Germans is already that of impending retribution. How, indeed, can the peoples of the world refuse to recognise such great truths as these when they are

illuminated by the light of this Christmas Eve? How can they fail to distinguish between the tortured and their tormentors? How can they doubt as to the future in store for all nations if there should be victory for those who have forced Prague to bow to their yoke and have bound Warsaw to the stake? If the peoples gave up, if they gave the victory to injustice, they would soon learn the most cruel lesson of history. Neither nations nor their citizens could continue to live in freedom and independence. For such dreadful dangers there is but one cure, and that is courage. Let all peoples clearly understand that; let them clearly understand that they cannot make terms with the scourge, that they cannot escape its attack by bowing down before the bully. That, on the contrary, they must oppose it with the indestructible bulwark raised by the courage and confidence of all.

We French have made up our minds. We shall fight without respite or truce against this terrible tyranny, not only for the safety of France, but for the safeguard of all those moral values which raise the human being above brute creation. We shall, moreover, suffer less the more we are strong and steadfast. We shall not take the lead in adding any new sufferings to those which the war has already involved. But we shall return blow for blow. If Germany now has recourse to violence with so little sense of responsibility, it is no doubt because she has for over a century carried war into neighbouring countries without having to suffer its consequences within her own boundaries. But this time exact account will be taken of all the damage that may be due to her, and she will have to bear, if necessary, the burden of her errors. As for us, we are not fighting to impair the lives, the liberty or the honour of any people. We are making war for the security of France, and for human liberty.

And now I speak to you soldiers of France who are spending Christmas far from those you love. Twenty years ago I was just like one of you now. I know that the moving thought of home will in no way prevent you from feeling this evening both manly joy and healthy happiness. Whether in your regiments, in your squadrons, or in your ships of war, you are all united as friends and as brothers, and for four months you have been doing nothing but devote yourself to the greatest of all duties. The youngest among you have now become men, annealed in the fire of the front. It is your example that the country will follow. It is you who will lead it to the future that lies before it. Men of the people, whether agricultural labourers, artisans, workers in the villages and towns, wage-earners, or professional men, you are all soldiers of France and it is to you all that I offer my Christmas greeting. I would wish to say to each one of you that I understand his troubles. I would wish to assure each one of you that I am on duty at my post to see that you have that which you hold most at heart. Each day we provide better and better for those dear ones that you have left behind you. We shall care for the life of the country while you conduct its defence. And we all, as

Archivo Histórico Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto Argentina

closely associated in the victorious peace as you all are to-day associated on the field of battle, will surely succeed in making of France the happiest and most humane of countries.

No. 3.

Speech by M. Daladier in the Senate on December 29, 1939.

(Translation.)

In view of the attitude of the Senate, inspired as it is by sentiments of such profound patriotism, it would ill befit me to waste time in making a lengthy speech; but I wish to thank the Finance Committee for having examined so completely and so attentively the important credits which we are demanding from Parliament, and I wish to thank it also for the advice which has been offered me so liberally and with so much courtesy this morning.

I would also wish, gentlemen, that these credits should not be voted before we have rendered homage to the armies of the Republic, to these magnificent soldiers and to their leaders who present a picture of such moving brotherhood in the face of the enemy. Their feelings are simple. What they want is to have done once and for all, without wasting time in Byzantine discussions, with a system of aggression which in two years has plunged Europe into despair, agony and death. What they want is to place France, by positive and material guarantees of security, out of danger of a return of this policy of aggression and plunder.

There is no longer anyone in the world who calls in question the good faith of France; and if she had any need of justification, the Yellow Book which we have published, with complete honesty, without disguising anything of the truth, would suffice to show that we have never ceased to fight for peace, that we have lavished our efforts to avoid war.

This war has been imposed upon us; its aim, believe me, is not merely the enslavement of Czecho-Slovakia, not merely the destruction of Poland. Its aim is the domination of Europe and of the world, and, in reality, it is for the security of France for which, above all, we are fighting. If we had allowed the sacrifice of these peoples to be completed, you may be sure that in a few months immense hordes, which would have included representatives of these conquered and enslaved peoples, would have poured over the frontiers of France.

We are fighting for French security. We are fighting also for the defence of those high moral values without which there would be no civilisation.

That, gentlemen, is the object of the important credits which are asked of you. Indeed, I believe that in the whole of French history, there has never been an effort comparable to that which we are to-day demanding from the French people: payment credits of 55 milliards

for four months; and loans of 249 milliards for a year. These enormous figures merely reveal in statistical form the prodigious accumulation of war material and armaments which we wish to achieve, and which we are already achieving at an ever-increasing and—if I may use the phrase—more feverish *tempo*.

As regards these credits, as you have observed and as the hon. member, M. Abel Gardey, has emphasised in his eloquent report, the Air Force takes the first place. It is to the Air Force that we have reserved priority in the allocation of these credits.

We have also devoted considerable sums to the manufacture of tanks of various models, to the modernisation of our artillery, and to the increase of protective arms of all kinds.

We have also devoted a large part of these credits to the construction and fitting out of three battleships of 35,000 tons, the *Richelieu*, *Gambetta* and *Clemenceau*. The experience of this war, like that of all wars of the past, shows that command of the sea is an essential factor in decisive victory.

The fundamental question is to carry on, with infinitely increased resources, what we have already carried out during the last three years, namely, the programme on behalf of which I have so often come before the Committee of the Senate and which I do not deny displays certain omissions and in some cases delays, but of which I can say that, taken as a whole, we owe to it that our territory remains inviolate after this long period, and of which I can also say that it has enabled us to erect this rampart of concrete, steel and men, behind which all the forces of these free peoples who fight at our side can assemble.

Already, before this war, England introduced conscription; twenty years ago she only agreed to it after two years.

Already, before this war, England accepted a unified High Command.

Since then we have seen ever-increasing British forces take up their positions on our frontiers, and, finally, in accordance with the promises which had been given by representatives of the British Dominions, the Canadian divisions and the airmen of Australia in their thousands are beginning to arrive. The movement has begun, and nothing will stop it because it corresponds to a fundamental characteristic of the British conscience.

At the same time as the Army was playing its essential part, the Air Force was demonstrating in the very first encounters its superiority in quality and in manœuvring power. I do not need to recall to the Senate the exploits truly worthy of their traditions which have already been accomplished by French airmen.

As for the Navy, whose rôle we Frenchmen, in accordance with a curious tradition, are really too modest in estimating, I venture to say that it plays an indispensable part. The Navy has escorted more than 900 Allied vessels since the beginning of the war, and only two ships have been lost in convoy. Before the organisation of convoys our merchant marine losses amounted to eleven ships of a total of

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

55,000 tons, that is to say, scarcely 2 per cent. of the total displacement of our merchant navy. This French Navy has destroyed nine German submarines, and, since the beginning of the blockade, has intercepted more than 360,000 tons of different kinds of goods.

By means of this Bill which we have submitted and which you have already shown your intention of voting unanimously, we intend to push mechanisation to the limit, for, as you know, mastery in modern warfare lies with the machine. I was saying this morning to the Finance Committee that in a struggle between two equally brave nations, between two countries whose soldiers are ready for any sacrifice, the one which possesses the most modern material will always triumph, so that a war waged in such unequal conditions assumes in these days the aspect of the colonial wars of the past.

We wish to provide our armies with modern material, and it is for this reason that we have asked you for such large credits. But I do not wish that currency should be too easily given in the country and at political meetings to the thesis that mechanisation is enough, and that material resources are all that is required. The problem of man-power is equally important. According to a well-known military dogma, of two armies whose material is approximately equal, the side which finally triumphs is that which, thanks to its reserve of man-power and to its vaster effectives, succeeds in filling all the gaps. That is, in fact, what is happening beneath our eyes. We must, therefore, accomplish an immense effort in recruiting, and, above all, in the organisation of the Army. Let me tell you that in this respect I have no anxiety; for, if our population is very much smaller than that of Germany, we have, on the other hand, the immense resources of two vast empires which have ranged themselves solidly together in the struggle, as their respective mother countries had already done.

We hope also to solve the problem of man-power by pooling all our resources, just as, thanks to your credits, we will solve the problem of war material. This Franco-British collaboration, which is as rigid for the diplomatic conduct of the war as for the war itself and for its whole duration, is perhaps the most important and the most impressive fact in the whole of contemporary history.

This co-operation is effective in all parts of the world; there is no capital in any country in the world where the Ambassadors of France and Great Britain do not receive the same instructions and do not work for the same ends.

There was a recent illustration of this, to cite only one example, when before the League of Nations at Geneva the country was arraigned which, in contempt of its engagements and its promises, had hurled itself with all its might upon heroic Finland. We did not content ourselves with voting the exclusion of Soviet Russia from the League of Nations—we did not content ourselves with recording our vote on the resolution of the Council and of the Assembly of the League of Nations; that same evening we were already conveying to Finland—and you will excuse me if for reasons which you will understand I cannot be more explicit—we were conveying to Finland the

material assistance which she has a right to demand that all nations who have pronounced moral condemnation should prove that they are determined to convey to her.

In the same way—for war, which is, in fact, to-day totalitarian war, mobilises not only men and machines, but the very nations themselves with all their resources—we have concluded with Great Britain agreements the importance of which cannot be over-emphasised.

As early as the 18th October, that is to say, in the middle of the second month of the war, I took the initiative in proposing to Mr. Chamberlain the organisation of our common Franco-British war effort in the greatest possible number of ways. Mr. Chamberlain conveyed to me on the 22nd October his complete approval of this proposition, and he added, on his side, a certain number of suggestions which I received with the greatest interest. In this way we concluded the agreement which organises the community of action of the two Empires, as regards food supplies, raw materials, armaments, oil, the Air Force, the blockade, and, Gentlemen, this is an essential point, the pooling of maritime transport. It is because this agreement was concluded, on the 22nd October, that we have been able to receive important quantities of war material which will not be long in making their appearance on the battlefield.

We, therefore, the English and the French, have taken up our stand not upon a basis of national egoism, but upon that of the cause which is common to both our countries; for they must together be victorious. It is inconceivable that they should not be associated in the same struggle for the final victory, since they pursue the same aims and are inspired by the same ideals.

As early as the second month of the war we had then already brought about this complete co-ordination of the efforts of our two nations, a co-ordination which was not realised—and then only partially—till 1917 in the war of twenty years ago.

These agreements have been expanded. In the same spirit, the Chancellor of the Exchequer and the Minister of Finance have concluded an agreement which organises the monetary solidarity of the two countries and which regulates, in a way which I believe to be just, the sharing of expenses between the two countries as far as expenses in common are concerned. I shall not, however, dwell upon this point, since M. Paul Reynaud, in his brilliant speech of yesterday,* gave you all the necessary details on this subject.

But I should like to tell the Senate that I do not consider this effort to be finished yet. There are other spheres in which we must continue, in the same spirit, the same work of co-operation; I have already in this connexion embarked upon certain negotiations which I am sure will lead to a successful conclusion, about which I shall not fail to keep the Upper House informed.

We have, then, Gentlemen, accomplished a considerable task, and one which has aroused profound interest throughout the world. For

* No. 4.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

this wide economic collaboration is open to all people who wish to associate themselves with it. It is not exclusive. It has been concluded to promote the triumph of that justice for which we, Frenchmen and Englishmen, have taken up arms, and I am sure that if we fight this war with steadfast hearts, and if we are resolved to carry it on, whatever intrigues there may be, to its normal conclusion, namely, the victory of France and England, that does not mean that we are indifferent to the future organisation of peace.

I have spoken to you of the material and positive guarantees without which France will not lay down her arms. I should also like to tell you that, however much I distrust those great Utopian conceptions which brilliant minds are wont to construct in the cloistered silence of universities; however much I favour, like the peasants who till our soil, that which I call material guarantees—guarantees which history teaches us are the only sure ones and the only ones which would, in fact, prevent a return of the present catastrophe; I nevertheless realise that the new Europe, the Europe which will emerge from the present war, cannot survive if it is not endowed with an organisation more wide and more comprehensive than the Europe of to-day. We can conceive free intercourse between nations, free exchange of goods, and we can even admit, once the material and positive guarantees are assured, the construction of federal systems linking the different nations of Europe. In this respect the Franco-British Economic Agreement provides already a solid base on which the other nations of Europe can in their turn build side by side with us, if they are animated by the same liberal sentiments as ourselves.

That, Gentlemen, is what I wanted to emphasise—the spirit of complete and total solidarity which enables us to wage war in common as if we were one single people and, I might almost say, as if we were one single Government.

All the contemptible efforts of German propaganda, all the attempts to divide us, will not prevail against the essential fact that Great Britain and France are united in these days of war, and that their union will continue to exist after the conclusion of peace—a peace which it will be necessary to conclude in accordance with the principles of reason and of law.

It is unquestionable, Gentlemen—and the truth is so evident that I do not wish to insist upon it—that the manly determination which inspires us all demands severe sacrifices from every Frenchman, without distinction.

Our soldiers have made their sacrifice—their lives—to this true peace, to this humane peace which I tried just now to outline to you briefly. Shall we—we here, and the people of the factories, and the people in the offices, and the people in the fields, indeed, the whole French people—shall we refuse to sacrifice our money so that our country may be free? I refuse to believe it. No true-hearted Frenchman will admit for one minute that this sacrifice should not be made.

We are united. Some are doing their duty at the front. Others, because victory demands that arms should be unceasingly forged, are doing their duty in the factory. All who are working, whatever may be the purpose of their economic activity, are working for their country. I am convinced that all alike will agree to the necessary sacrifices, the sacrifices which the very safety of our country demands.

As for our armies, they expect of us—forgive me, Gentlemen—that we should be worthy of them, that we should not lose ourselves in quarrels of which the soldiers at the front happily know nothing, that we should stand solidly together as our armies stand together, that we should have but one spirit, but one will: victory. It is to organise this victory that we are asking you to vote the military credit.

No. 4.

Speech by M. Paul Reynaud in the Senate on December 28, 1939.

(Translation.)

As I take my place upon this tribune, I recall the cordial welcome which the Senate gave me a year ago. I am sure that the unanimity then shown with regard to the last peace budget will again be shown over the first war budget. For a budget is not merely two additions and a subtraction, but a policy.

A year ago I reported to you the seriousness of the position. I gave you an account of the decline of the State—of that spacious and spendthrift State (the Father Christmas State, as I called it) which was so weak as to allow its citizens to believe that wealth came from it and not from them, whereby Frenchmen came increasingly to expect an improvement in their lot from a law, from a decree, or from regulations, and not from the enterprises on which they embarked, from the risks they ran and from the purposes in which they persisted.

Any one of our industries could consider itself lucky indeed if in its competition with its foreign rivals it was not handicapped by the burdens which the State has imposed upon it. Have we not seen, for example, the merchant fleet of a great Empire, the French Empire, which swarmed over every sea and whose sons were amongst the most hardy navigators in the world, reduced to the rank of that of a minor State? We are paying dearly for it to-day.

I think I may say that events have justified the policy approved by the Senate and followed up till the outbreak of war. Three sets of figures suffice to prove that, as you will have seen in the report of your distinguished *rapporteur*, M. Abel Gardey. This shows that the volume of production and of exports has increased in weight by more than 20 per cent.; unemployment has fallen to the lowest level for six years; peace and quiet have been restored, and up

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

till now more than 60 milliards of capital has returned to the country. These facts speak for themselves. Thanks to them—and it is their greatest merit—a great many false ideas are dead. We now know that it is not by preventing one part of our nation from working that we can prevent the other being unemployed; because, on the contrary, it is by allowing everyone to work more freely that we have diminished the number of unemployed. We now know that it is not by the extension of great public works that we can revive permanently the declining economic activities of the country. We have cut down public works. And yet the cubic content of construction reported increased by 56 per cent. during the first half of 1939, in comparison with that of 1938.

We now know also what to think of purchasing power. Increasing it by increasing work, and consequently production, is a healthy policy. Increasing it by an arbitrary act of the State while production remains unchanged or diminished is a fatal and artificial policy. No one can doubt that any longer. We now know that a heavy fiscal burden which permits a restoration of the currency and of credit does not crush the economic life of the country, because it brings to it much more than it takes.

What we now know for certain, after these ten months' experience, is that this country has not lost any of its virtues, and that one can appeal to it by telling the truth. A year ago we propounded a policy and we have acted accordingly. People said to us "Take care: the country will not understand." But the old peasant instinct of the French people has shown that it was sound. The country has understood. This lesson also should not be overlooked.

A year has passed. To-day it is no longer a question of the Father Christmas State. For with the advent of war the State has assumed quite another aspect. It is a kind of ogre, a Moloch State, which has hurled itself upon private wealth, and which has fastened with its tentacles on the plough teams in the field, the wagons in the farmyards, the hay in the barns, and the bales of wool and cotton in the factories, saying: "It is war; this is mine." Moreover, it has not only seized wealth, but also the means of its production. Even men, indeed men first of all, have been taken by it. And that is not all. Having failed to find on the national soil all that is necessary in order to satisfy its monstrous needs, it has begun buying abroad, delivering the country's gold in order to obtain the raw materials, machine tools and aeroplanes which it needs.

The economic and financial problem of the war is to make the country capable of supporting and feeding this Moloch State. For if last year the Father Christmas State was wrong, this time—in principle at least—the Moloch State is right.

This is the problem which I wish to discuss before you. I have reviewed before the Chamber the details of the methods which we have employed and will employ in the sphere of prices, in the sphere of international exchange, and in the sphere of credit.

This evening before the Senate I should like to summarise my views and go straight to the root of the problem. That is, how should we really approach the problem of financing the war? The truth is that there are two problems. The first consists in finding the necessary francs for internal purchases; the second consists in finding the francs necessary for purchases abroad.

First of all, how are we to find the francs? Finance, as you know, depends on economics. What is the economic situation of the country? On the one hand, an enormous consumption, and, on the other, a diminished production. An enormous consumption? But the wisdom of nations teaches us that "everything must be paid for."

As someone said to me the other day: "When a corporal throws a warning grenade by mistake and thereby sets off a barrage of 75's that costs you hundreds of thousands of francs, you think that is normal. On the other hand, when you are asked for the useful expenditure of a few tens of thousands of francs you turn it down resolutely. Is that reasonable?" Yes, gentlemen, it is reasonable just because everything must be paid for. Do not doubt it, all the wealth which goes up in smoke in that salvo of 75's will be paid for sooner or later by the work or by the hardships of Frenchmen. For "the Frenchman will pay," let us never forget that. And so it is our sacred duty that the bill we have to pay, which will be crushing, should at least not be swollen by wastage.

The spirit of economy must prevail among those who frame the laws and among those who apply them. Every trustee, military or civil, of the smallest part of public authority, must say to himself every morning on waking up: "I shall be committing a crime against my country to-day if out of carelessness or cowardice I close my eyes to any unnecessary expenditure; or rather, what is graver still, if I harm the economic life of the nation either by immobilising labour to no purpose or by hindering productive activity by my own delay in dealing with a file, or even by covering a superfluous quantity of paper. I shall be guilty of a misdemeanour if I overlook a commandeered lorry or horse which was so precious where it came from and which is so useless where it is. I shall not be doing my duty if I fail to grant any reasonable request."

For economic life, Gentlemen, is gravely affected by war. In this respect M. Abel Gardey will allow me to say that I do not quite share the optimism which he showed in his report when, in speaking of the necessity of adapting the country to a state of war, he said: "From the economic point of view one may say that this adaptation, as far as present needs are concerned, is practically complete." The fact is, Gentlemen, that to judge by the complaints of industrialists and business men one would be rather inclined to believe that in spite of praiseworthy efforts, much remains still to be done. We have to create an entirely new attitude of mind. We may say that it is in process of being born.

Archivo Histórico Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto Argentina

But to come back to economies, the public authorities should give the example. Thus, in the war against waste, it is not only the individual officials, but also the departments which should set an example. In view of the precedent of 1914, I might have had recourse to the monthly provisional vote on account. I did not want to, because I considered that in time of war, perhaps even more than in time of peace, Parliament should exert its control, and that this control is not a hindrance but an asset to the Government. We are at war. I am submitting to you a budget of 80 milliards, double what you voted four years ago. And it is a balanced budget.

As you know, it only includes the expenditure of the civil departments, the expenditure of the service departments being covered by loan. It is in order to set a limit to expenditure that I have held myself bound to cover all the expenditure of the civil departments by taxation, even when it has been a question of expenditure due to the war. Thus 20 milliards of civil expenditure—including expenditure on major public works—have been included in the budget. And at the same time I have given to the subscriber to armament bonds the assurance that all the money he subscribes will go to our soldiers and towards their equipment.

Similarly, in the future every increase in civil expenditure will have to be raised from the taxpayer. Every increase in military expenditure will be raised by loan. I ask the Senate to give formal approval to this rule by its vote, for the Senate will control our budgetary policy for the whole duration of the war.

Many of you, Gentlemen, taking a lofty view of the public interest, have asked me to increase civil expenditure, for example, by raising the family allowances of mobilised men; while others have asked me to bring the new family code into operation in the middle of the war. It is not without hesitation that I have taken these decisions, because, in view of the rule which I have just put forward, agreement on new expenditure involves the adoption of a new tax. And so I have had to consent to an increase in the tax on petrol in order to bring the family code into operation. I did so because I know the value attached to it by our rural population, from whom we are asking so much to-day Besides, Gentlemen, the fall in the French birth-rate costs us a war every generation. Now what is the cause of this fall in the birth-rate? It is the desire to escape the burden of a large family. But the burden of periodic wars is much heavier than that of the large family which it is desired to avoid.

To sum up, Gentlemen, our policy is to restrict as far as possible all expenditure which is not strictly essential for the conduct of the war. That is a financial and moral necessity. But it is clear that even if no waste were tolerated, even if no leakage and no abuses were allowed to exist, there would still remain an enormous gap between expenditure and receipts in time of war.

The essential financial problem therefore is—since "everything must be paid for," how are we going to pay? We hear figures of 100, 200, 300 milliards of annual expenditure quoted without

any distinction between internal and external expenditure. Now I am full of admiration, Gentlemen, for the well-informed people who are able to foresee precisely the cost of a year of war. But if the war is long it is quite certain that we shall have to count in hundreds of milliards. Whom are we going to ask for them? Let us leave on one side all arbitrary prophecies and technical verbosity. Let us look at the facts and draw conclusions dictated by plain common sense. The fateful law from which we cannot escape is that when the State destroys the accumulation of wealth, the country is condemned in one way or another not only to increased effort but also to an appreciably diminished consumption. Overwork and privation, that is the law of war. The only question is how we are to meet this emergency, *i.e.*, in what form the inevitable sacrifices will be asked of the country. For there are several solutions. The first solution is a policy of drift. Let us suppose that we ask the Bank of France for these hundreds of milliards which we need, that we are content to live on inflation, and that we allow bank-notes to increase and multiply.

This way of financing a war, like all ways of financing a war, ends in inflicting on the country a severe reduction in its standard of living. And how does this happen? Through a sharp rise of all prices, and a chaotic increase in the cost of living. That is one method, Gentlemen, but it is the most unjust method, and the one which inflicts the most unequal sacrifices. Against a rise in the price of bread, there is no remedy. The rise in price is therefore much harder for the poor than for the rich, for the father of a family than for the bachelor. It is ruinous for those social classes which are already most sorely tried, business employees, civil servants and that part of the middle class which lives on a fixed income, all that *élite* of the middle class which is the very backbone of France. To raise the price of a cutlet to 500 fr. would be to deal a formidable blow to the social structure of the country. There have already been democracies which have perished for that reason.

That is why, Gentlemen, when I am told: "Take care; do not crush the country by excessive taxes; make sure that the burden of taxation is justly distributed," I answer: "Agreed, but what are taxes in comparison with the burden which would result for some of us through a vertical rise in the cost of living?" Shall I give you examples? We may find them in the recent past. In 1936 our monetary issue was inflated by 20 milliard francs; the rise in retail prices shown by the index of thirty-four articles in Paris was one of 25 per cent. In 1937 there was a fresh inflation of 20 milliard francs (but in this case the francs were already worth less than those of the year before). The rise in retail prices was one of 22 per cent. In 1938 there was yet another inflation of 20 milliards (in this case the francs were worth still less than the year before). The rise in prices was one of 10 per cent. In 1939, instead of 20 milliards of inflation, 20 milliards of taxes. The rise in prices from January to November was one of only 1 per cent.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Which policy was the most humane, the most just, the most favourable to what one used to call the lowest social class? In fighting against the rise in prices we have worked for the lowest classes of society. And to-day, again, our whole policy is designed to avoid inflation. It now, however, remains to fill the enormous gap between public receipts and public expenditure. How are we going to do that? I have said that privations and overwork are the law of warfare to-day just as in the days of the 100 Years' War. There are voluntary privations and enforced privations. Voluntary privations are assumed by those who save. He who saves abstains from using up all his profits in order to subscribe to armament bonds. The old French tradition of thrift is still as powerful as ever. We intend to encourage and enlarge it by appealing to the sense of duty and to self-interest, for in time of war, even more than in time of peace, the self-interest of the thrifty coincides with the safety of the State.

If for the duration of the war every Frenchman spent all that he earned, if no Frenchman subscribed to armament bonds, it is evident that the war would be lost. Frenchmen have understood that. The subscriptions to armament bonds and the repatriation of foreign securities can have no other meaning. The "voluntary mobilisation of wealth" which followed immediately on general mobilisation was effected with magnificent enthusiasm. A Government never makes a mistake by trusting France.

Our duty of to-morrow will also be understood. This duty is to save still more and to subscribe still more. Making savings, offering those savings to the State, doing without everyday enjoyments, denying ourselves what is unnecessary in order to strengthen France, shortening the war by subscribing, all that is the same as working for ourselves and is also safeguarding our own property. Such subscribing to armament bonds with the milliards which the State puts into circulation, instead of using them for consumption, means meeting the burdens of the State with the savings of the country. That means an increased indebtedness of the country, whose burdens after the war will only be supportable—I tell you this right away—if they are compensated by a sweeping reduction in our military expenditure as the result of victory.

But will voluntary saving suffice? Is it not always the case that some part of the milliards is spent, thus causing a rise in prices? That is a risk and a grave risk. We have not failed to recognise it. It was necessary to diminish the purchasing power of the population. We have systematically diminished their incomes by the fiscal measures of which I have told you. "But," you will ask me, "What of the economic activity of the country? You are putting a check on consumption. Very well, but in suppressing the producers' customers will you not dry up production? Economic life must go on." That is not so, Gentlemen, because production in time of war is not the same as production in time of peace. In time of war all the energies of the nation must be directed towards a single aim—supplying the nation and the army. This upheaval leads to those subterranean

migrations which we are witnessing to-day of workmen taken from their employment, and women torn from their homes, for aircraft and armament factories.

Sometimes I see in the shop windows those red, white, and blue notices headed "Buy!" and repeating a phrase which I uttered nine months ago. But since then, Gentlemen, a new element of great importance has made its appearance, namely, the war. The advice to buy should to-day be addressed to foreigners so as to bring about a revival of tourist traffic; for in time of war for a Frenchman any unnecessary expenditure is a crime against the country. In this respect, however, there are venial sins and mortal sins against the national economy. He who drinks more wine than he need commits a venial sin, because he would do better to subscribe to an armament bond. He who buys a motor car for pleasure commits a double crime, firstly, because with this superfluous money he ought to subscribe to armament bonds, and, secondly, because he is thereby using skilled labour which in the interests of the country should be working on the production of tanks, let alone the question of steel, a precious commodity of which there will be a shortage for the manufacture of arms. Whereas a mortal sin would be to buy a foreign car, for that would mean the export of gold. And I hasten to say that my own Administration would oppose it, and wisely so, by means of the control of exchange.

We now come to the second problem—how to find foreign exchange for purchases abroad, which, as you know, are enormous. Where can we find this exchange?

The first way is to work for others by exporting a great deal and to receive the least possible from abroad by importing little. You will remember, Gentlemen, the very clear explanation which M. le Président Milan gave to the public, in which he revealed to many of us that State Monopoly tobacco should be used sparingly because it is a mixture of French tobacco and foreign tobacco, paid for in gold.

The second way is to pay out gold from the Bank of France: but this gold is national property which, once it is spent, will be lost for ever. Certainly, we shall spend some of it during the war, but the problem is to spend as little as possible. If we look about the world, what do we see? It is now, for our purpose, divided into two zones, that in which we cannot buy except by handing over a part of our gold reserve, and the immense zone in which we can buy with pounds sterling. This last zone has been opened to us now without restrictions and without the need for remittances of gold, by the agreement concluded on the 4th December last between the Chancellor of the Exchequer and myself. This agreement deals, of course, with a reciprocal arrangement which forms part of a general plan of monetary and economic solidarity between the two countries. That is the essential purpose of this agreement as to which German propaganda has shown a justifiable alarm. We have been accused, not without contradiction, as you may see for yourselves, of having gone

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

to London crying poverty and of having saved the English currency with the gold of the Bank of France.

I was surprised, I may add, to observe that it was found necessary to raise a question here in France about the interpretation of the communiqué issued by the two Treasuries on the subject of the sharing by the two countries of common expenditure on a ratio of three for England and two for France. The communiqué is perfectly clear: "Lastly the two Governments will share expenditure incurred in the common cause, including financial assistance to third Powers and the expenditure of the armies of their Polish ally. The contribution of the two countries will be fixed upon a basis which will take into account the national wealth of each country. It has been agreed that the French contribution should be in the proportion of two to three in relation to the British contribution." Could anything be simpler or clearer? I had, moreover, explained to the Chamber what was meant by common expenditure.

Yet some have asked if this clause applied to all war expenditure. I reply that this would neither be possible nor desirable, for everyone knows that the standard of living of the two countries is very different, and that, in particular, wages, allowances and pensions cannot be compared. Others believed that it would only be a question of a very few cases and even of hypothetical cases only. They declared that this sharing would be carried out only when the two Governments thought fit.

The truth is, if the point must be stressed, that the sharing will apply to important expenditure already in progress, like that of the Polish army which alone exceeds 3½ milliards a year. Moreover, a fortnight after its signature this agreement found a new sphere of operation in the necessary intervention of the Allies in favour of Finland.

In fact, the essential part of the agreement is not the allocation of liabilities. It is the financial and economic partnership for which it provides. The agreement thereby prepares the reconstruction of Europe. American opinion made no mistake as to its meaning in that respect—no more will the Senate.

What will this post-war period be for which this agreement prepares? Is it too soon to think of it? Many Frenchmen are asking what France will be like after the war. They are wondering whether the country will be completely transformed and whether the State will absorb everything. No doubt the State will, at the conclusion of hostilities, play a principal part in changing over French economy on to a peace footing and in linking it with the economies of neighbouring countries. We must maintain in the period after the war the co-operation of capital and labour which will have given us the victory.

But does that mean that in France an all-powerful totalitarian State will arbitrarily fix prices and salaries, that it alone will be entitled to conduct production, to control capital, to command profits, and to cover losses? That would be a despairing view if it were true. First of all, because the first months of war have given us a full taste of an authoritarian régime (on the subject of which everyone is agreed) and, above all, because any State which at the conclusion of hostilities controlled all the wealth of the country and was able to regulate all its activities would thereby have power to oppress freedom of conscience and to suppress those fundamental liberties which make life worth living. Why then fight at all?

It is our duty to ensure that that shall not happen. It is our duty to do nothing from now on which may hinder that liberty, which will be our true victory, from flowering afresh after military victory is won.

Control of the exchange? Control of prices? Control of wages? Events have forced us to these steps, but who is satisfied by this régime? Which of the employers, which of the workers? We have limited the control as far as possible. We have allowed the leaven of private interest to act in every possible case. We have allowed it to act in the case of the workmen in rejecting the system of communal feeding for everyone. Without allowing scandalous profits, we have rejected a régime without rights or responsibilities, and without profit or loss for the employer. We have thus secured the possibility of survival for this régime of liberty, which is a heritage that we share with the great democracies whose friendship and fellowship with us are of such value to us in the world of to-day. In the war régime which we have set up it is not the fear of the State, it is not the fear of a party, it is not the fascination of one man, which is the motive power.

It is our free wills in the service of the nation which will make the strength of France. Some seem to believe that since victory is assured they can patiently await the end of the war; but it is not patience which you need but enthusiasm. It is not a question of enduring the war, but of winning it.

To those who say that time is on our side I reply: "Time is a neutral who will be on the side of the strongest." It is up to us to bring it over to our side.

The enemy whose divisions are massing on our frontier, whose aeroplanes are an hour's distance from here, seeks to hide the danger from us in order to disarm our wills. We are superior in resources for the conduct of the war, but what the democracies have lacked for the last twenty years in order to win peace is not the material means but clear-mindedness and audacity.

Here we are at war. Is our will to be stronger than that of the enemy? Will the union of our people be more complete? If so, then, whatever form the war takes, we will conquer.

That is what the Senate will signify by its unanimous vote.

108:2 Wt. —— 5M 1/40 F.O.P. 20660 Gp. 340

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

D.A.P.

63

La Subsecretaría de Relaciones Exteriores saluda atentamente a la Embajada de la República en Londres, al acusar recibo de la publicación oficial de ese Gobierno, "France nº 1", que contiene el texto traducido de los discursos pronunciados por el Presidente del Consejo de Ministros y por el Ministro de Hacienda del Gobierno francés - publicación remitida con la nota verbal nº 16 de fecha 6 del mes ppdo.

Buenos Aires, Marzo 12 de 1940.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO
12 MAR 1940
DIVISION DE ASUNTOS POLITICOS

A LA EMBAJADA DE LA REPUBLICA ARGENTINA EN LONDRES.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

MESA DE ENTRADAS Y EXPEDICIONES
A
DIVISION ASUNTOS POLITICOS

Guerra 5

EMBAJADA
DE LA
REPUBLICA ARGENTINA

, en Berlín, Febrero 12 de 1940.

CON ANEXO

No. 106

MESA DE ENTRADAS
Y EXPEDICIONES
8 MAR. 1940
MINISTERIO DE RELACIONES
EXTERIORES Y CULTO

Señor Ministro:

Tengo el honor de dirigirme a V.E., para hacer llegar a ese Ministerio un ejemplar del folleto titulado "Observaciones al libro amarillo francés", preparado con ulteriores propósitos polémicos; aun cuando se le destina a una circulación restringida, como deferencia y a título confidencial, ha sido entregado a esta embajada por el propio Ministerio de Negocios Extranjeros. En la primera parte se analiza "la tendencia básica de la política francesa, segun resulta del libro amarillo"; en la segunda se procura confirmar y robustecer la tesis alemana sobre la culpabilidad de la guerra y en la tercera se señalan las inexactitudes y lagunas que creese haber descubierto en el libro amarillo del cual, en la oportunidad me ocupé con el debido detenimiento.

Saludo a V.E. con mi más alta y distinguida consideración. Ricardo Olivera

Buenos Aires, 11 de marzo de 1940.-

ANOTADO
CON ANEXO
CONFORME

Acúsese recibo.

MINISTERIO DE
RELACIONES EXTERIORES Y CULTO
21 MAR 1940
DIVISION DE
ASUNTOS POLITICOS

A S.E. el Señor José Maria Cantilo,
Ministro de Relaciones Exteriores y Culto,
BUENOS AIRES.-

Z.

Archivo Histórico Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto Argentina

Anexo a la nota: 106

Nicht zur Veröffentlichung!

Als Manuskript gedruckt

Bemerkungen zum französischen Gelbbuch

Inhaltsübersicht

Seite

Einleitung ... 3

I. Die Grundtendenz der französischen Politik nach dem Gelbbuch ... 4
1. Sterile französische Haltung während der polnischen Krise ... 4
a) Rolle des Botschafters in Berlin, Coulondre ... 4
b) Rolle des Botschafters in Warschau, Noël ... 5
2. Französische Friedensbemühungen nach dem deutsch-russischen Vertragsabschluß 5
3. Das französische Argument: Frankreich muß zu seinen Verpflichtungen stehen 6

II. Bestätigungen der deutschen Kriegsschuldthese im Gelbbuch ... 6
1. Der französische Botschafter in Warschau bestätigt am 15. März die deutschfeindliche Stimmung der Polen ... 6
2. Der französische Geschäftsträger in Berlin bestätigt am 28. März die Wirkung der englischen Einkreisung auf die polnische Unnachgiebigkeit ... 6
3. Der französische Geschäftsträger in Berlin bestätigt am 10. April, daß keine deutschen militärischen Vorbereitungen getroffen wurden ... 6
4. Das Gelbbuch gibt Aufschluß über das polnische Hazardspiel ... 6
a) Polens gelegentliche Zurückhaltung bezweckt nur Zeitgewinn ... 6
b) Polnische Haltung für den Fall eines Anschlusses Danzigs ... 8
c) Polnische Einstellung zur Frage eines Bevölkerungsaustausches ... 8
d) Polnische Reservisteneinberufung nach dem 25. August ... 8
e) Polnische Antwort auf die deutsche Note vom 29. August ... 8
f) Polnische Stellungnahme zu dem Vermittlungsvorschlag Mussolinis ... 9
5. Bestätigung der deutschen Darstellung über den Verlauf der italienischen Vermittlung ... 9

III. Kunstgriffe, Unrichtigkeiten und Lücken im Gelbbuch ... 10
1. Tendenziöse Aufmachung des »Vorwortes« ... 10
2. Mängel der Anlage des Gelbbuches ... 10
3. Wiedergabe von Kolportagen, Gerüchten und falschen Informationen im Gelbbuch 10
4. Tatsächliche Unrichtigkeiten ... 11
a) Das Desinteressement Frankreichs an den Ostfragen nach München ... 11
b) Unrichtige Darstellung der deutschen Haltung in der Frage der internationalen Garantie für die Tschechoslowakei ... 11
c) Unrichtige Darstellung der Entstehung und des Verlaufs der tschechoslowakischen Märzkrise ... 12
d) Entstellende Berichterstattung des französischen Botschafters in Warschau 13
e) Unrichtige Darstellung der polnischen Rundfunkmeldung vom 31. August abends durch Botschafter Coulondre ... 14
f) Unrichtige Darstellung der Unterredung des Führers mit Sir Nevile Henderson am 28. August durch Botschafter Corbin ... 14
5. Lücken des Gelbbuches ... 15

Anhang: Amtliche Verlautbarung betreffend das Desinteressement Frankreichs an den Ostfragen nach München ... 16

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

In dem französischen Gelbbuch: »Documents diplomatiques 1938-1939« hat der Quai d'Orsay seine ganze Kunst aufgeboten, um den deutschen Kriegs- und den französischen Friedenswillen dokumentarisch zu belegen. Dabei ist freilich auf die formale Gestaltung des Stoffes nicht allzuviel Sorgfalt verwandt worden: Denn das umfangreiche Material (344 Dokumente) ist chronologisch aneinandergereiht, ohne daß auch nur der Versuch einer systematischen Gliederung gemacht wäre; der Gebrauch wird ferner durch das Fehlen von Verweisen wesentlich erschwert. Aber auch inhaltlich vermag das Gelbbuch bei gründlicher Betrachtung nicht zu überzeugen. Um der negativen Tendenz der Publikation — der Diffamierung des Neuen Deutschland und seiner Führung — zu genügen, haben sich die Autoren allzu durchsichtiger Mittel — wie etwa der Wiedergabe von Kolportagen, falschen Informationen, der Vornahme das Geschichtsbild fälschender Auslassungen u. dgl. — bedient, um den unterrichteten Leser für sich einnehmen zu können. Aber auch ihr positives Ziel dürfte nicht erreicht sein. Denn das Bild, das die Lektüre des Gelbbuches von der französischen Außenpolitik vermittelt, ist wenig erfreulich. Insbesondere tritt die unfruchtbare Haltung des Quai d'Orsay angesichts der tschechischen wie der polnischen Krise deutlich hervor. Namentlich die Berichte aus Berlin und Warschau und die darauf ergehenden Weisungen des französischen Außenministers lassen erkennen, daß die französische Regierung unter dem unheilvollen Einfluß der Herren Coulondre und Noël, ohne den geringsten Versuch zu einer sachlichen Lösung der Probleme zu machen, der englischen Einkreisungspolitik mit vollen Segeln folgte. Das Wort einer amerikanischen Journalistin aus dem Frühjahr 1939: »It is no news that the Quay d'Orsay has become a branch office of Downing street« (Mrs. Mc Cormick in New York Times v. 9. 4. 1939) findet damit erneut — und authentische — Bestätigung. Auch die schwächlichen französischen Bemühungen, die in der Schlußphase der Krise einsetzten, vermögen diesen Eindruck der sterilen und englandhörigen französischen Einstellung nicht abzuschwächen, zumal sie allzu deutlich unter der Schockwirkung der deutsch-russischen Annäherung erfolgten.

Wenn das Gelbbuch im folgenden im einzelnen analysiert werden soll, so geschieht das auf Grund folgenden Gedankenganges: Zunächst erfolgt eine Betrachtung der Grundtendenzen der französischen Außenpolitik, wie sie sich auf Grund des Gelbbuchs ergeben. Sodann sind die im Gelbbuch enthaltenen ungewollten Bestätigungen der deutschen Kriegsschuldthese zusammengestellt. Schließlich wird versucht, den tendenziösen Charakter des Gelbbuches durch eine Aufzeigung der in ihm verwandten Kunstgriffe und der darin enthaltenen tatsächlichen Entstellungen und Lücken deutlich zu machen.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Es braucht kaum bemerkt zu werden, daß die nachfolgenden Ausführungen keine erschöpfende Textkritik des französischen Propagandawerkes darstellen wollen.

I.

1. Das Gelbbuch gewährt, in manchmal geradezu überraschender Weise, einen Blick auf das wahre Bild, das die französische Politik in den Monaten vor Kriegsausbruch bietet. Hierbei tritt insbesondere die unheilvolle Rolle, welche die Bürokratie des Quai d'Orsay bei der Entstehung des Krieges gespielt hat, auffallend in Erscheinung. Es wird nunmehr deutlich, daß sich die französische Berufsdiplomatie unter ihrem Meister, dem Generalsekretär des Quai d'Orsay, Herrn Léger, durch den Versuch einer deutsch-französischen Annäherung zu Ende des Jahres 1938 an die Wand gedrückt sah und daher die erste Gelegenheit benutzte, um das neu begonnene Werk zu sabotieren und zu der ihr vertrauten französischen Sicherheits- und Allianzpolitik zurückzukehren. Sowohl der Botschafter in Berlin, Coulondre, wie der Botschafter in Warschau, Noël, kennzeichnen sich als ausgesprochene Vertreter dieses phantasielosen alten Kurses.

a) Schon bald nach Antritt seines Berliner Postens führt sich Herr Coulondre dadurch ein, daß er, am 15. Dezember 1938, phantastische Behauptungen über deutsche Pläne aufstellt, die u. a. die Unterwerfung Ungarns und die Schaffung einer Groß-Ukraine unter deutscher Führung zum Ziel haben sollen (Dokument Nr. 33). Eine besonders unheilvolle Rolle spielt sodann Herr Coulondre während der tschechoslowakischen Krise. Seine Berichterstattung gibt nicht nur ein völlig unrichtiges Bild über den tatsächlichen Verlauf der Ereignisse, sondern macht auch nicht den geringsten Versuch, zu einem Verständnis des deutschen Standpunkts vorzudringen. Es ist in ihr vielmehr deutlich die Erleichterung zu spüren, daß Frankreich nunmehr zu der alten Linie seiner Politik zurückkehren könne, — Gefühle, denen Herr Coulondre in kriegshetzerischen Tiraden freien Lauf läßt, in denen auch davon die Rede ist, das neue Deutschland breche nun zur Eroberung Europas auf (vgl. Dokument Nr. 73). Zugleich greift Herr Coulondre sofort auf das alte Gedankengut der französischen Außenpolitik zurück. So führt er z. B. schon am 19. März aus, daß man im Osten eine Barriere errichten müsse, die, wenigstens in gewissen Grenzen, den deutschen Druck aufhalten könne. Dabei müsse man sich die Unruhe der Hauptstädte Mitteleuropas und vor allem Warschaus zunutze machen (Dokument Nr. 80).

Auf diese Berichterstattung Coulondres dürfte es mit zurückzuführen sein, wenn sich die französische Regierung in der tschechischen Krise zunächst noch scharfmacherischer als die englische gebärdete, wie das insbesondere in einem Telegramm Bonnets nach London vom 16. März (Dokument Nr. 72) zum Ausdruck kommt, durch das bei der englischen Regierung die dann in der Tat erfolgte gemeinsame Demarche in Berlin angeregt wurde.

Auch während des Verlaufs der polnischen Krise bleibt Herr Coulondre seiner Rolle als Scharfmacher treu: So spricht er am 22. Juni (Dokument Nr. 143) die Überzeugung aus, daß es heute mehr denn je darauf ankomme, »de s'abstenir de toute initiative, de toute attitude qui puisse être interprétée ici comme un mollissement de la volonté des Alliés d'opposer la force à la force.« So tritt er am 27. Juni für eine Klarstellung der französisch-englischen Haltung in dem Sinne ein, daß jede «action de force», die sich im Innern Danzigs gegen das Statut der Freien Stadt richte, automatisch den Beistand Frankreichs und Großbritanniens zur Folge haben müsse, (Dokument Nr. 145) eine Anregung, der sogleich durch Außenminister Bonnet in einem Telegramm nach London entsprochen wird (Dokument Nr. 147). Im gleichen Sinne liegt es, wenn Herr Coulondre am 11. Juni (Dokument Nr. 161) zum Ausdruck bringt

> »que toute pression sur Varsovie pour l'amener à céder aux exigences allemandes ne pourrait conduire qu'aux pires catastrophes, et qu'il appartient à la Pologne, libre de ses mouvements et sûre de l'appui franco-britannique, de déterminer la limite jusqu'à laquelle elle peut aller dans la voie d'une entente amiable, sans compromettre ses intérêts vitaux.«

b) Die Haltung des Warschauer Botschafters deckt sich völlig mit der seines Berliner Kollegen. Die Art seiner Berichterstattung wird weiter unten (vgl. III 4 d) gekennzeichnet werden. Noëls vordringliche Sorge ist es, Polen an der Seite Frankreichs zu finden, »lorsqu l'heure du péril sonnera«, weshalb alles darauf ankomme, Polen an dem französischen Beistand nicht den geringsten Zweifel zu lassen (Bericht vom 29. April, Dokument Nr. 112). Wie wenig Herr Noël an einer Entspannung interessiert ist, zeigt sich auch darin, daß er sogar über den angeblich versöhnlichen Ton eines Schreibens des polnischen Kommissars Chodacki beunruhigt ist (Bericht vom 31. Mai, Dokument Nr. 131). In der gleichen Linie liegt es, wenn er am 8. August 1939 feststellt:

> »La marge des concessions que la Pologne est susceptible de faire encore dans un souci de temporisation est devenue toutefois tellement restreinte qu'une imprudence risquerait d'entraîner désormais les plus graves conséquences«,

um hieraus den einzigen Schluß zu ziehen, daß man sich über diese schwerwiegenden Folgerungen in Berlin klarwerden müsse! (Dokument Nr. 187.)

Die französischen Botschafter in Berlin und Warschau tragen somit offenbar ein gut Teil Schuld daran, wenn sich die französische Politik in ihrer Haltung zur polnischen Frage während des ganzen Sommers 1939 völlig steril gezeigt hat und auch nicht den leisesten Versuch unternahm, eine sachliche Lösung der offenen deutsch-polnischen Probleme anzuregen oder zu fördern.

2. Eine gewisse Änderung in dieser französischen Haltung tritt erst unter dem Eindruck des deutsch-russischen Vertragsabschlusses ein. Nunmehr bemüht sich der französische Außenminister auf einmal, im Gegensatz zu seiner vorherigen Haltung, die polnische Regierung »dans les conditions nouvelles résultant de la

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

conclusion du pacte germano-soviétique« zu der Zusicherung zu veranlassen, daß sie auch für den Fall, daß der Danziger Senat den Anschluß ans Reich verkünden sollte, hierauf nicht militärisch reagieren werde (Dokumente Nr. 218, 222). Erst jetzt wird auch von französischer Seite ein erster positiver Versuch zur Lösung des Minderheiten-Problems unternommen, indem ein deutsch-polnischer Bevölkerungsaustausch angeregt wird (vgl. Dokumente Nr. 246, 249, 252, 258).

Es liegt auf der gleichen Linie, wenn man sich auf französischer Seite am 31. August dafür einsetzt, die polnische Regierung solle sich sofort zu unmittelbaren Verhandlungen mit dem Reich bereiterklären (vgl. Dokumente Nr. 315 und die Telefonate auf Seite 355) und schließlich noch nach Ausbruch der deutsch-polnischen Feindseligkeiten den Konferenzvorschlag Mussolinis befürwortet (vgl. hierzu näheres unter II 5).

Alle diese französischen Bemühungen, die erst in letzter Minute einsetzten und ohne Nachdruck betrieben wurden, lassen sich jedoch schwerlich als überzeugender Beweis des französischen Friedenswillens werten, zumal sie offensichtlich in dem Alpdruck des deutsch-russischen Vertragsabschlusses ihre eigentliche Ursache haben.

3. Zur Rechtfertigung der französischen Haltung in der polnischen Frage ist in den Dokumenten des Gelbbuchs ferner des öfteren davon die Rede, daß es Frankreichs Ehre erfordere, die von ihm eingegangenen Verpflichtungen einzuhalten (vgl. z. B. das Schreiben Bonnets an den Reichsaußenminister Dokument Nr. 168 und das Schreiben Daladiers an den Führer, Dokument Nr. 263). Aber auch dieses Argument ist ohne Überzeugungskraft, denn die Schuld der französischen Regierung wird dadurch nicht geringer, daß sie Unterschriften leistete, die notwendig einmal fatale Auswirkungen haben mußten. Dies gilt um so mehr, als Frankreich noch im April 1939, also während der deutsch-polnischen Spannung, seine Polen gegenüber bestehenden Verpflichtungen verstärkte (vgl. Dokument Nr. 99) und sich trotzdem nicht im geringsten bemühte, den Bundesgenossen rechtzeitig zu einer einsichtigen Haltung zu bestimmen.

II.

Tritt dieser Art die verhängnisvolle Richtung der französischen Politik vornehmlich in den letzten Monaten vor Kriegsausbruch deutlich in Erscheinung, so ergibt sich aus dem Gelbbuch auch — ebenso wie schon aus dem englischen Blaubuch — mehrfach eine — wohl ungewollte — Bestätigung der deutschen Darstellung der Kriegsvorgeschichte. Insbesondere sind in dieser Hinsicht folgende Punkte hervorzuheben:

1. In einem Bericht des französischen Botschafters in Warschau vom 16. März (Dokument Nr. 75) findet sich die von der gegnerischen Propaganda sonst bestrittene Feststellung, keinem Beobachter entgehe die Tatsache, daß die Polen aller

Klassen und der verschiedensten Schichten feindselige Gefühle gegen Deutschland hegten. Hierher gehört auch, daß dem französischen Botschafter, während er im allgemeinen zur Lage der deutschen Volksgruppe in Polen nur Unrichtiges und Oberflächliches zu sagen weiß (vgl. unter III 4 d), am Ende seines langen Berichtes vom 3. Mai (Nr. 117) über die Minderheitenklärung das Geständnis entschlüpft:

> «que les difficultés de voisinage ont été en quelque sorte la règle dans les rapports germano-polonais. Les périodes de calme figurent l'exception.»

2. In einem Bericht des französischen Geschäftsträgers in Berlin vom 28. März 1939 (Dokument Nr. 85) findet sich folgende, die deutsch-polnischen Verhandlungen über die Danzig- und Korridorfrage betreffende Bemerkung:

> «La note pessimiste quant à l'issue de cette négociation est donnée par les milieux polonais de Berlin qui, après avoir laissé entendre qu'une solution sur ces bases ne soulèverait aucune difficulté, semblent maintenant se raidir, envisager le pire et prendre leurs dispositions en conséquence.»

Diese Feststellung, die zwei Tage nach Erteilung der polnischen Ablehnung vom 26. März und drei Tage vor der Bekanntgabe der englischen Garantie getroffen wurde, ist ein erneuter Beleg dafür, daß man auf polnischer Seite zunächst zu einer Verständigung auf der Basis der bekannten deutschen Vorschläge geneigt war und erst unter der Einwirkung der englischen Einkreisungsbestrebungen eine unnachgiebige Haltung einnahm.

3. In einem Bericht des französischen Geschäftsträgers in Berlin vom 11. April 1939 (Dokument Nr. 97) heißt es:

> «Jusqu'ici, on n'a pas constaté de mesures militaires importantes, qui permettent de conclure à une opération imminente contre la Pologne. Les vérifications auxquelles il a été procédé durant les fêtes de Pâques ont montré qu'il n'y avait encore, jusqu'uà hier, 10. avril, aucune concentration de troupes ni en Silésie, ni face à la Posnanie, ni en Poméranie.»

Damit wird auch von französischer Seite bestätigt, daß für Polen Ende März keinerlei Anlaß vorhanden war, sich durch deutsche militärische Vorbereitungen als bedroht anzusehen, und daß ferner die englischen Blättermeldungen über solche angeblichen deutschen Vorbereitungen, die der Verkündung der englischen Garantie vorausgingen, völlig aus der Luft gegriffen waren.

4. Zahlreiche Dokumente des Gelbbuches geben Aufschluß über das polnische Hazardspiel und lassen deutlich erkennen, daß die polnische Regierung seit Erteilung des englischen Blankoschecks und im besonderen im Schlußstadium der Krise zu keiner wirklichen Verständigung bereit war, sondern es auf den Konflikt ankommen lassen wollte.

Folgendes ist hierfür kennzeichnend:

a) Die im Gelbbuch besonders unterstrichene gelegentliche Zurückhaltung der polnischen Regierung im Frühjahr und Sommer 1939 war nicht etwa durch den

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Wunsch veranlaßt, die kriegerische Auseinandersetzung zu vermeiden, sondern diente ausschließlich dem Bestreben, für die militärische Vorbereitung des Krieges Zeit zu gewinnen. Dies ergibt sich deutlich aus der Berichterstattung des französischen Botschafters in Warschau. Am 29. April schreibt Noël, Polen suche Unvorsichtigkeiten zu vermeiden, da die polnische Regierung und die Führer der Armee »nur zu dringend wünschten, Zeit zu gewinnen, um ihre Verteidigungsvorbereitungen zu verstärken« (Nr. 107); die Leiter der polnischen Politik hofften daher, »daß sich die Ereignisse nicht überstürzten« (Nr. 112). Am 22. Juni stellt Noël fest, daß der polnische Widerstandswille ungebrochen sei; die führenden Männer täten alles nur mögliche, um die militärischen Vorbereitungen fortzusetzen und versäumten deshalb nichts, »um Zeit zu gewinnen und den Konflikt hinauszuschieben, obgleich die meisten von ihnen nicht glaubten, den Konflikt auf die Dauer vermeiden zu können« (Nr. 142). Ähnlich schreibt Noël am 9. Juli, Polen würde alles tun, um die Krise möglichst lange hinauszuschieben (Nr. 159). Schließlich wird am 8. August die angebliche bisherige Zurückhaltung Polens in der Danzig-Frage wiederum mit dem Wunsch »Zeit zu gewinnen« erklärt (Nr. 187).

b) In ihrer Antwort auf die französische Anregung, es im Falle eines Anschlusses Danzigs nicht zu militärischen Maßnahmen kommen zu lassen, erklärte sich die polnische Regierung zwar bereit, grundsätzlich keinen Schritt ohne Konsultation mit den Westmächten zu unternehmen. Sie macht aber hierzu den entscheidenden Vorbehalt, daß sie angesichts ernster Ereignisse, die jeden Verzug als gefährlich erscheinen lassen würden, genötigt sein könne, sofort und ohne vorherige Konsultation zu handeln. (Dokument Nr. 247).

c) Auf die weitere französische Anregung in der Frage eines Bevölkerungsaustausches (vgl. oben I. Ziff. 2) erklärt die polnische Regierung, daß sie keine Initiative ergreifen wolle (Dokument Nr. 258). Botschafter Lipski erhält daher lediglich die Instruktion:

> «à faire des ouvertures indirectes en vue de régler par des échanges de populations la question des minorités,» (vgl. Dokument Nr. 278)

ein Auftrag, den Herr Lipski überdies niemals ausführte.

d) Das Angebot des Führers an England vom 25. August (Weißbuch Dokument Nr. 457) gibt der polnischen Regierung Veranlassung, wie Herr Beck am 28. August dem französischen Botschafter mitteilt, seine militärischen Maßnahmen durch Einberufung neuer Reservistenjahrgänge zu vervollständigen (Dokument Nr. 272).

e) Zu der deutschen Note vom 29. August nimmt die polnische Regierung erst am Mittag des 31. August Stellung, nachdem von französischer Seite in letzter Stunde dringend eine schnelle polnische Antwort erbeten worden ist (vgl. Gelbbuch S. 355 und Dokumente Nr. 307, 311, 315). Das Gelbbuch bestätigt ferner die schon aus dem englischen Blaubuch bekannte Tatsache, daß Herr Beck bei dieser Gelegenheit ausdrücklich feststellte, Botschafter Lipski sei nicht einmal ermächtigt, den Text etwaiger deutscher Vorschläge entgegenzunehmen, sondern

dürfe nur die Modalitäten etwaiger späterer Verhandlungen erörtern; auch müsse er, Beck, es jedenfalls ablehnen, sich persönlich nach Berlin zu begeben (Dokument Nr. 320).

f) Am bezeichnendsten für das polnische Vabanquespiel ist schließlich die Antwort, die Herr Beck dem französischen Botschafter am 1. September erteilt hat, als dieser sich weisungsgemäß nach der polnischen Stellungnahme zu dem italienischen Vermittlungsvorschlag erkundigte. Herr Beck erklärte hierbei einem Berichte Botschafter Noëls zufolge (Dokument Nr. 343) wörtlich:

> «Nous sommes en pleine guerre, comme suite à une agression non provoquée. La question qui se pose n'est pas celle d'une conférence, mais celle de l'action commune qui doit être menée par les Alliés pour y résister. Je n'ai d'ailleurs rien entendu dire, d'aucun côté, du projet italien.«

Herr Noël fügt dem seinerseits hinzu, daß die Atmosphäre für eine gütliche Lösung nicht mehr geeignet sei.

5. Das Gelbbuch erbringt eine völlige Bestätigung der von deutscher Seite über den Verlauf des Mussolinischen Vermittlungsversuches gegebenen Darstellung: Es läßt zunächst ersehen, daß die französische Regierung am 1. September 11.45 Uhr dem Mussolinischen Konferenzvorschlag ohne jeden Vorbehalt zustimmte, obwohl der Beginn der deutsch-polnischen Feindseligkeiten bereits seit 8 Uhr früh Außenminister Bonnet bekannt war (vgl. Dokument Nr. 327 und die telefonische Mitteilung auf Seite 357).

Am 1. September nachmittags erfolgte sodann eine Intervention Bonnets in Warschau, mit der sich dieser für eine ernstliche Berücksichtigung des italienischen Vorschlages einsetzte (vgl. Dokument Nr. 338 und die telefonische Mitteilung von 16.05 Uhr auf Seite 357). In der Nacht vom 1. zum 2. September wurde weiter die bekannte Havasnote veröffentlicht, welche die Annahme des italienischen Vorschlags durch die französische Regierung bekannt gab (Dokument Nr. 347). Noch am 2. September setzte der französische Botschafter in Rom seine Bemühungen zugunsten des italienischen Vorschlages fort (Dokument Nr. 352). Auch ein Telefongespräch zwischen dem Grafen Ciano und Außenminister Bonnet, das am 2. September um 14.15 Uhr stattfand (Seite 358), geht von dem Fortgang der italienischen Initiative aus; Bonnet erwähnt hierbei in keiner Weise als Voraussetzung des italienischen Plans die Zurückziehung der deutschen Truppen. Von dieser Bedingung ist erst in einer Mitteilung von Lord Halifax an Bonnet, die um 17.20 Uhr erfolgte, die Rede (Seite 358). Obwohl sich das Gelbbuch im übrigen über die Einzelheiten der französisch-englischen Fühlungnahme in dieser Frage ausschweigt, geht aus ihm somit eindeutig hervor, daß Frankreich noch bis zum 2. September nachmittags der italienischen Vermittlung stattgeben wollte und daß der Plan Mussolinis erst dann durch die von Englands Seite aufgebrachte Bedingung der Zurücknahme der deutschen Truppen, der sich die französische Regierung schließlich fügte, zu Fall gebracht wurde.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

III.

Das umfangreiche Material des Gelbbuches, das auf den ungeübten Leser den Eindruck macht, als habe der Quai d'Orsay seine gesamten Dossiers in aller Offenheit vor ihm ausgebreitet, ist in Wahrheit aufs Strengste im Hinblick auf die Tendenz dieses Propagandawerkes gesichtet und zurecht gemacht:

1. Die tendenziöse Aufmachung der Publikation tritt bereits in dem »Vorwort« mit der Überschrift «Paroles d'Honneur» unverhohlen zu Tage, das durch eine Anführung von aus dem Zusammenhang gerissenen deutschen Erklärungen den Eindruck zu erwecken sucht, als habe die deutsche Staatsführung durch den Anschluß Österreichs und das Vorgehen gegen die Tschechoslowakei ihr gegebenes Wort gebrochen — eine Propagandawirkung, die nur dadurch ermöglicht wird, daß das Verhalten der österreichischen bzw. der tschechischen Staatsführung welches jene deutschen Erklärungen hinfällig machte (Wortbruch Schuschniggs, tschechische Mobilisierung im Mai 1938 und das anschließende Vorgehen gegen die deutsche Volksgruppe) in keiner Weise erwähnt wird.

2. Die Mängel des Gelbbuches sind ferner schon aus seiner Anlage zu ersehen. Denn es behandelt keineswegs die gesamte Kriegsvorgeschichte, sondern befaßt sich lediglich kurz mit dem Münchner Abkommen (Abschnitt 1) und der Genesis der deutsch-französischen Erklärung vom 6. Dezember (Abschnitt 2), um nach dieser Einleitung die tschechoslowakische Frage und deren Lösung Mitte März 1939 mit allen Mitteln der Sensationshascherei und dem der französischen Sprache zu Gebote stehenden Pathos aufzubauschen (Abschnitt 3). Hieran schließt sich eine von dem sonstigen Geschehen völlig isolierte und überaus tendenziöse Darstellung der deutsch-polnischen Krise an (Abschnitt 4 und 5), die in die Darstellung der Schlußphase einmündet. Schon aus dieser stofflichen Anordnung ist zu ersehen, daß insbesondere die englisch-französische, gegen das Reich gerichtete Einkreisungsaktion, die den Monaten vor Kriegsbeginn ihr entscheidendes Gesicht gab, völlig außer Betracht bleibt — eine mit gutem Grund vorgenommene Auslassung, die den Eindruck einer gegen zwei kleine Staaten gerichtete friedenstörenden Aktion des Reichs hervorrufen soll.

3. Ein weiterer Kunstgriff, der von den Verfassern des Gelbbuches recht häufig angewendet wird, besteht in dem Abdruck von Berichten, die die Wiedergabe von Kolportagen, Gerüchten und Informationen, die sich vielfach später als falsch herausstellen, zum Inhalt haben. Der Abdruck derartiger Berichte in einer abschließenden dokumentarischen Veröffentlichung soll bei dem unvorbereiteten Leser den Eindruck hervorrufen, als handele es sich dabei um eine historisch einwandfreie Darstellung wahrer Geschehnisse. Diese Methode wird insbesondere bei den Berichten der französischen Botschafter in Berlin und Warschau angewandt. Auf diese Weise entsteht insbesondere auf Grund der Berichterstattung Coulondres über die tschechoslowakische Krise, die vorwiegend auf unkontrollierbaren Kolportagen beruht, ein völlig verzerrtes Bild über die Ursachen der deutschen Aktion

vom März 1939. Nicht anders steht es mit dem Eindruck, der von der Entstehung der deutsch-polnischen Krise vermittelt wird. So werden beispielsweise völlig haltlose Gerüchte über Putschabsichten, die Ende März in Danzig bestanden haben sollen, in Berichtsform wiedergegeben. Da ferner der französische Botschafter von polnischer Seite über die deutsch-polnischen Verhandlungen seit Herbst 1938 unzureichend informiert wurde (vgl. Nr. 37, 42 und 43), kann auch in dieser Hinsicht, zumal in Anbetracht der unübersichtlichen Anordnung der Berichte, in dem ununterrichteten Leser der Eindruck entstehen, daß vor Ende März 1939 niemals ernsthafte deutsch-polnische Besprechungen über die Danzig- und Korridorfrage stattfanden.

4. Die im Gelbbuch veröffentlichten Dokumente enthalten im übrigen offenbare Unrichtigkeiten, von denen im folgenden nur die wesentlichsten behandelt werden sollen:

a) In einer Anzahl von Dokumenten (vgl. Nr. 46, Nr. 81, Nr. 149, Nr. 168) wird die Behauptung aufgestellt, daß Frankreich auch nach München niemals die leiseste Andeutung gemacht habe, daß es sich fortan, im Gegensatz zu seiner früheren Allianzpolitik, an den Ostfragen desinteressieren werde. Herr Bonnet hat insbesondere die Behauptung aufgestellt, daß hiervon in der Pariser Unterredung zwischen ihm und dem Reichsaußenminister vom 6. Dezember niemals die Rede gewesen sei, hingegen habe er bei dieser Gelegenheit ausdrückliche Vorbehalte hinsichtlich des polnisch-französischen Bündnisses und des Russen-Abkommens gemacht. Diese völlig abwegige französische Darstellung ist inzwischen durch die im Anhang beigefügte amtliche Verlautbarung an Hand des deutscherseits vorliegenden Materials widerlegt worden.

b) Eine weitere französische Behauptung geht dahin, daß der Reichsaußenminister in der gleichen Pariser Unterredung die Zusicherung gegeben habe, er werde die Frage des Beitritts Deutschlands zu der in Aussicht genommenen internationalen Garantie für die Tschechoslowakai in Erwägung ziehen. Hierdurch soll offenbar der Eindruck erweckt werden, daß Deutschland in der Garantiefrage zunächst ein doppeltes Spiel gespielt und Frankreich nicht reinen Wein eingeschenkt habe.

Aus der — im Anhang wiedergegebenen — deutschen amtlichen Aufzeichnung über das Pariser Gespräch geht jedoch hervor, daß der Reichsaußenminister in keiner Weise eine solche Zusicherung erteilte, sondern im Gegenteil deutlich darauf hinwies, daß Deutschland die Tschechoslowakei als ausgesprochenes Interessengebiet betrachte. Er hat ferner ausgeführt, Deutschland werde auf keinen Fall dulden, daß die Tschechoslowakei wieder in die Fußtapfen des Herrn Benesch zurückfalle. Eine Viermächte-Garantie bedeute seiner Ansicht nach eine gewisse Versuchung für dieses Land, sich doch wieder auf den früheren Bahnen der Benesch-Politik zu bewegen. Die beste und wirksamste Garantie sähe er einzig und allein in der Herstellung eines freundschaftlichen Verhältnisses dieses Landes zu Deutschland. An einer anderen Stelle dieses Gespräches betonte schließlich der

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Reichsaußenminister, daß Deutschland eine französische Garantie der Tschechoslowakei gegenüber als eine Art Einmischung in die deutsche Interessensphäre ansehen müsse; der Gedanke einer solchen Garantie könne daher dem soeben beschrittenen Verständigungswege nicht förderlich sein. Herr Bonnet hat seinerseits zum Ausdruck gebracht, »daß Frankreich eigentlich mehr durch den Zwang der Verhältnisse dazugekommen sei, seinerseits die Übernahme einer Garantie in Aussicht zu nehmen« und damit implicite zugegeben, daß Frankreich auch hieran mehr oder weniger desinteressiert sei.

c) Völlig unrichtigt ist ferner die Darstellung der Entstehung der tschechoslowakischen Krise, die sich aus den Berichten des Botschafters Coulondre ergibt, und die, insbesondere auf Grund vager Informationen, den Anschein zu erwecken sucht, daß Deutschland die Vorgänge in der Slowakei und in der Karpatho-Ukraine nur in Szene gesetzt habe, um eine Rechtfertigung für eine Intervention zu erhalten.

Am verantwortungslosesten verfährt Herr Coulondre bei der Darstellung des Besuches des Staatspräsidenten Hacha in Berlin (vgl. Dokument Nr. 73 Seite 80 f und Dokument Nr. 77). Da das von Herrn Coulondre über diesen Besuch aufgebrachte Greuelmärchen bereits in der Auslandspresse eine rege Verbreitung gefunden hat, erscheint es angezeigt, eine authentische Darstellung über den Verlauf dieses Besuches zu geben.

Staatspräsident Hacha ist nicht, wie von französischer Seite behauptet wird, vom Führer nach Berlin zitiert worden, sondern hat selber durch ein persönliches Schreiben des tschechoslowakischen Außenministers Chvalkovsky an den deutschen Geschäftsträger in Prag vom 14. März 1939 den dringenden Wunsch nach einer Rücksprache mit dem deutschen Staatsoberhaupt aussprechen lassen. Diesem Wunsche wurde deutscherseits stattgegeben. Staatspräsident Hacha und Minister Chvalkovski begaben sich daraufhin sofort nach Berlin, wo sie am späten Abend des 14. März eintrafen. Sie wurden in der Nacht zum 15. März 1.15 Uhr vom Führer in Anwesenheit einer Anzahl führender deutscher Persönlichkeiten empfangen. Staatspräsident Hacha begann die Unterredung, indem er erklärte, was ihn zu der Bitte bewogen habe, vom Führer empfangen zu werden. Er fügte hinzu, er sei überzeugt, daß das Schicksal der Tschechoslowakei in den Händen des Führers liege, und er glaube, daß es in diesen Händen gut aufgehoben sei.

Im Anschluß an diese Ausführungen Hachas nahm der Führer das Wort zu einer längeren Erklärung, in der er im einzelnen die Entwicklung aufzeigte, die zu der gegenwärtigen Krise geführt habe und dem deutschen Entschluß Ausdruck verlieh, ihre sofortige Lösung herbeizuführen. Staatspräsident Hacha und Minister Chvalkovski zogen sich daraufhin zu einer kurzen Beratung zurück und traten sodann mit der Begleitung des Führers in eine Besprechung ein, bei der man sich über die Abfassung der zu treffenden Abmachung schlüssig wurde. Im Anschluß hieran fand nochmals eine abschließende Rücksprache im Arbeitszimmer des Führers statt, die um 2.15 Uhr zu der gemeinsamen Unterzeichnung des Abkommens führte.

d) Völlig entstellend ist weiter die Berichterstattung des französischen Botschafters in Warschau Noël.

Für seine Arbeitsweise ist es zunächst bezeichnend, daß er eine Reihe von Äußerungen des deutschen Botschafters und von Mitgliedern der Deutschen Botschaft kolportiert (vgl. insbesondere Nr. 128, 140, 275, 282), die nachweislich entweder niemals gefallen sind oder durch ein Herausreißen aus dem Zusammenhang einen völlig falschen Sinn erhalten haben. Auf der gleichen Ebene bewegt sich seine Berichterstattung über die Haltung der polnischen Öffentlichkeit in der deutsch-polnischen Krise, die Lage der deutschen Volksgruppe in Polen (vgl. insbesondere Nr. 90, 102, 107, 112, 142, 223, 235, 237, 265) und den Verlauf der Entwicklung in Danzig (vgl. Nr. 126, 129, 133, 160). Hierfür nur einige Beispiele:

In einem Bericht vom 1. April 1939 (Dokument Nr. 90) schildert Herr Noël zunächst die patriotische Begeisterung der Polen, um hinzuzufügen, daß auch die von der Bevölkerung zum Ausdruck gebrachte Zurückhaltung (Le calme montré par la population) einen guten Eindruck mache. Dem gegenüber läßt das deutsche Weißbuch ersehen, daß am 26. März 1939 deutschfeindliche Hetzkundgebungen mit 10 000 Personen in Bromberg sattfanden (Weißbuch Nr. 349), daß am 25. März ein deutscher Kameradschaftsabend gesprengt und die Einrichtung des Versammlungsraums zerstört wurde (Weißbuch Nr. 350), daß am 30. März das Lokal eines Reichsangehörigen überfallen und hierbei ein Volksdeutscher schwer verletzt wurde (Nr. 353), daß in den letzten Tagen des März zahlreiche Mitglieder der deutschen Volksgruppe im Posenschen mißhandelt wurden (Weißbuch Nr. 357) und daß zu der gleichen Zeit ein Boykottaufruf zahlreicher Verbände, der sich gegen den deutschen Handel und das deutsche Handwerk richtete, rege Verbreitung fand (Weißbuch Nr. 358).

In einem Bericht vom 29. April (Nr. 107) stellt Herr Noël fest, die polnische Bevölkerung habe sich entgegen den deutschen Behauptungen bisher sehr ruhig gezeigt, und auch die Maßnahmen der Behörden seien äußerst maßvoll. Demgegenüber berichtete das Deutsche Generalkonsulat in Thorn am 18. April (Weißbuch Nr. 361) über den Fortgang von Entlassungen deutscher Arbeiter, Mißhandlungen von Volksdeutschen, Beschädigungen deutschen Eigentums und Fortsetzung der Boykotthetze. Ebenso berichtete der deutsche Generalkonsul in Kattowitz am 22. April (Weißbuch Nr. 362) von einer »maßlosen Hetze gegen das gesamte hiesige Deutschtum«, und am 24. April (Weißbuch Nr. 363) von zahlreichen tätlichen Angriffen auf Volksdeutsche, u. a. dem Überfall auf das deutsche Volksbundheim Chorzow vom 21. April, bei dem die Mitglieder des deutschen Jugendvereins aufs schwerste mißhandelt wurden.

Schließlich sei auf einen Bericht Noëls, der vom 29. August datiert ist (Dokument Nr. 290), hingewiesen, in dem er u. a. feststellt, daß die deutsche Minderheit an keiner Stelle Polens eine gschlossene Gruppe darstelle und daß es nicht zweifelhaft sei, daß ein großer Teil der deutschen Minderheit nichts Besseres wünsche, als mit den Polen in Frieden zu leben!

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

e) Ein arges Versehen läßt sich Herr Coulondre auch bei der Kommentierung der polnischen Radiomitteilung vom 31. August abends zuschulden kommen. Er behauptet nämlich, daß sich diese nicht auf die deutschen 16 Punkte, sondern auf die vorhergehenden deutschen Vorschläge beziehe. Die Unrichtigkeit dieser Feststellung wird schon daraus erwiesen, daß die polnische Meldung im Eingang von der »heutigen Bekanntmachung des deutschen offiziellen Kommuniqués« sprach, mit welchem bekanntlich die 16 Punkte der Öffentlichkeit unterbreitet wurden, und sodann deren wesentlichen Inhalt resumierte.

f) Eine grobe Fälschung findet sich schließlich in einem Bericht des französischen Botschafters in London vom 29. August (Dokument Nr. 293), wobei freilich offen bleiben muß, ob sie Herrn Corbin oder seinen Informatoren aus dem Foreign Office zur Last zu legen ist.

In dem Bericht wird behauptet, der Führer habe in seiner Unterredung mit Sir Nevile Henderson am Abend des 28. August klar zu verstehen gegeben »après qu'il eut ajouté la Silésie à ses revendications précédentes, que ce qui resterait de la Pologne ne pourrait compter sur un avenir indépendant«. Weiter habe der Führer deutlich gemacht, daß er nur dann mit Polen verhandeln werde, wenn er von vornherein die Gewißheit habe, daß die polnische Regierung alle seine Wünsche annehme.

Es ist demgegenüber nachdrücklichst festzustellen, daß keine dieser dem Führer unterschobenen Äußerungen auch nur dem Sinne nach gefallen sind. Daß es sich dabei um eine völlig unsinnige Unterstellung handelt, geht schon daraus hervor, daß die deutsche schriftliche Antwort vom folgenden Tage (Weißbuch, Dokument Nr. 464) Schlesien mit keinem Worte erwähnt und die ausdrückliche Feststellung enthält, daß die Reichsregierung bei ihren Vorschlägen nie die Absicht gehabt habe, »lebenswichtige Interessen Polens anzugreifen oder die Existenz eines unabhängigen polnischen Staates in Frage zu stellen«.

Es ist ferner darauf hinzuweisen, daß die von Corbin gegebene Darstellung auch von dem im englischen Blaubuch unter Nr. 75 abgedruckten Bericht des Botschafters Henderson ganz wesentlich abweicht. Zwar enthält auch der Bericht Hendersons die unrichtige Feststellung, daß der Führer von Schlesien gesprochen habe, aber nur in dem Sinne, daß er eine Grenzberichtigung (rectification) in Schlesien verlangt habe (vgl. Ziffer 5 d. Ber.). Henderson erwähnt dagegen mit keinem Wort Äußerungen des Führers, die dem restlichen Polen eine unabhängige Zukunft abgesprochen oder die Verhandlungen mit Polen von der vorherigen Annahme der deutschen Bedingungen durch die polnische Regierung abhängig gemacht hätten. Vielmehr stellt er fest, daß der Führer auf seine, Hendersons Frage, ob er zu unmittelbaren Verhandlungen mit den Polen bereit sei, erwidert habe, er könne hierauf erst eine Antwort erteilen, wenn er der Note der britischen Regierung die gebührende Aufmerksamkeit geschenkt habe.

5. Neben offenbaren Unrichtigkeiten enthält das Gelbbuch auch eine Reihe von Lücken, die das geschichtliche Bild völlig verzerren.

So werden z. B. keine Dokumente gebracht, die über die Genesis des deutsch-französischen Beistandsversprechens an Polen vom 31. März 1939 Aufschluß geben. Diese Auslassung soll natürlich verschleiern, daß die am 26. März erfolgte polnische Ablehnung der bekannten deutschen Vorschläge bereits unter dem Einfluß der Garantieverhandlungen erfolgte. Hervorzuheben ist ferner, daß die bereits oben (vgl. III 4d) gekennzeichnete Berichterstattung des Botschafters Noël alles unterdrückt, was auch nur entfernt auf den seit März 1939 gegen das Deutschtum in Polen geführten Vernichtungsfeldzug und auf die, auch von Regierungskreisen geförderte antideutsche Hetze in Polen Bezug hat — Vorgänge, über die das deutsche Weißbuch in seinem vierten Kapitel, Abschnitt A eingehend Aufschluß gibt. In der Darstellung der Schlußphase bedeutet es sodann eine wesentliche Auslassung, daß die entscheidende Tatsache der polnischen Generalmobilisierung am 30. August (vgl. Weißbuch Dokument Nr. 465) überhaupt keine Erwähnung findet. Wenn ferner die letzten deutschen Vorschläge zur Regelung des Danzig-Korridor-Problems und der Minderheitenfrage (16 Punkte), die Botschafter Coulondre am Abend des 31. August übergeben wurden, nur erwähnt (vgl. Dokument Nr. 317, Note) aber nicht abgedruckt werden, so wirft gerade diese Lücke ein besonders bezeichnendes Licht auf den tendenziösen Charakter des Gelbbuches und das Bestreben seiner Autoren, alles zu unterdrücken, was dem französischen Volk Klarheit über die wahre Natur der deutschen Außenpolitik geben könnte.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Anhang

Das französische Gelbbuch versucht durch tendenziöse Auswahl der veröffentlichten Dokumente den Leser über die wahren Zusammenhänge der Vorkriegsgeschichte zu täuschen. Besonders bezeichnend ist die Art, wie in dieser französischen Propagandaschrift die deutsch-französischen Beziehungen seit Oktober 1938 dargestellt werden. Es wird nämlich der Eindruck zu erwecken gesucht, als habe Frankreich auch nach der Münchener Zusammenkunft niemals die leiseste Andeutung darüber gemacht, daß es sich in Zukunft an den Deutschland besonders berührenden Fragen des osteuropäischen Raumes desinteressieren werde. Vielmehr habe Frankreich der Verständigung mit Deutschland und der deutsch-französischen Erklärung vom 6. Dezember nur unter der Voraussetzung der Aufrechterhaltung des französischen Bündnissystems in Osteuropa zugestimmt.

Diese französische Darstellung entspricht in keiner Weise den Tatsachen, wie aus bindenden Erklärungen der verantwortlichen französischen Politiker dokumentarisch nachgewiesen werden kann. In Wahrheit hat Frankreich nach der 4-Mächte-Zusammenkunft von München auch öffentlich eine Neuorientierung seiner Außenpolitik angekündigt. Diese Neuorientierung, für die das Schlagwort «repli impérial» geprägt wurde, sollte bei weitgehender Lockerung des antideutschen Bündnissystems Frankreichs eine Anerkennung der berechtigten deutschen Interessen und Ansprüche in Mittel- und Osteuropa in sich schließen und damit eine wirkliche Verständigung mit dem deutschen Nachbarn ermöglichen. Die französische Politik sollte nicht mehr zwecklosen Kombinationen zur Einschnürung des deutschen Lebensraumes, sondern der Erhaltung und Erschließung des weltumspannenden französischen Kolonialreiches dienstbar gemacht werden.

1. Das neue außenpolitische Programm Frankreichs wurde eindeutig Ende Oktober 1938 auf dem Parteikongreß der Radikalsozialisten, der führenden Regierungspartei, in Marseille festgelegt. Seine Grundzüge waren vor allem in dem vom Parteikongreß gebilligten außenpolitischen Bericht des Senators Berthod niedergelegt, in welchem dieser sich eingehend mit den Folgerungen befaßt, die sich aus der tschechoslowakischen Krise und der Art ihrer Beilegung für die französische Außenpolitik ergeben. Hierbei bezeichnete Senator Berthod das bisherige Paktsystem als kompliziertes Gewebe von Verträgen und Abmachungen, die man zwar mit Geduld aneinandergefügt habe, ohne sie aber ausreichend aufeinander abzustimmen und ohne aus ihnen ein zusammenhängendes Ganzes zu machen. Er zog daraus die Folgerung, jede einzelne französische Verpflichtung dahin zu überprüfen, ob sie lebenswichtigen Interessen Frankreichs entspreche und mit welchen Mitteln sie gegebenenfalls erfüllt werden könne. Das Ergebnis der von ihm angeregten Überprüfung der französischen Bündnisverpflichtungen nahm Senator Berthod vorweg, indem er empfahl, gemäß der englischen Tradition präzise und imperative Verpflichtungen auf diejenigen Punkte

zu beschränken, bei denen lebenswichtige Interessen des Landes auf dem Spiele stehen. Er erklärte hierzu insbesondere — und dies ist der bedeutungsvollste Passus seines Berichts — daß keine Rede von einer Abdankung Frankreichs sein könnte, wenn dem französischen Volk in seiner Eigenschaft als westlicher, seefahrender, afrikanischer und kolonialer Nation die Valorisierung seines herrlichen Imperiums für seine Zukunft wichtiger erschiene als die undankbare Rolle des Gendarmen oder des Bankiers, zu der es sich in seinem Siegesrausch überall dort berufen geglaubt hätte, wohin seine Armeen es geführt hätte.

Der französische Ministerpräsident Daladier hat sich in seiner Rede vor dem Parteikongreß am 27. Oktober das von Senator Berthod entwickelte Programm der Selbstbeschränkung im wesentlichen zu eigen gemacht.

2. Es ist von französischer amtlicher Seite öffentlich zugegeben worden, daß diese neue Politik die Bündnisverpflichtungen Frankreichs in Osteuropa praktisch aufhob. So erklärte das Regierungsblatt «Le Temps» am 28. November 1938 in einem offiziösen Artikel zur ukrainischen Frage im Hinblick auf die französisch-polnischen Beziehungen wörtlich folgendes: «Es ist sicher nicht unnütz zu erwähnen, daß dieser besondere Aspekt der faktischen Lage in Osteuropa in keiner Weise die Sicherheit Westeuropas berühren kann, und daß der Zusammenbruch, der sich in Mitteleuropa ereignet hat — ein Zusammenbruch, an dem die Irrtümer der polnischen Politik einen Teil der Verantwortlichkeit tragen — natürlich zur Folge hat, strikter als bisher das aktive Interesse zu beschränken, das die Westmächte den Krisen entgegenbringen, die sich in jenem Teile Europas etwa ereignen sollten».

3. Auf der Basis dieser neuen Politik Frankreichs ist die deutsch-französische Erklärung vom 6. Dezember 1938 zustande gekommen. Der im französischen Gelbbuch hierzu abgedruckte Runderlaß des damaligen französischen Außenministers, in dem die Ostfragen nur im Vorbeigehen gestreift werden, ist irreführend. Dies wird erkenntlich aus dem nachstehend zum erstenmal veröffentlichten Auszug aus der Aufzeichnung über die deutsch-französischen Besprechungen in Paris, die von dem Begleiter des Reichsaußenministers, Gesandten Schmidt, niedergelegt worden ist.

Auszug aus der Aufzeichnung über die Unterredungen zwischen dem Reichsminister des Äußern von Ribbentrop und dem französischen Außenminister Bonnet am 6. Dezember 1938 in Anwesenheit des Botschafters Grafen Welczeck und des Generalsekretärs am Quai d'Orsay Léger sowie des Gesandten Schmidt.

Der Reichsaußenminister schilderte, von welcher Wichtigkeit und Dynamik sich der Volkstumsgedanke im Falle der Tschechoslowakei gezeigt habe. Deutschland betrachte im übrigen diesen Teil Europas als sein ausgesprochenes Interessengebiet. Der Herr Reichsminister führte dann im einzelnen aus, wie gut es für die zukünftige Überbrückung der Gegensätze zwischen den autoritären Staaten und den Demokratien und insbe-

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

sondere zwischen Deutschland und Frankreich und England sei, wenn man diese Interessensphäre Deutschlands grundsätzlich respektiere. Deutschland mische sich auch nicht in die Interessensphäre z. B. Englands hinein.

Was Frankreich anbeträfe, so seien, wie er, der Reichsaußenminister, dem französischen Botschafter François-Poncet des öfteren in diesem Jahr gesagt habe, die Militärallianzen des Ostens noch ausgesprochene Überbleibsel (Atavismen) des Versailler Vertrags bzw. der Versailler Mentalität. Niemals würde ein starkes Deutschland solche Militärallianzen geduldet haben, nur ein schwaches Deutschland mußte sie hinnehmen. Aber im Augenblick der Wiedererstarkung war es klar, daß diese Art der Einkreisungspolitik als ein unerträglicher Zustand früher oder später, sei es auf dem Verhandlungsweg, sei es anderswie, abgeschüttelt werden mußte. Wenn man in Frankreich diese deutsche Interesssensphäre ein für allemal respektiere, dann glaube er ,der Reichsaußenminister, durchaus an die Möglichkeit eines grundsätzlichen und endgültigen Ausgleichs zwischen Deutschland und Frankreich.

Bonnet erwiderte, daß sich die Verhältnisse seit München ja in dieser Hinsicht grundlegend geändert hätten.

Weiterhin kam das Gespräch auf die der Tschechoslowakei für ihre neuen Grenzen zugesagte Viermächte-Garantie. Auf eine Frage Bonnets, wir wir uns grundsätzlich zu dieser Frage stellten, erwiderte der Reichsaußenminister, daß man deutscherseits zunächst einmal die Entwicklung abzuwarten gedenke, da eine eventuelle deutsche Garantie seinerzeit von der Bedingung abhängig gemacht worden sei, daß die anderen Minderheitenprobleme gelöst wären. Ferner hinge alles davon ab, ob das deutsch-tschechische Verhältnis auf eine völlig neue Basis gestellt werde. Eins aber wolle er schon jetzt betonen: Deutschland werde auf keinen Fall dulden, daß die Tschechoslowakei wieder in die Fußtapfen des Herrn Benesch zurückfalle. Eine Viermächte-Garantie bedeute seiner Einsicht nach eine gewisse Versuchung für dieses Land, sich doch wieder in den früheren Bahnen der Beneschpolitik zu bewegen. Die beste und wirksamste Garantie für die Tschechoslowakei sähe er einzig und allein in der Herstellung eines freundschaftlichen Verhältnisses dieses Landes zu Deutschland.

Während Léger in kürzeren Ausführungen über eine »Neutralisierung« der Tschechoslowakei auf Grund einer internationalen Garantie stärkeres Gewicht auf die Viermächte-Garantie zu legen schien, beschränkte sich Bonnet darauf zu erklären, daß Frankreich eigentlich mehr durch den Zwang der Verhältnisse dazu gekommen sei, seinerseits die Übernahme einer Garantie in Aussicht zu nehmen. Es habe sich am 19. September in London darum gehandelt, die damalige Tschechoslowakei dazu zu bewegen, die sudetendeutschen Gebiete an das Reich abzutreten. Frankreich habe sich

im Hinblick auf die außerordentlich engen Verpflichtungen, die es der Tschechoslowakei gegenüber hatte, die tschechoslowakische Zustimmung zu der Gebietsabtretung durch Inaussichtstellung einer neuen Garantie erkaufen müssen.

Bonnet vertiefte diesen Punkt nicht weiter.

Später am Abend wies der Reichsaußenminister Bonnet nochmals darauf hin, daß Deutschland eine französische Garantie der Tschechoslowakei gegenüber als eine Art Einmischung in unsere Interessensphäre ansehen müsse, und er ließ ihm keinen Zweifel darüber, daß der Gedanke einer solchen Garantie dem Verständigungsweg, den wir soeben beschritten hätten, nicht förderlich sein würde.

Diese Aufzeichnung beweist, daß der Reichsaußenminister Herrn Bonnet deutlich zu verstehen gegeben hat, daß Deutschland die französischen Militärallianzen in Osteuropa als ausgesprochene Überbleibsel des Versailler Vertrags ansah, die ein wiedererstarktes Reich nicht länger hinnehmen konnte. Bonnet hat dies ausdrücklich zur Kenntnis genommen und durch seine Erwiderung, »daß sich die Verhältnisse seit München ja in dieser Hinsicht grundlegend geändert hätten«, für Frankreich akzeptiert. Auch der Feststellung des Reichsaußenministers, daß Deutschland den tschechoslowakischen Raum als sein ausgesprochenes Interessengebiet ansähe, hat Bonnet nicht widersprochen, vielmehr zu erkennen gegeben, daß Frankreich die der Tschechoslowakei unter gewissen Voraussetzungen zu gewährende Viermächte-Garantie als ein lästiges Überbleibsel des verfallenen französisch-tschechoslowakischen Bündnisses betrachte, dem eine besondere Bedeutung nicht zukomme. Jedenfalls hat sich Bonnet durch die Erklärung des Reichsaußenministers, »daß Deutschland eine französische Garantie der Tschechoslowakei gegenüber als eine Art Einmischung in seine Interessensphäre ansehen müsse« nicht daran hindern lassen, an der deutsch-französischen Verständigungspolitik festzuhalten und damit anerkannt, daß der tschechoslowakische Raum deutsche Interessensphäre geworden war.

4. Die neue französische Außenpolitik mußte von vornherein mit innerpolitischen Widerständen rechnen. Französische Marxisten und rechtsstehende Chauvinisten begannen bereits wenige Tage nach München gegen die Ansätze zu einer Friedens- und Verständigungspolitik Sturm zu laufen. Vor allem aber war Bonnet nicht Herr im eigenen Hause. Schon am 4. Oktober 1938 hatte der deutsche Geschäftsträger in Paris berichtet, daß »die hohe Beamtenschaft des Quai d'Orsay offenbar das Empfinden hat, daß mit dem Münchener Abkommen ihre bisherige Außenpolitik, hauptsächlich soweit Ost- und Südosteuropa in Betracht kommen, völlig zusammengebrochen ist«. Das neue französische Gelbbuch enthüllt im einzelnen, wie die französische Berufsdiplomatie, allen voran der im November 1938 nach Berlin entsandte neue französische Botschafter Coulondre, der Politik eines europäischen Ausgleichs entgegenarbeitet und in einer Aufgabe der seit Richelieu

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

die französische Diplomatie beherrschenden antideutschen Einkreisungstradition eine Abdankung Frankreichs sieht, der mit allen Mitteln, nötigenfalls auch auf das Risiko eines großen europäischen Krieges hin, entgegengearbeitet werden müsse.

Diese innerfranzösische Opposition war so stark, daß Bonnet ihr in einer Rede vor der französischen Kammer am 26. Januar 1939 erhebliche Zugeständnisse machen zu müssen glaubte, indem er das Fortbestehen der französischen Interessen in Osteuropa und die volle Gültigkeit des französisch-polnischen Bündnisses stark unterstrich. Tatsächlich hielt sich Bonnet indessen auch weiter für gebunden an die Zusagen, die dem Reichsaußenminister am 6. Dezember 1938 hinsichtlich eines Desinteressements Frankreichs in Osteuropa gegeben worden waren. Wie die folgenden Berichte des Deutschen Botschafters in Paris zeigen, gab der französische Außenminister vor und nach der erwähnten Rede dem Grafen Welczeck die ausdrückliche Versicherung ab, daß seine Kammererklärung nur für den inneren Gebrauch bestimmt sei und keine Bedeutung für die wirkliche Politik Frankreichs habe, die bei den Pariser Besprechungen des Reichsaußenministers festgelegt worden war.

Der Deutsche Botschafter in Paris an das Auswärtige Amt.

Telegramm (Auszug)

Paris, den 24. Januar 1939.

Habe gestrige Pause außenpolitischer Parlamentsdebatte benutzt, um Außenminister Bonnet aufzusuchen. Bonnet versichterte, Förderung Beziehungen zu Deutschland liege ihm sehr am Herzen, denn er betrachte Dezember-Abkommen keineswegs als nichtssagenden einmaligen diplomatischen Akt, sondern als Ausgangspunkt für weitere Besprechungen im freundschaftlichen Geiste zur dauernden Besserung der deutsch-französischen Beziehungen. Er hoffe auch, in absehbarer, uns genehmer Zeit Gegenbesuch in Berlin machen zu dürfen. Botschafter Noël in Warschau sei von ihm auch beauftragt worden, Reichsaußenminister Aufwartung zu machen.

Schließlich las mir Bonnet mehrere Stellen aus seiner am Donnerstag zu haltenden Parlamentsrede vor und betonte, daß manche für den inneren Gebrauch abgefaßt seien. Hierbei erwähnte er das absolute Festhalten an der französischen Politik im östlichen Europa.

Welczeck

Der Deutsche Botschafter in Paris an das Auswärtige Amt.

Paris, den 18. Februar 1939.

Bei Gelegenheit der Rücksprachen, die ich in der vergangenen Woche mit dem Außenminister Bonnet über Ausweisungen und Inhaftierungen von Deutschen hatte, entledigte ich mich auch des mir seitens des Herrn Reichsministers des Auswärtigen erteilten Auftrages, Bonnet unser Befremden darüber zum Ausdruck zu bringen, daß er in der außenpolitischen Kammerdebatte von der Pflege und womöglich Erweiterung der französischen Freundschaften in Ost- und Mitteleuropa gesprochen und dadurch beispielsweise bei den Tschechen und Polen den Eindruck einer Wiederaufnahme der gegen Deutschland gerichteten Einkreisungspolitik hervorgerufen habe. Dieser Rückfall in die sogenannte Benesch-Politik sei für uns unerträglich.

Bonnet widersprach sehr lebhaft und erinnerte an die mir vor seiner Rede in der Deputiertenkammer gegebenen Erklärungen (vgl. Drahtbericht vom 24. Januar). Man könne doch, meinte er, alte Freundschaften pflegen und diese wirtschaftlich und kulturell ausbauen, ohne dem schon durch seine geopolitische Lage bevorzugten Deutschen Reich im Osten und Südosten in die Quere zu kommen. Dieses gleiche gute Recht werde Deutschland sicherlich in Spanien für sich in Anspruch nehmen, sobald dort Ruhe und Ordnung wiederhergestellt seien. Er bitte mich, dem Herrn Reichsminister des Auswärtigen die betreffende Stelle aus seiner Senatsrede über die französische Außenpolitik zu übermitteln, an der man schwerlich etwas aussetzen könne. In außenpolitischen Kammerdebatten würden oft Dinge gesagt, die offensichtlich für das interne Forum bestimmt seien und keine darüber hinausgehende Bedeutung hätten. Wenn ein französischer Außenminister gegen Sturm und Wogenbrand unseren seines Erachtens gerechten Ansprüchen auf die sudetendeutschen Gebiete Geltung verschafft und dann innerlich die Konsequenzen aus der Veränderung der Lage in Zentraleuropa gezogen habe, könne man nicht gut von ihm verlangen, daß er auch vor der Kammer auf der ganzen Linie abdiziere. Wenn er dies tun würde, so würden nur die Kriegshetzer Oberhand erhalten, die ihm Schlappheit und Protzerei mit dem Deutsch-Französischen Abkommen vorwürfen und behaupteten, er messe diesem größere Bedeutung bei, als dies in Deutschland geschehe, wo das Abkommen in der Führerrede vom 30. Januar mit keinem Wort erwähnt worden sei.

Ich antwortete Bonnet, daß wir nur nach dem Effekt, den seine außenpolitische Rede im Ausland gehabt habe, urteilen könnten, und dieser sei unseren Interessen im Osten und Südosten abträglich gewesen.

Welczeck

5. Schließlich hat auch der Französische Botschafter in Berlin bei einer Unterredung mit dem Reichsaußenminister am 6. Februar 1939 dessen Feststellung, »daß Bonnet in Paris sich an den östlichen Fragen desinteressiert habe«, nicht widersprochen und seinerseits ausdrücklich erklärt, »Frankreich werde selbstverständlich keinerlei Politik im Osten betreiben, die Deutschland störe«.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Aufzeichnung über die Unterredung des Reichsministers des Auswärtigen mit dem Französischen Botschafter

Berlin, den 6. Februar 1939.

Der Herr Reichsaußenminister wies Coulondre auf die Rede hin, die Bonnet während des deutschen Besuches in Warschau gehalten und in der er von einer französischen »présence im Osten« gesprochen habe. Er, der Reichsaußenminister, habe bereits Botschafter Noël, der ihn in Warschau besuchte, gegenüber erklärt, daß diese Art von Reden leicht zu Mißverständnissen führen könne und ihn merkwürdig berühre. Der Herr Reichsaußenminister unterstrich, daß Deutschland, welches die französischen Interessensphären respektiere, eine Rückkehr zu irgendwelcher »Benesch-Politik« für das deutsch-französische Verhältnis als völlig unerträglich ansehe. Abschließend wies der Reichsaußenminister scharf darauf hin, daß Bonnet in Paris sich an den östlichen Fragen desinteressiert habe und daß daher eine Abweichung von dieser Linie nicht ratsam sein dürfte.

Coulondre erwiderte, daß es für Frankreich schwer sei, im Osten Verzicht zu leisten und gleichzeitig im Mittelmeer Konzessionen zu machen. Frankreich werde aber selbstverständlich keinerlei Politik im Osten betreiben, die Deutschland störe.

Schmidt
Gesandter

Aus den oben abgedruckten Dokumenten ergibt sich mit unwiderlegbarer Deutlichkeit, daß Frankreich sowohl im Dezember 1938 wie noch im Februar 1939 von maßgebendster deutscher Seite über Deutschlands Ansprüche auf Anerkennung seines Lebensraums in Europa unterrichtet worden ist, und daß der verantwortliche Leiter der französischen Außenpolitik bindend zugesagt hat, daß Frankreich diesen Ansprüchen nicht in den Weg treten werde. Unter englischer Einwirkung hat Frankreich diese Politik im Frühjahr 1939 aufgegeben, durch Einmischung in osteuropäische Fragen, die die französischen Lebensinteressen in keiner Weise berührten, der deutsch-französischen Verständigung die Grundlage entzogen und England bei der Entfesselung des Krieges Beihilfe geleistet.

Archivo Histórico — Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto Argentina

Das Französische Gelbbuch.

I.

Frankreichs Bruch der Friedenserklärung vom 6. Dezember 1938.

Die Französische Regierung hat am 21. Dezember 1939 ein Gelbbuch über die diplomatische Vorgeschichte des Krieges veröffentlicht: Documents Diplomatiques 1938—1939. Pièces relatives aux événements et aux négociations qui ont précédé l'ouverture des hostilités entre l'Allemagne d'une part, la Pologne, la Grande-Bretagne et la France d'autre part. Paris: Imprimerie Nationale. 1939. 359 S.

Dieses Gelbbuch enthält 370 Dokumente, die in eine Einleitung und 6 Abschnitte gegliedert sind. Die Einleitung umfaßt einige Dokumente aus den Tagen der Rückkehr Österreichs ins Reich, dann folgen nachstehende sechs Kapitel:

I. Das Münchener Abkommen und seine Anwendung
29. September—4. Oktober 1938.

II. Die französisch-deutsche Erklärung vom 6. Dezember 1938.
19. Oktober—22. Dezember 1938.

III. Das Verschwinden der Tschecho-Slowakei.
5. Januar—19. März 1939.

IV. Die deutsch-polnische Krise.
27. März—9. Mai 1939.

V. Die Affäre Danzig.
15. Mai—19. August.

1. Die Militarisierung der Freien Stadt Danzig
15. Mai—30. Juni.
2. Folge der deutschen Agitation, Warnung an Deutschland: Brief des Herrn Georges Bonnet an Herrn von Ribbentrop
1.—30. Juli.
3. Der polnische Widerstand und der deutsche Pressefeldzug
1.—19. August.

VI. Die internationale Krise.
20. August—3. September 1939.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

1. Die deutsche Angriffsabsicht 20.—22. August.
2. Die Botschaft von Herrn Chamberlain und die Antwort von Herrn Hitler 23.—26. August.
3. Das Schreiben von Herrn Daladier und die Antwort von Herrn Hitler 26.—27. August.
4. Die Annahme der direkten Besprechungen mit Polen durch Herrn Hitler 28.—30. August.
5. Der Konferenz vorschlag Italiens und das deutsche Manöver zum Abbruch der Verhandlungen 31. August.
6. Die Eröffnung der Feindseligkeiten 1. September.
7. Die französisch-englische Demarche in Berlin und der Eintritt in den Krieg 1.—3. September.

Dies ist die Einteilung der Dokumente. Im Anhang bringt das Gelbbuch drei Anlagen: Die französisch-polnischen Verträge von 1921 und 1925; einen Auszug der Kammerrede des französischen Außenministers vom 26. Januar 1939 und die Aufzeichnungen der Telephongespräche, die Außenminister Bonnet in den Tagen vom 31. August—2. September geführt hat.

Diese Gliederung des Gelbbuches zeigt seinen in hohem Grade propagandistischen Charakter. Die Auswahl der Dokumente ist einzig und allein unter dem Gesichtspunkt getroffen worden, den Nachweis zu erbringen, daß Deutschland, sowohl im März wie im August 1939, sowohl bei der von der Prager Regierung erbetenen Übernahme der Tschechei wie bei der Abwehr der ins Maßlose gesteigerten polnischen Provokationen und Mißhandlungen Volksdeutscher, Inhalt und Geist des Münchener Abkommens vom 29. September 1938 wie der deutsch-französischen Friedenserklärung vom 6. Dezember 1938 verletzt habe. Zu dem Zweck wird das Schwergewicht in der Wiedergabe der diplomatischen Berichte auf die Vorgeschichte der eigentlichen Krise verlegt. Dabei wird sorgfältig jeder Hinweis darauf vermieden, daß Frankreich nach dem glücklichen Abschluß der Septemberkrise 1938 in seiner offiziellen Politik zunächst eine Abkehr von seiner östlichen Barrierepolitik gegen Deutschland vollzogen hatte, und daß dieses für die zukünftige französische Außenpolitik ins Auge gefaßte Desinteressement im Osten für Deutschland erst die Basis schuf für die am 6. Dezember erfolgte deutsch-französische Friedenserklärung. Um dieser Verzerrung des historischen Bildes durch das Gelbbuch wirksam entgegenzutreten, wurden in einer nachstehend in ihrem Wortlaut veröffentlichten amtlichen deutschen Erklärung vom 16. Januar 1939 die deutschen diplomatischen Schriftstücke veröffentlicht, die den im Gelbbuch verschwiegenen Wandel der französischen Außenpolitik nach München klar erkennen lassen und die heutige offizielle französische Darstellung wirksam und überzeugend widerlegen:

„Diese französische Darstellung entspricht in keiner Weise den Tatsachen, wie aus bindenden Erklärungen der verantwortlichen französischen Politiker dokumentarisch nachgewiesen werden kann. In Wahrheit hat Frankreich nach der Vier-Mächte-Zusammenkunft von München auch öffentlich eine Neuorientierung seiner Außenpolitik angekündigt.

Diese Neuorientierung, für die das Schlagwort „repli impérial" geprägt wurde, sollte bei weitgehender Lockerung des antideutschen Bündnissystems Frankreichs eine Anerkennung der berechtigten deutschen Interessen und Ansprüche in Mittel- und Osteuropa in sich schließen und damit eine wirkliche Verständigung mit dem deutschen Nachbarn ermöglichen. Die französische Politik sollte nicht mehr zwecklosen Kombinationen zur Einschnürung des deutschen Lebensraumes, sondern der Erhaltung und Erschließung des weltumspannenden französischen Kolonialreiches dienstbar gemacht werden.

1. Das neue außenpolitische Programm Frankreichs wurde eindeutig Ende Oktober 1938 auf dem Parteikongreß der Radikalsozialisten, der führenden Regierungspartei, in Marseille festgelegt. Seine Grundzüge waren vor allem in dem vom Parteikongreß gebilligten außenpolitischen Bericht des Senators Berthod niedergelegt, in welchem dieser sich eingehend mit den Folgerungen befaßt, die sich aus der tschecho-slowakischen Krise und der Art ihrer Beilegung für die französische Außenpolitik ergeben. Hierbei bezeichnete Senator Berthod das bisherige Paktsystem als kompliziertes Gewebe von Verträgen und Abmachungen, die man zwar mit Geduld aneinandergefügt habe, ohne sie aber ausreichend aufeinander abzustimmen und ohne aus ihnen ein zusammenhängendes Ganzes zu machen. Er zog daraus die Folgerung, jede einzelne französische Verpflichtung dahin zu überprüfen, ob sie lebenswichtigen Interessen Frankreichs entspreche und mit welchen Mitteln sie gegebenenfalls erfüllt werden könne.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Das Ergebnis der von ihm angeregten Überprüfung der französischen Bündnisverpflichtungen nahm Senator Berthod vorweg, indem er empfahl, gemäß der englischen Tradition präzise und imperative Verpflichtungen auf diejenigen Punkte zu beschränken, bei denen lebenswichtige Interessen des Landes auf dem Spiele stehen.

Er erklärte hierzu insbesondere — und dies ist der bedeutungsvollste Passus seines Berichts —, daß keine Rede von einer Abdankung Frankreichs sein könnte, wenn dem französischen Volk in seiner Eigenschaft als westlicher, seefahrender, afrikanischer und kolonialer Nation die Valorisierung seines herrlichen Imperiums für seine Zukunft wichtiger erschiene als die undankbare Rolle des Gendarmen oder des Bankiers, zu der es sich in seinem Siegesrausch überall dort berufen geglaubt hätte, wohin seine Armeen es geführt hätten.

Der französische Ministerpräsident Daladier hat sich in seiner Rede vor dem Parteikongreß am 27. Oktober das von Senator Berthod entwickelte Programm der Selbstbeschränkung im wesentlichen zu eigen gemacht.

2. Es ist von französischer amtlicher Seite öffentlich zugegeben worden, daß diese neue Politik die Bündnisverpflichtungen Frankreichs in Osteuropa praktisch aufhob. So erklärte das Regierungsblatt „Le Temps“ am 28. November 1938 in einem offiziösen Artikel zur ukrainischen Frage im Hinblick auf die französisch-polnischen Beziehungen wörtlich folgendes: „Es ist sicher nicht unnütz, zu erwähnen, daß dieser besondere Aspekt der faktischen Lage in Osteuropa in keiner Weise die Sicherheit Westeuropas berühren kann und daß der Zusammenbruch, der sich in Mitteleuropa ereignet hat — ein Zusammenbruch, an dem die Irrtümer der polnischen Politik einen Teil der Verantwortlichkeit tragen —, natürlich zur Folge hat, strikter als bisher das aktive Interesse zu beschränken, das die Westmächte den Krisen entgegenbringen, die sich in jenem Teile Europas etwa ereignen sollten.“

3. Auf der Basis dieser neuen Politik Frankreichs ist die deutsch-französische Erklärung zustande gekommen. Der im französischen Gelbbuch hierzu abgedruckte Runderlaß des französischen Außenministers, in dem die Ostfragen nur im Vorbeigehen gestreift werden, ist irreführend. Dies wird erkenntlich

aus dem nachstehend zum erstenmal veröffentlichten Auszug aus der Aufzeichnung über die deutsch-französischen Besprechungen in Paris, die von dem Begleiter des Reichsaußenministers, Gesandten Schmidt, niedergelegt worden ist.

Auszug aus der Aufzeichnung über die Unterredungen zwischen dem Reichsminister des Äußeren von Ribbentrop und dem französischen Außenminister Bonnet am 6. Dezember 1938 in Anwesenheit des Botschafters Grafen Welczek und des Generalsekretärs am Quai d'Orsay Léger sowie des Gesandten Schmidt.

Der Reichsaußenminister schilderte, von welcher Wichtigkeit und Dynamik sich der Volkstumsgedanke im Falle der Tschecho-Slowakei gezeigt habe. Deutschland betrachtet im übrigen diesen Teil Europas als sein ausgesprochenes Interessengebiet.

Der Herr Reichsaußenminister führte dann im einzelnen aus, wie gut es für die zukünftige Überbrückung der Gegensätze zwischen den autoritären Staaten und den Demokratien und insbesondere zwischen Deutschland und Frankreich und England sei, wenn man diese Interessensphäre Deutschlands grundsätzlich respektiere. Deutschland mische sich auch nicht in die Interessenphäre z. B. Englands hinein.

Was Frankreich anbeträfe, so seien, wie er, der Reichsaußenminister, dem französischen Botschafter François-Poncet des öfteren in diesem Jahre gesagt habe, die Militärallianzen des Ostens noch ausgesprochene Überbleibsel (Atavismen) des Versailler Vertrages bzw. der Versailler Mentalität. Niemals würde ein starkes Deutschland solche Militärallianzen geduldet haben, nur ein schwaches Deutschland mußte sie hinnehmen. Aber im Augenblick der Wiedererstarkung war es klar, daß diese Art der Einkreisungspolitik als ein unerträglicher Zustand früher oder später, sei es auf dem Verhandlungsweg, sei es anderswie, abgeschüttelt werden mußte.

Wenn man in Frankreich diese deutsche Interessensphäre ein für allemal respektiere, dann glaube er, der Reichsaußenminister, durchaus an die Möglichkeit eines grundsätzlichen und endgültigen Ausgleichs zwischen Deutschland und Frankreich.

Bonnet erwiderte, daß sich die Verhältnisse seit München ja in dieser Hinsicht grundlegend geändert hätten.

Weiterhin kam das Gespräch auf die der Tschecho-Slowakei für ihre neuen Grenzen zugesagte Viermächtegarantie. Auf eine Frage Bonnets, wie wir uns grundsätzlich zu dieser Frage stellten, er-

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

widerte der Reichsaußenminister, daß man deutscherseits zunächst einmal die Entwicklung abzuwarten gedenke, da eine eventuelle deutsche Garantie seinerzeit von der Bedingung abhängig gemacht worden sei, daß die anderen Minderheitenprobleme gelöst wären. Ferner hinge alles davon ab, ob das deutsch-tschechische Verhältnis auf eine völlig neue Basis gestellt werde. Eins aber wolle er schon jetzt betonen:

Deutschland werde auf keinen Fall dulden, daß die Tschecho-Slowakei wieder in die Fußtapfen des Herrn Benesch zurückfalle. Eine Viermächtegarantie bedeute seiner Ansicht nach eine gewisse Versuchung für dieses Land, sich doch wieder in dem früheren Rahmen der Benesch-Politik zu bewegen. Die beste und wirksamste Garantie für die Tschecho-Slowakei sähe er einzig und allein in der Herstellung eines freundschaftlichen Verhältnisses dieses Landes zu Deutschland.

Während Léger in kürzeren Ausführungen über eine „Neutralisierung" der Tschecho-Slowakei auf Grund einer internationalen Garantie stärkeres Gewicht auf die Viermächtegarantie zu legen schien, beschränkte sich Bonnet darauf zu erklären, daß Frankreich eigentlich mehr durch den Zwang der Verhältnisse dazu gekommen sei, seinerseits die Übernahme einer Garantie in Aussicht zu nehmen. Es habe sich am 19. September in London darum gehandelt, die damalige Tschecho-Slowakei dazu zu bewegen, die sudetendeutschen Gebiete an das Reich abzutreten. Frankreich habe sich im Hinblick auf die außerordentlich engen Verpflichtungen, die es der Tschecho-Slowakei gegenüber hatte, die tschecho-slowakische Zustimmung zu der Gebietsabtretung durch Inaussichtstellung einer neuen Garantie erkaufen müssen.

Bonnet vertiefte diesen Punkt nicht weiter.

Später am Abend wies der Reichsaußenminister Bonnet nochmals darauf hin, daß Deutschland eine französische Garantie der Tschecho-Slowakei gegenüber als eine Art Einmischung in unsere Interessensphäre ansehen müsse, und er ließ ihm keinen Zweifel darüber, daß der Gedanke einer solchen Garantie dem Verständigungsweg, den wir soeben beschritten hätten, nicht förderlich sein würde.

Diese Aufzeichnung beweist, daß Reichsaußenminister von Ribbentrop Herrn Bonnet deutlich zu verstehen gegeben hat, daß Deutschland die französischen Militärallianzen mit der Tschecho-Slowakei und Polen als ausgesprochenes Überbleibsel des Versailler Vertrages ansah, die ein wiedererstarktes Reich nicht länger hinnehmen konnte. Bonnet hat dies ausdrücklich

zur Kenntnis genommen und durch seine Erwiderung, „daß sich die Verhältnisse seit München ja in dieser Hinsicht grundlegend geändert hätten," für Frankreich akzeptiert.

Auch der Feststellung des Reichsaußenministers, daß Deutschland den tschecho-slowakischen Raum als sein ausgesprochenes Interessengebiet ansähe, hat Bonnet nicht widersprochen, vielmehr zu erkennen gegeben, daß Frankreich die der Tscecho-Slowakei unter gewissen Voraussetzungen zu gewährende Viermächtegarantie als ein lästiges Überbleibsel des verfallenen französisch-tschecho-slowakischen Bündnisses betrachte, dem eine besondere Bedeutung nicht zukomme.

Jedenfalls hat sich Bonnet durch die Erklärung des Reichsaußenministers, „daß Deutschland eine französische Garantie der Tschecho-Slowakei gegenüber als eine Art Einmischung in seine Interessensphäre ansehen müsse", nicht daran hindern lassen, an der deutsch-französischen Verständigungspolitik festzuhalten und damit anerkannt, daß der Raum an der Ostgrenze Deutschlands deutsche Interessensphäre geworden war.

4. Die neue französische Außenpolitik mußte von vornherein mit innerpolitischen Widerständen rechnen. Französische Marxisten und rechtsstehende Chauvinisten begannen bereits wenige Tage nach München, gegen die Ansätze zu einer Friedens- und Verständigungspolitik Sturm zu laufen. Vor allem aber war Bonnet nicht Herr im eigenen Hause. Schon am 4. Oktober 1938 hatte der deutsche Geschäftsträger in Paris berichtet, daß „die hohe Beamtenschaft des Quai d'Orsay offenbar das Empfinden hat, daß mit dem Münchener Abkommen ihre bisherige Außenpolitik, hauptsächlich, soweit Ost- und Südosteuropa in Betracht kommen, völlig zusammengebrochen ist".

Das neue französische Gelbbuch enthüllt im einzelnen, wie die französische Berufsdiplomatie, allen voran der im November 1938 nach Berlin entsandte neue französische Botschafter Coulondre — auf dessen Tätigkeit in Berlin noch bei anderer Gelegenheit zurückzukommen sein wird — der Politik eines europäischen Ausgleichs entgegengearbeitet hat, wie sie in einem Verzicht auf die seit Richelieu die französische Diplomatie beherrschende antideutsche Einkreisungstradition eine Abdankung Frankreichs sieht, der mit allen Mitteln, nötigenfalls auch auf das

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Risiko eines großen europäischen Krieges hin, entgegengetreten werden müsse.

Diese innerfranzösische Opposition war so stark, daß Bonnet ihr in einer Rede vor der französischen Kammer am 26. Januar 1939 erhebliche Zugeständnisse machen zu müssen glaubte, indem er das Fortbestehen der französischen Interessen in Osteuropa und die volle Gültigkeit des französisch-polnischen Bündnisses stark unterstrich. Tatsächlich hielt sich Bonnet indessen auch weiter für gebunden an die Zusagen, die dem Reichsaußenminister am 6. Dezember 1938 hinsichtlich eines Desinteressements Frankreichs in Osteuropa gegeben worden waren.

Wie die folgenden Berichte des deutschen Botschafters in Paris zeigen, gab der französische Außenminister vor und nach der erwähnten Rede dem Grafen Welczeck die ausdrückliche Versicherung ab, daß seine Kammererklärung nur für den inneren Gebrauch bestimmt sei und keine Bedeutung für die wirkliche Politik Frankreichs habe, die bei den Pariser Besprechungen des Reichsaußenministers festgelegt worden war.

Der deutsche Botschafter in Paris an das Auswärtige Amt

Telegramm (Auszug)
Paris, den 24. Januar 1939.

Habe gestrige Pause außenpolitischer Parlamentsdebatte benutzt, um Außenminister Bonnet aufzusuchen. Bonnet versicherte, Förderung Beziehungen zu Deutschland liege ihm sehr am Herzen, denn er betrachte Dezemberabkommen keineswegs als nichtssagenden einmaligen diplomatischen Akt, sondern als Ausgangspunkt für weitere Besprechungen im freundschaftlichen Geiste zur dauernden Besserung der deutsch-französischen Beziehungen. Er hoffe auch, in absehbarer, uns genehmer Zeit Gegenbesuch in Berlin machen zu dürfen. Botschafter Noël in Warschau sei von ihm beauftragt worden, Reichsaußenminister Aufwartung zu machen.

Schließlich las mir Bonnet mehrere Stellen aus seiner am Donnerstag zu haltenden Parlamentsrede vor und betonte, daß manche für den inneren Gebrauch abgefaßt seien. Hierbei erwähnte er das absolute Festhalten an der französischen Politik im östlichen Europa.

Welczeck.

Der deutsche Botschafter in Paris an das Auswärtige Amt

Paris, den 18. Februar 1939.

Bei der Gelegenheit der Rücksprachen, die ich in der vergangenen Woche mit dem Außenminister Bonnet über Ausweisungen und Inhaftierungen von Deutschen hatte, entledigte ich mich des mir seitens des Herrn Reichsministers des Auswärtigen erteilten Auftrages, Bonnet unser Befremden darüber zum Ausdruck zu bringen, daß er in der außenpolitischen Kammerdebatte von der Pflege und womöglich Erweiterung der französischen Freundschaften in Ost- und Mitteleuropa gesprochen und dadurch beispielsweise bei den Tschechen und Polen den Eindruck einer Wiederaufnahme der gegen Deutschland gerichteten Einkreisungspolitik hervorgerufen habe. Dieser Rückfall in die sogenannte Benesch-Politik sei für uns unerträglich.

Bonnet widersprach sehr lebhaft und erinnerte an die mir vor seiner Rede in der Deputiertenkammer gegebenen Erklärungen (vergl. Drahtbericht vom 24. Januar). Man könne doch, meinte er, alte Freundschaften pflegen und diese wirtschaftlich und kulturell ausbauen, ohne dem schon durch seine geopolitische Lage bevorzugten Deutschen Reich im Osten und Südosten in die Quere zu kommen. Dieses gleiche gute Recht werde Deutschland sicherlich in Spanien für sich in Anspruch nehmen, sobald dort Ruhe und Ordnung wiederhergestellt seien.

Er bitte mich, dem Herrn Reichsminister des Auswärtigen die betreffende Stelle aus seiner Senatsrede über die französische Außenpolitik zu übermitteln, an der man schwerlich etwas aussetzen könne. In außenpolitischen Kammerdebatten würden oft Dinge gesagt, die offensichtlich für das interne Forum bestimmt seien und keine darüber hinausgehende Bedeutung hätten. Wenn ein französischer Außenminister gegen Sturm und Wogenbrand unseren seines Erachtens gerechten Ansprüchen auf die sudetendeutschen Gebiete Geltung verschafft und dann innerlich die Konsequenzen aus der Veränderung der Lage in Zentraleuropa gezogen habe, könne man nicht gut von ihm verlangen, daß er auch vor der Kammer auf der ganzen Linie abdiziere. Wenn er dies tun würde, so würden nur die Kriegshetzer Oberhand erhalten, die ihm Schlappheit und Protzerei mit dem deutsch-französischen Abkommen vorwürfen und behaupteten, er messe diesem größere Bedeutung bei, als dies in Deutschand geschehe, wo das Abkommen in der Führerrede vom 30. Januar mit keinem Wort erwähnt worden sei.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Ich antwortete Bonnet, daß wir nach dem Effekt, den seine außenpolitische Rede im Ausland gehabt habe, urteilen könnten und dieser sei unseren Interessen im Osten und Südosten abträglich gewesen.

Welczeck.

5. Schließlich hat auch der französische Botschafter in Berlin bei seiner Unterredung mit dem Reichsaußenminister am 6. Februar 1939 dessen Feststellung, „daß Bonnet in Paris sich an den östlichen Fragen desinteressiert habe", nicht widersprochen und seinerseits ausdrücklich erklärt, „Frankreich werde selbstverständlich keinerlei Politik im Osten betreiben, die Deutschland störe."

Aufzeichnung über die Unterredung des Reichsministers des Auswärtigen mit dem französischen Botschafter.

Berlin, den 6. Februar 1939.

Der Herr Reichsaußenminister wies Coulondre auf die Rede hin, die Bonnet während des deutschen Besuches in Warschau gehalten und in der er von einer französischen „présence im Osten" gesprochen habe. Er, der Reichsaußenminister, habe bereits Botschafter Noël, der ihn in Warschau besuchte, gegenüber erklärt, daß diese Art von Reden leicht zu Mißverständnissen führen könne und ihn merkwürdig berühre.

Der Herr Reichsaußenminister unterstrich, daß Deutschland, welches die französischen Interessensphären respektiere, eine Rückkehr zu irgendwelcher „Benesch-Politik" für das deutsch-französische Verhältnis als völlig unerträglich ansehe. Abschließend wies der Reichsaußenminister scharf darauf hin, daß Bonnet in Paris sich an den östlichen Fragen desinteressiert habe und daß daher eine Abweichung von dieser Linie nicht ratsam sein dürfte.

Coulondre erwiderte, daß es für Frankreich schwer sei, im Osten Verzicht zu leisten und gleichzeitig im Mittelmeer Konzessionen zu machen.

Frankreich werde aber selbstverständlich keinerlei Politik im Osten betreiben, die Deutschland störe.

Schmidt,
Gesandter.

Aus den oben abgedruckten Dokumenten ergibt sich mit unwiderlegbarer Deutlichkeit, daß Frankreich sowohl im Dezember 1938 wie noch im Februar 1939 von maßgebendster deut-

scher Seite über Deutschlands Ansprüche auf Anerkennung seines Lebensraumes in Osteuropa unterrichtet worden ist und daß der verantwortliche Leiter der französischen Außenpolitik, Herr Bonnet, dem Reichsaußenminister von Ribbentrop bindend zugesagt hat, daß Frankreich diesen Ansprüchen nicht in den Weg treten werde.

Unter englischer Einwirkung hat Frankreich diese Politik im Frühjahr 1939 aufgegeben, durch Einmischung in osteuropäische Fragen, die die französischen Lebensinteressen in keiner Weise berührten, der deutsch-französischen Verständigung die Grundlage entzogen und England bei der Entfesselung des Krieges Beihilfe geleistet."

II.

Die Kriegsentschlossenheit der französischen Regierung.

In seiner Kammerrede vom 2. September 1939 wandte sich Ministerpräsident Daladier am Schlusse seiner Ausführungen an die Abgeordneten und sagte:

„Sie wissen besser als irgend jemand, daß keine Regierung, daß kein Mann Frankreich mobilisieren könnte, um es in ein Abenteuer zu stürzen. Nicht die Franzosen würden sich erheben, um in das Gebiet eines fremden Landes einzufallen. Ihr Heroismus ist ein Heroismus der Verteidigung und nicht der Eroberung. Wenn Frankreich aufsteht, so hat es das Bewußtsein, bedroht zu sein."

Pathetische Worte in einer pathetischen Stunde! Aber entsprachen sie den Tatsachen? War Frankreich im August 1939 von Deutschland bedroht? Niemand, der die diplomatischen Schriftstücke, vor allem das Schreiben des Führers an Daladier selber vom 27. August, prüft, wird diese Frage bejahen können. Nie in seiner Geschichte konnte Frankreich seine Ostgrenze als so gesichert ansehen wie im August 1939. Daladier empfindet die schwere Last der Verantwortung, die er auf sich genommen hat. Um eine friedliche Revision der durch das Versailler Diktat willkürlich ins Leben gerufenen deutschen Ostgrenze und des widersinnigen Statutes der Freien Stadt Danzig gewaltsam zu verhindern, hat er Frankreich zur Mobilmachung aufgerufen und sein Land in ein gefährliches Abenteuer gestürzt. Die Dokumente seines eigenen Gelbbuches widerlegen jede Behauptung von einer Bedrohung Frankreichs.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

War aber diese Regierung Frankreichs selber so friedlich wie Daladier sie schildert? Die Deutschen Dokumente sprechen eine andere Sprache. Am 20. Januar sind zwei Berichte des deutschen Geschäftsträgers in Paris aus dem April 1939 veröffentlicht worden, „die — wie es in der amtlichen deutschen Erklärung heißt — in völliger Deutlichkeit Wünsche, Absichten und Ziele der in der französischen Regierung maßgebend gewordenen Gruppe der Kriegsanhänger enthüllen." Die Dokumente haben folgenden Wortlaut:

Der deutsche Geschäftsträger in Paris an das Auswärtige Amt.

Bericht.

Paris, 10. April 1939.

Der französische Marineminister Campinchi hat sich einem mir als zuverlässig bekannten Vertrauensmann gegenüber dieser Tage mit großer Offenheit über seine Auffassungen zur politischen Lage ausgesprochen. Hierüber teilt mir der Vertrauensmann folgendes mit:

„Die Behandlung der Tschecho-Slowakei durch Deutschland beweise — so habe Campinchi ausgeführt —, daß sich der Führer einer Politik verschrieben habe, von der er nicht mehr ablassen könne. Aber selbst wenn man dem Führer die Absicht zubillige, sich mit dem gegenwärtigen Zustand zufrieden zu geben, wäre dies kein Argument, das für die Aufrechterhaltung des Friedens sprechen würde.

Europa sei durch die Politik Deutschlands, vor allem durch die Beseitigung der Tschecho-Slowakei so stark aus dem Gleichgewicht geraten, daß die Hegemonie Deutschlands in bedrohliche Nähe gerückt sei. Für Europa gäbe es daher nur mehr die Alternative, entweder eine solche Hegemonie Deutschlands willenlos hinzunehmen oder sich ihr zu widersetzen. England und Frankreich seien bereit und entschlossen, letzteres zu tun. Dies seien die Gründe, weswegen er, Campinchi, seit einigen Wochen den Krieg für unvermeidlich halte.

Es sei ihm bekannt, daß Deutschland sich vor einem Krieg nicht fürchte, und zwar namentlich deshalb, weil es glaube, ihn in kürzester Frist durch seine überragende Luftwaffe siegreich beenden zu können. Diese Ansicht sei eine gefährliche Illusion. Deutschland stehe heute schwächer da als am Vorabend des Weltkrieges und es werde nicht allein die europäischen Länder, sondern mit

alleiniger Ausnahme von Italien und Japan die ganze Welt zum Gegner haben.

Das Ergebnis des Krieges werde also zweifellos die Niederlage Deutschlands sein. In diesem Falle werde ihm aber ein Frieden auferlegt werden, gegen den der Friede von Versailles nichts gewesen sei.

Der Friedensvertrag, der den nächsten Krieg beenden werde, müsse nach dem Muster des Westfälischen Friedens ausfallen, d. h. das Reich völlig zerstückeln und in seine Bestandteile zerlegen.

Nur dann könne man hoffen, während eines verhältnismäßig langen Zeitraums Ruhe zu haben.

Man stelle sich häufig vor, daß die führenden militärischen Kreise Frankreichs vor einem Kriege zurückschreckten. Diese Auffassung sei falsch.

Er, Campinchi, habe während der Septemberkrise in dauernder Fühlung mit General Gamelin gestanden und er könne versichern, daß dieser sich aufs schärfste gegen die Preisgabe der Tschecho-Slowakei ausgesprochen habe. Erst kürzlich habe wieder eine Besprechung zwischen den Ministern für die Landesverteidigung und den Vertretern des Generalstabs stattgefunden, wobei General Gamelin wiederum aus seiner Auffassung kein Hehl gemacht habe. General Gamelin sei der Ansicht, daß die strategische und militärische Stellung Frankreichs, möge sie in letzter Zeit auch noch so viele Einbußen erlitten haben, keinen Zweifel über einen erfolgreichen Kriegsausgang erlaube."

Die Ausführungen Campinchis sind bezeichnend dafür, daß die Stimmung hier weitgehend durch den Gedanken an den als unvermeidlich angesehenen Krieg beherrscht wird. Das Regierungsprogramm, wie es auch in den Notverordnungen zum Ausdruck gelangt, ordnet alles dem Ziel der Landesverteidigung und der Rüstungsvermehrung unter, und auch im Parlament sowie in der Bevölkerung regt sich seit den Märzereignissen in der Tschechei kein Widerspruch dagegen, wie es nach der Septemberkrise der Fall war.

Bräuer.

Der deutsche Geschäftsträger in Paris an das Auswärtige Amt.

Bericht.

Paris, 22. April 1939.

Im Anschluß an den Bericht vom 10. April 1939.

Der in dem vorbezeichneten Bericht erwähnte Vertrauensmann hat dieser Tage eine weitere Unterredung mit dem französischen

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Marineminister Campinchi gehabt, über die er die in der Anlage beigefügte Aufzeichnung angefertigt hat. In dieser Unterredung hat Herr Campinchi wiederum die Ansicht vertreten, daß ein Krieg zwischen Deutschland und den Westmächten unvermeidlich geworden sei und diese Auffassung namentlich von den Chefs des Generalstabs und des Admiralstabs geteilt werde.

Bräuer.

Anlage.

Unterredung mit dem Kriegsmarineminister Césare Campinchi am 20. April 1939.

Der Minister vertrat auch in dieser Aussprache, und zwar mit den gleichen Argumenten wie in der vorigen, den Standpunkt, daß der Krieg unvermeidlich geworden sei. Er betonte, daß er diesen Standpunkt jederzeit vertrete und die Mehrzahl der Kabinettsmitglieder seine Auffassung teile. Dem deutschen Dynamismus müsse jetzt mit allen Mitteln entgegengewirkt werden.

Die beherrschende Stellung des Deutschen Reichs im östlichen und südöstlichen Raum Europas könne weder von Frankreich noch von England geduldet werden; deshalb sehe der Minister bereits in dem wahrscheinlich nahe bevorstehenden Vorgehen gegen Polen einen Kriegsgrund.

Es sei offensichtlich, daß Deutschland sich die Lösung des Korridorproblems für zuletzt aufgespart habe, weil die Unlogik des Korridors und der Abtrennung Danzigs vom Reich von der ganzen Welt empfunden werde und es deshalb geglaubt habe, daß das Aufwerfen dieser Frage keine Schwierigkeiten machen werde. Die Fehlspekulation liege aber darin, daß die westlichen Demokratien rein psychologisch zu einem Zustand gelangt seien, der unter allen Umständen jede Gewaltlösung verbiete. Es bestehe kein Zweifel mehr darüber, daß Frankreich fest entschlossen sei, für Polen in den Krieg zu ziehen. Dabei liege dieser Bereitschaft nicht etwa besondere Sympathie für das bedrohte östliche Volk zugrunde, sondern lediglich der Wille, dem deutschen Vorwärtsdrängen einen Riegel vorzuschieben. Es sei durchaus nicht ausgeschlossen, daß zwischen Oberst Beck und der Wilhelmstraße bereits eine grundsätzliche Einigung über die Fragen, die zwischen Berlin und Warschau schwebten, erzielt worden sei. Aber es sei nicht recht vorstellbar, daß Beck gegen den eindeutigen Willen der Mehrheit der polnischen öffentlichen Meinung handeln könne. Herr Beck könne sehr schnell demissionieren, und dann sei es sehr wahrscheinlich, daß die Aufrechterhaltung des Status quo in Danzig, Posen usw.

von den Polen als vitale Frage für Warschau betrachtet würde, was automatisch Frankreich und England zu marschieren zwinge.

Was die Lage auf dem Balkan anlange, so müsse die Integrität Rumäniens, Griechenlands und Jugoslawiens diesen Ländern nötigenfalls von Frankreich aufgezwungen werden. Die Unabhängigkeit dieser Völker müsse ihnen garantiert werden, sogar dann, wenn sie selbst zur Entgegennahme einer solchen Garantie nicht bereit seien.

Es gäbe keinen Zweifel darüber, daß die Entente-Flotte im Mittelmeer gegenüber der Achsenflotte eine erdrückende Übermacht aufweise. Ferner dürfe man nicht vergessen, daß die Engländer und Franzosen über die besten Stützpunkte im Mittelmeer verfügen, die es ihnen erlaubten, seine Zugänge jederzeit zu versperren. Außerdem habe England „gute Arbeit im italienischen Imperium, insbesondere in Abessinien" geleistet. Der Minister könne versichern, daß England heute nur auf den Knopf zu drücken brauche — dieses Wort stamme von einem bedeutenden Engländer — um den Zusammenbruch des ganzen italienischen Imperiums herbeizuführen. In den italienischen Kolonien, und insbesondere in Abessinien, warteten die Eingeborenen nur darauf, daß man ihnen Gewehre in die Hände gebe.

Campinchi sieht dem kommenden Krieg, den er, wie erwähnt, für unvermeidlich hält, hinsichtlich seines Ausgangs nach wie vor mit größtem Optimismus entgegen. Mein Einwand, daß das Reich niemanden angreifen, also keinen Kriegszustand schaffen würde, fand die Erwiderung, daß die unmittelbare Kriegsgefahr nicht so sehr in einem möglichen Angriff Deutschlands liege, als vielmehr in der Tatsache, daß die deutsche Politik Verhältnisse schaffen könne, die Frankreich seinerseits zwingen können, den Deutschen Krieg zu machen.

Endlich bemerkte Campinchi, daß er die Ansicht vertrete, daß es unzweckmäßig sei, die kriegerische Entscheidung mit künstlichen Mitteln immer wieder hinauszuschieben.

Herr Chautemps beispielsweise empfehle immer Zeitgewinn. Warum? Die Zeit habe schon gegen die französischen Interessen gearbeitet, und sie werde auch in Zukunft gegen sie arbeiten. Übrigens seien die entscheidenden Militärs der gleichen Ansicht. Campinchi zitierte noch einmal General Gamelin, den Admiral Darlan und fügte noch „als besonderen Scharfmacher" den Chef des militärischen Kabinetts Daladiers, General Decamp, hinzu.

Die deutsche Erklärung vom 20. Januar kommt auf Grund der beiden vorstehenden Dokumente zu der Schlußfolgerung:

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

1. Im April 1939 waren die leitenden Männer Frankreichs zum Krieg gegen Deutschland entschlossen. Campinchi erklärt ausdrücklich, „daß die Mehrzahl der Kabinettsmitglieder seine Auffassung teile". Es sei falsch, zu glauben, „daß die führenden militärischen Kreise Frankreichs vor einem Kriege zurückschreckten". Der französische Oberbefehlshaber Gamelin hätte sich bereits im September 1938 aufs schärfste gegen die Friedenspolitik ausgesprochen.

2. Campinchi hält es für unzweckmäßig, die geplante kriegerische Entscheidung hinauszuschieben. Die maßgebenden Militärs, neben Gamelin und dem Flottenchef Darlan, bezeichnenderweise auch der Chef des Militärkabinetts Daladiers, der General Decamp, sind gleichfalls der Ansicht, daß die Zeit gegen Frankreich arbeite.

3. Zwingender Kriegsgrund für Frankreich ist angeblich die Furcht vor einer „Hegemonie" Deutschlands in Europa. Mit andern Worten, es muß mit Waffengewalt verhindert werden, daß Deutschland die Stellung verläßt, die ihm der Machtwille der Westmächte in Versailles zugewiesen hatte.

4. Die polnische Frage ist auch für Campinchi ein willkommener Vorwand für die Auslösung des Krieges gegen das Reich, obwohl er zugibt, daß „die Unlogik des Korridors und der Abtrennung Danzigs vom Reich von der ganzen Welt empfunden werde". Denn Campinchi befürchtet geradezu, „daß zwischen Oberst Beck und der Wilhelmstraße bereits eine grundsätzliche Einigung über die Fragen, die zwischen Berlin und Warschau schwebten, erzielt worden sei". Sollte wirklich eine Verständigung zwischen der Deutschen und Polnischen Regierung zustande kommen, so bleibt die Hoffnung, daß Beck gestürzt und eine polnische Regierung gebildet werden könnte, die „die Aufrechterhaltung des Status quo in Danzig, Posen usw. als vitale Fragen für Warschau betrachten würde.

5. Der geplante Krieg gegen Deutschland ist als Koalitionskrieg zu führen. Campinchi hofft, Deutschland „werde nicht allein die europäischen Länder, sondern mit alleiniger Ausnahme von Italien und Japan die ganze Welt zum Gegner haben". Kleinere neutrale Staaten müssen zur Teilnahme am Einkreisungsfeldzug gezwungen werden, wenn sie sich nicht friedlich dem Druck der Westmächte fügen. „Die Integrität Rumäniens, Grie-

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Buenos Aires, marzo 26 de 1940.-

D.A.P.

146

Señor Embajador:

Me es grato dirigirme a V.E. para acusar recibo de la nota N° 106, fecha 12 de febrero ppdo., a la que acompañaba un ejemplar del folleto titulado "Observaciones al libro amarillo francés", preparado por la Cancillería de ese país.

Saludo al Señor Embajador con las seguridades de mi más alta consideración.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO
26 MAR 1940
DIVISION DE ASUNTOS POLITICOS

ROBERTO GACHE
SUB SECRETARIO DE RELACIONES EXTERIORES

A S.E. el Señor Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de la República en Alemania, Doctor Don Ricardo Olivera.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

MESA DE ENTRADAS Y EXPEDICIONES
A
DIVISION ASUNTOS POLITICOS

Buenos

EMBAJADA
DE LA
REPUBLICA ARGENTINA

, en Berlín, Febrero 12 de 1940.

CON ANEXO

MESA DE ENTRADAS
Y EXPEDICIONES
8 MAR. 1940
MINISTERIO DE RELACIONES
EXTERIORES Y CULTO

No. 117.-

Señor Ministro:

Tengo el honor de dirigirme a V.E., para acompañar a la presente, en un recorte del número del corriente mes de febrero de la revista "Berliner Monatshefte", un artículo dedicado al libro amarillo francés del cual me he ocupado anteriormente con la debida atención. En él se lo analiza detenidamente y se publican telegramas y notas cambiadas entre la embajada alemana en Francia y el Ministerio de Negocios Extranjeros en Berlín, en el momento de mayor tensión internacional, así como también se hace estado de un discurso del ministro francés Campinchi presentándole como un exponente del deseo de Francia de combatir una posible hegemonia germana en Europa. El artículo tiene una relativa objetividad.

Saludo a V.E. con mi más alta y distinguida consideración. Ricardo Olivera

ANOTADO
CON EL ... CONFORME

Buenos Aires, 11 de marzo de 1940.-

Acúsese recibo.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO
26 MAR 1940
DIVISION DE ...

A S.E. el Señor José María Cantilo,
Ministro de Relaciones Exteriores y Culto,
BUENOS AIRES.-

Z.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

chenlands und Jugoslawiens müsse diesen Ländern nötigenfalls von Frankreich aufgezwungen werden. Die Unabhängigkeit dieser Völker müsse ihnen garantiert werden, sogar dann, wenn sie selbst zur Entgegennahme einer solchen Garantie nicht bereit seien."

6. Der Einkreisungsplan ist auch gegen das mit dem Reich verbündete Italien gerichtet. England und Frankreich könnten jederzeit die Zugänge zum Mittelmeer sperren und Italien von der freien See ausschließen. Ein führender Engländer erklärte großsprecherisch, daß bereits alle Vorbereitungen zur Unterminierung des italienischen Kolonialreiches getroffen seien.

7. Ziel des Kampfes ist nicht etwa die Verhinderung einer angeblich befürchteten Hegemonie Deutschlands in Europa. Ziel ist ein Friedensdiktat, „gegen das der Frieden von Versailles nichts gewesen sei". Dieses Diktat, „das den nächsten Krieg beenden werde, müsse nach dem Muster des Westfälischen Friedens ausfallen, d. h. das Reich völlig zerstückeln und in seine Bestandteile zerlegen".

Die Westmächte haben somit den Krieg zu dem von ihnen gewählten Zeitpunkt unter Benutzung des willkommenen polnischen Vorwandes vom Zaun gebrochen; sie wollten diesen Krieg unter Mitwirkung der zur Teilnahme zu zwingenden Neutralen führen; ihr Kriegsziel ist die Vernichtung und Zerschlagung des Reiches.

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

Buenos Aires, marzo 26 de 1940.-

D.A.P.

152

Señor Embajador:

Me es grato acusar recibo de la nota N° 117, fecha 12 de febrero ppdo., a la que V.E. acompañó un recorte de la revista "Berliner Monatshefte", en que se comenta el Libro Amarillo Francés.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V.E. las seguridades de mi más alta consideración.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO
26 MAR 1940
DIVISION DE ASUNTOS POLITICOS

ROBERTO GACHE
SUB SECRETARIO DE RELACIONES EXTERIORES

A S.E. el Señor Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de la República en Alemania, Doctor Don Ricardo Olivera.

BERLIN

Archivo Histórico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Argentina

INDICE

F. 149

FOLIO	FECHA	No.	PROCEDENCIA	OBJETO